

Université de Genève
Faculté des Sciences économiques et sociales

Mémoire de master en science politique

Entre malédiction et sauvagerie.

La construction médiatique des conflits africains: essai d'analyse postcoloniale

Par André-Michel B. Essoungou

Dirigé par

Léa Sgier

Juin 2009

Table des matières

I.	Introduction	P 3
1.	Problématique	P 7
2.	Le conflit du Congo	P 11
3.	Question de recherche	P 16
4.	Cadre théorique	P 14
4.1	La théorie du “framing”	P 15
4.2	La théorie postcoloniale	P 19
II.	Méthode	P 22
1.	Corpus	P 22
2.	Les magazines	P 25
3.	Méthode d’analyse	P 27
III.	Analyse	P 30
1.	Les causes supposées du conflit et l’évaluation morale	P 30
2.	Les solutions au conflit	P 55
3.	Les interlocuteurs	P 70
IV.	Conclusion	P 79
	Bibliographie	P 83

Annexes : Chronologie de la guerre du Congo ; cartes sur l’évolution militaire du conflit ; quelques articles du corpus.

I. Introduction

Une des croyances les plus répandues au sein des médias est celle selon laquelle ils permettraient un rapport direct à la réalité. Dans leurs comptes rendus de conflits armés, les envoyés spéciaux de chaînes de télévisions notamment suggèrent souvent qu'ils offrent une connaissance immédiate de l'évènement. Parce que chacun peut voir l'évènement qui se déroule en « temps réel », la réalité serait aisément compréhensible¹. Le raisonnement implicite, contenu notamment dans la règle sacrée pour les journalistes du respect de l'objectivité, suppose qu'en offrant des informations « complètes, précises, authentiques et claires » (Helmore, 1995, p23), les médias laisseraient le choix de la décision au citoyen et auraient ainsi servi de miroir à une réalité. En résumé, des médias objectifs, remplissant professionnellement leur rôle n'offriraient que de fidèles reflets du monde, à propos duquel le citoyen libre se ferait sa propre opinion.

Une telle perspective oublie pourtant que le discours médiatique construit le monde. Par le biais d'articles publiés dans leurs colonnes ou diffusés sur leurs ondes, les médias offrent une construction de la réalité. En choisissant les informations qui seront publiées et celles qui ne le seront pas, les images qui seront diffusées et celles qu'on ne verra pas, en déterminant l'angle sous lequel elles seront mises en valeur ou pas, en offrant la parole à certains acteurs plus qu'à d'autres, en proposant une évaluation plutôt qu'une autre, les médias construisent une image du monde davantage qu'ils ne rendent simplement compte de sa marche.

Les nombreuses recherches menées autour de l'hypothèse de l'agenda setting ont notamment permis de démontrer l'influence et la capacité des médias à imposer des thèmes et des enjeux à l'ensemble de la société. Les théoriciens de l'agenda setting qui analysent la saillance des enjeux dans la société postulent depuis les années soixante le rôle singulier des médias quant à l'importance que prennent certains enjeux. Selon eux,

¹ La chaîne américaine d'informations en continu CNN qui a initié au début des années 1990 le format de la couverture de l'actualité sans interruptions aime à souligner qu'en regardant ses bulletins de nouvelles, le téléspectateur sait forcément ce qui se passe dans un monde qu'il comprend forcément mieux.

les médias réussissent en général à imposer au public si ce n'est ce qu'il faut penser, tout au moins ce à quoi la société doit penser (Cohen 1963, p13). En clair, les sujets jugés important par les médias, ceux qui occupent les premières pages des magazines et font l'ouverture des bulletins d'informations, tendent à devenir ceux dont la société va débattre et autour desquels des énergies seront dépensées. Par le fait même, les médias écartent une panoplie de sujets qui n'auront pas droit de cité, ou du moins leur accordent une place nettement inférieure.

Ainsi, les aventures extra conjugales de l'ancien président américain Bill Clinton ont-elles occupé, de longs mois durant, l'attention des médias et ensuite du public américain dès janvier 1998, reléguant bien de graves sujets à un traitement moins important. Ce sujet, devenu le principal sujet de conversation aux Etats-Unis et ailleurs pendant de longs mois, doit à la persistance des médias d'avoir connu une telle notoriété (Ramonet, 1999, p20).

De même, la mort de la princesse De Galles Lady Diana en 1997 a focalisé l'attention d'une majorité de médias du monde, consacrant à cet évènement : « plus de place qu'à n'importe quel autre concernant une personne physique dans toute l'histoire des moyens de communications » (Ramonet, 1999, p11). Pas moins de 2,5 milliards de téléspectateurs ont regardé les funérailles de celle que les médias ont affectueusement baptisé « Lady Di ». Là encore, la force d'imposition des médias a permis de faire d'une personnalité symbolique dans un pays lointain le centre d'intérêt de milliards de gens dans des lieux où l'on avait des problèmes plus urgents à régler. Pendant ce temps, on peut présumer que des conflits divers, aux conséquences vitales pour des millions d'individus, des décisions politiques et économiques cruciales, des enjeux sociaux décisifs ont été ignorés par les médias. Ils ont par le fait même, l'espace de quelques jours ou semaines, cessé d'être perçus comme des sujets important par une partie importante du public. L'espace des funérailles de la princesse de Galles, il a pu sembler à beaucoup que le monde était en deuil, que des milliards d'individus avaient perdu avec le décès de la princesse un membre proche de leur famille. Ce n'était bien sûr point le cas. Mais les médias avaient

réussi, dans ce cas comme dans d'autres, à construire entre la défunte et le public un lien fictif, suggérant au passage une image d'un monde uni dans sa douleur.

D'autres auteurs ont mis en lumière diverses variables explicatives de cette construction médiatique de la réalité. Les médias peuvent proposer une vision du monde liée et révélatrice des rapports de pouvoirs qu'ils entretiennent avec l'environnement politique et économique. Chomsky et Herman ont par exemple mis en lumière comment la couverture de certains pays étrangers par les grands médias américains était influencée par l'identité du propriétaire de ces médias. Pour ces auteurs, selon que des chaînes de télévision et des magazines américains sont propriétés de grands groupes économiques liés à l'industrie de l'armement et du pétrole par exemple, leur couverture de l'actualité internationale obéit au souci de ne pas embarrasser des pays où les groupes dont ils dépendent ont des intérêts économiques. Accessoirement, ces pays entretiennent de bons rapports politiques avec les Etats-Unis. Et peu importe que bien souvent, ces alliés de l'Amérique soient de notoires violateurs des Droits humains, idéaux dont les Etats-Unis se veulent officiellement d'ardents défenseurs (Chomsky et Herman, 1988).

Selon Entman, les médias peuvent également construire la réalité en accordant à un enjeu particulier une place centrale dans l'explication de phénomènes variés. A l'époque de la guerre froide entre les Etats-Unis et l'Union soviétique (1945-1989), l'explication de nombreux événements s'est effectuée à l'aune de ce seul affrontement. Ainsi par exemple, deux attentats commis l'un par l'armée américaine contre un avion civil iranien le 3 juillet 1988 (bilan 290 morts) et l'autre par l'armée soviétique contre un avion civil nord coréen (bilan 207 morts), ont eu droit à un traitement différent que seul explique, selon Entman, le « paradigme de la guerre froide » : la presse américaine a en effet estimé que l'attentat américain était un regrettable accident alors que l'attentat russe était lui un acte criminel planifié. A l'examen des faits et des discours médiatiques, Entman note qu'il est permis de croire que l'un et l'autre cas sont plus proches que les médias ne l'ont laissé pensé (Entman, 2004). En sélectionnant certains points de vue, en privilégiant certains avis, en

proposant certaines évaluations, les médias, ici encore ont construit la réalité davantage qu'ils n'en n'ont été les reflets.

Par ailleurs, des recherches menées depuis le milieu des années soixante ont permis d'établir que des valeurs journalistiques président au choix de ce qui sera publié et de ce qui ne le sera pas (Galtung et Ruge, 1965). Plus récemment, diverses recherches menées auprès de groupes d'individus ont permis de déterminer que la manière selon laquelle l'information est présentée, en séquences épisodes comme c'est le cas lors de magazines télévisés ou plutôt thématiques, dans le cadre de reportages et enquêtes plus longs et fouillées influence le processus cognitif d'attribution ou de non attribution des responsabilités par ceux qui consomment l'information (Iyengar, 1996).

Dans les pages qui suivent, notre projet est d'établir comment cette reconstruction de la réalité par les médias s'opère également sous l'influence de rapports politiques passés, le rapport colonial en l'occurrence. L'ambition de notre travail est d'évaluer dans quelle mesure, dans la presse occidentale, lorsqu'il s'agit de rendre compte de conflits armés qui se déroulent sur le continent africain, la construction médiatique porte la marque du rapport colonial passé.

Dans les pages qui suivent, nous allons tout d'abord de situer ce travail dans le cadre d'une problématique, puis nous en présenterons la question centrale qui le guide. Il sera ensuite question de décrire le cadre théorique et les outils méthodologiques dont nous nous servirons. Enfin, nous procéderons à l'analyse.

1. Problématique

La colonisation européenne de vastes territoires d'Asie, d'Amérique et d'Afrique qui s'étale entre le 16^e siècle et le milieu du 20^e siècle fut tout à la fois une entreprise de domination militaire, politique et économique. A ces aspects, les théoriciens de l'approche dite postcoloniale (Saïd, 1978 ; Bhabha, 1994), ajoutent une dimension supplémentaire : celle du discours. Le projet colonial s'est justifié, légitimé et mis en œuvre par le biais d'un processus discursif qui à son tour a été enrichi et renforcé par celui-ci. Le discours aura été à la fois l'expression, le masque et le révélateur du projet colonial.

Pour ces théoriciens, La fin de l'épisode colonial (sur les plans militaires, politiques et économiques) n'a cependant pas marqué celle du discours colonial. Dès lors, il est possible, aujourd'hui encore, de débusquer, dans les textes et les propos publiés en Occident sur les territoires anciennement colonisés, les marques de ce discours colonial. La persistance de ces marques (figures de style, images, raisonnement, procédures rhétoriques, clichés...), reflète, selon l'approche postcoloniale, la réalité d'un rapport de domination des anciens colonisateurs sur les anciens colonisés.

C'est dans cette perspective par exemple que Stuart Hall propose un examen du répertoire de la représentation populaire des athlètes noirs dans les années 1990 en Europe et en Amérique du Nord. Ce répertoire est notamment dominé par la «naturalisation» de certains attributs qui seraient propres aux noirs (athlètes aujourd'hui, esclaves hier) : force physique animale, sexualité débridée. Toutes choses qui rappellent les stéréotypes nés et en vigueur lors de périodes plus anciennes ayant profondément marqué la rencontre entre l'Occident et le monde noir africain : l'esclavage des Africains dès le 16^e siècle, l'impérialisme colonial et enfin la période de l'après deuxième guerre mondiale (Hall, 1997, p 239).

Le constat de Hall (1997) s'inscrit dans une discussion plus large sur la construction de l'Autre dans toute société. Construire l'Autre, lui attribuer certains traits, permettrait de

donner un sens à ce qu'on est soi-même. C'est à la fois dans l'opposition avec un Autre différent de soi et dans le dialogue avec lui que l'on se construirait. L'Autre est en quelque sorte le miroir dont on a besoin. Dans le rapport qu'entretiennent les sociétés les unes par- rapport aux autres, tout se passe comme si pour l'Occident, l'Afrique constitue « l'Autre absolu ». Achille Mbembe estime que « l'Afrique en tant qu'idée et en tant que concept a historiquement servi et continue de servir d'argument polémique à l'Occident dans sa rage à marquer sa différence contre le reste du monde » (Mbembe, 2001, p 9). Autrement dit, l'Afrique a servie et sert toujours d'antithèse à l'Occident, à ses normes et à ses valeurs et sans doute aussi à la manière qu'il a de mener ses guerres et de les résoudre.

Diverses recherches ont solidement établi que la couverture médiatique dont bénéficient les conflits africains est plus souvent réduite à quelques clichés les rapprochant d'une barbarie sans fin ni justification, à peine intelligible si l'on évoque de lointaines querelles tribales et d'indissolubles haines entre ethnies (Wall, 2007 ; Sylva et Wyly 2001 ; Hawk, 1992). La différence dans le traitement entre un conflit africain et un conflit ayant eu lieu en Occident est frappante dans le cas des guerres au Rwanda (1990 à 1994) et en Bosnie (1992 à 1995) : en dépit des traits pouvant rendre possible le rapprochement entre l'un et l'autre (acte de génocide, massacres, batailles militaires...), le discours médiatique tenu sur le conflit rwandais le résume à une indicible barbarie dont les origines se situent dans d'immémoriales divisions ethniques (Myers et al., 1996). De plus, le traitement médiatique entre le Rwanda et la Bosnie révèle un écart quantitatif et qualitatif. Pour chaque article publié par la presse américaine sur le conflit rwandais, il en a publié vingt-cinq sur celui en Bosnie (Myers et al., 1996, p30). Dans la couverture du Rwanda Myers et al. (1996), de même que Wall (2007) notamment signalent la présence nettement plus marquée du langage de la guerre civile, de celui de la sauvagerie et du vocabulaire ethnique et tribal. Toutes ces dimensions mettent en avant une image chaotique du conflit rwandais, un conflit le plus souvent décrit comme incompréhensible à tout esprit rationnel si ce n'est au travers d'une logique primitive. A l'opposé, la couverture du conflit bosniaque réfère très rarement à de telles caractérisations et privilégie l'examen

des calculs militaires et politiques décrits généralement sous l'angle de leur sophistication (Myers et al., 1996, p 22).

A l'évidence, le Rwanda (et par effet de conflation l'Afrique) est cet « Autre absolu » que rien ne rapproche de la Bosnie (équivalent de l'Europe), en dépit des éléments disponibles pouvant le rapprocher davantage que l'éloigner. Dans la représentation de du conflit rwandais, certains traits distinctifs d'avec le conflit en Bosnie sont privilégiés au détriment des traits ressemblants. Certaines interprétations sont davantage véhiculées, privilégiées, mises en valeur. Il n'est pas question à propos du Rwanda de calculs militaires, ni de stratégies politiques, mais de massacres barbares et d'orgies de tueries. Or, autant le conflit en Bosnie a offert son lot d'horreurs souvent comparables à celle du Rwanda, autant dans ce conflit rwandais, les stratégies politiques et les calculs militaires ne furent pas rares. Une couverture si clairement différenciée alors que des faits similaires ont été identifiés ici et là laisse envisager la prédominance dans ladite couverture certaines modalités de raisonnements, de « cadres » (*frames*) coloniaux en l'occurrence, omniprésents dans le discours produit sur le conflit rwandais.

Ceci dit, même si l'exploration du discours médiatique sur les conflits africains dans les médias occidentaux a permis de juger de l'existence d'un traitement singulier réservé à ces conflits, de mettre en lumière les traits distinctifs propres à ce traitement (Hawk, 1992; Myers et al., 1996 ; Sylva et Wyly 2001 ; Wall, 2007 ; Carruthers, 2004), de manière générale cependant, cette exploration permet rarement d'envisager les raisons de ce traitement particulier. Autrement dit, les enjeux politiques et historiques qui peuvent expliquer une telle couverture médiatique ne sont pas suffisamment abordés.

Dans un livre portant plus généralement sur le discours médiatique que portent les médias occidentaux sur les pays anciennement colonisés, David Spurr (1993) propose d'analyser ces discours à la lumière de l'histoire coloniale, et en particulier des rapports de pouvoirs que la colonisation a engendré. C'est cette démarche que nous entendons suivre, tout en limitant notre ambition à la seule couverture médiatique d'un conflit

africain. Cette dimension politique et historique que nous entendons ramener au cœur de notre travail constitue le champ d'intérêt de l'approche postcoloniale qui, ainsi que nous l'expliquerons plus loin, constituera notre principal cadre d'analyse.

La question à laquelle nous avons tenté de répondre est celle de savoir : quels sont les traits qui dominent le discours médiatique sur les conflits africains et en quoi ces traits renvoient à des discours passés tenus du temps de la colonisation sur l'Afrique. Il s'est agit, par l'analyse de discours récents, d'établir des liens avec des manières de décrire et d'analyser l'Afrique qui datent de l'époque de la colonisation. Pour les besoins de cette analyse, cette évaluation a porté sur les discours des médias à propos de la deuxième guerre du Congo (1998 à 2003). Cette guerre fait partie d'une série de conflits ayant marqué le Congo depuis 1997. Elle en constitue l'épisode le plus marquant, tant par le nombre d'acteurs impliqués et leur diversité que par ses enjeux.

Afin d'évaluer le traitement médiatique fait à ce conflit majeur, le discours produit à son propos, il nous a paru utile d'en explorer à la fois les idées maitresses et comment celles-ci se donnent à voir, ainsi que la part de non-dit. Il a donc fallu se pencher sur la substance des contenus autant que sur les procédés rhétoriques utilisés pour les mettre en valeur. 47 articles, tirés de deux magazines britannique (The Economist) et français (Le Point) ont fait l'objet de l'analyse. Nous avons eu recours à la *framing theory* qui permet de cerner les cadres (« *frames* ») du discours, c'est-à-dire ses dimensions principales et la manière dont celles-ci se déploient dans des textes notamment. Nous avons également employé des techniques d'analyse empruntée à l'approche de la *critical discourse analysis*. Une fois ces cadres mis en lumière, l'enjeu a consisté, dans une perspective postcoloniale, à dévoiler les rapports de pouvoir persistant, longtemps après la fin de l'épisode colonial, entre d'anciens colonisateurs et d'anciens colonisés. Plus précisément, notre projet a consisté à examiner les discours que tiennent certains médias, deux magazines français et britanniques en particulier, sur un conflit africain important de ces dernières, la deuxième guerre du Congo

2. Le conflit du Congo

Depuis 1996, la République Démocratique du Congo² a connu plusieurs conflits : une première guerre entre 1997 et 1998, une deuxième entre 1998 et 2003 ; puis une série de conflits localisés qui se poursuivent, principalement dans l'est du pays. Ce qui vaut à ce pays d'occuper une place de choix dans le traitement médiatique.

La première guerre, longue de quelques mois (octobre 1996 à mai 1997) a opposé un mouvement rebelle venu de l'est du pays (l'Alliance des forces démocratique pour la libération AFDL dirigé par Laurent Désiré Kabila) et soutenu par les pays voisins - le Rwanda et l'Ouganda - au pouvoir de Kinshasa. L'enjeu de cette guerre pour le Rwanda et l'Ouganda est officiellement de s'assurer une victoire militaire définitive contre des mouvements rebelles qui mènent des attaques contre ces pays à partir de leurs frontières communes avec le Congo³ (Prunier 2009, p183). Cette option est facilitée par le projet de Laurent Désiré Kabila notamment de renverser le pouvoir du président Mobutu, au pouvoir depuis 1965. Membre d'un mouvement rebelle dans les années 1960 contre le pouvoir du président Mobutu, Laurent Désiré Kabila souhaite depuis fort longtemps parvenir au pouvoir au Congo. Soutenu par les armées rwandaises et ougandaises ainsi que par sa propre armée constituée au fil des victoires et composées notamment d'enfants soldats (Braeckman, 2003b), Monsieur Kabila parvient au pouvoir en mai 1997, ce qui met fin au conflit. Cette première guerre du Congo ne fait pas l'objet de notre analyse.

2 Connue sous l'appellation de Congo-Belge sous la colonisation entre la fin du 19^e siècle et le milieu du 20^e siècle, puis de Zaïre quelques temps après son indépendance en 1960, puis à nouveau Congo dès 1998. Dans le corps de ce texte, nous emploierons plus souvent l'appellation Congo, afin de faciliter la lecture.

3 À la suite de la guerre civile rwandaise d'octobre 1990 à juillet 1994 et au génocide des Tutsis rwandais (d'avril à juillet 1994), les rebelles du Front Patriotique Rwandais (FPR) prennent le pouvoir dans leur pays. Les anciennes élites rwandaises, mais aussi des millions de rwandais s'installent majoritairement dans l'est du Zaïre bientôt rebaptisé Congo, à la frontière avec le Rwanda. Dès la fin de l'année 1994 ces anciennes élites rwandaises ainsi que leurs sympathisants mènent des actions militaires contre le Rwanda (citer Braeckman et Lanotte...). De même, c'est aussi depuis l'est congolais qu'un mouvement rebelle ougandais, le (ADF-NALU) lance des attaques répétées contre l'Ouganda. Faute pour le pouvoir congolais de l'époque de combattre ces menaces venues de son sol, Rwandais et Ougandais estiment qu'ils n'ont d'autres choix que de prendre en main leur défense, en portant la guerre au Congo (citer).

Début août 1998, la deuxième guerre du Congo s'est ouverte. Elle a opposé l'armée du nouveau président, Laurent Désiré Kabila, soutenu par celles de cinq pays (Zimbabwe, Angola, Namibie, Tchad, Soudan) et divers groupes armés; à celles de ses anciens alliés Rwandais et Ougandais épaulés par de nombreux groupes armés. Au total, une vingtaine de groupes armés rebelles et armées régulières étrangères ont pris part au deuxième conflit congolais. L'enjeu officiel cette fois encore était le renversement par les pays voisins (Rwanda et Ouganda) d'un chef d'Etat congolais, coupable à leurs yeux de mettre en danger la sécurité de leurs populations (citer version officielle). Divers compte-rendu de ce conflit disputent cependant cette version. Pour Colette Braeckman notamment Laurent Désiré Kabila est surtout coupable d'avoir voulu se défaire de la pesante tutelle rwando-ougandaise. Alors que ces alliés le voulaient dans une position de fondé de pouvoir, Kabila s'est vu chef d'Etat indépendant (Braeckman, 2003b). Au cours du mois de juillet 1998, la crise entre le président congolais et ses anciens alliés devient publique. Laurent Désiré Kabila demande aux troupes rwandaises qui l'ont mené à Kinshasa de quitter le pays. Quelques semaines plus tard, en représailles, elles entreprennent une vaste campagne militaire visant le renversement du président congolais. Dans la foulée nouveaux mouvements rebelles congolais vont voir le jour afin d'amoindrir la perception chez de nombreux Congolais que cette guerre est simplement une tentative étrangère de renverser leurs dirigeants⁴ (Lanotte, 2003).

Ce conflit, ouvert donc en 1998 est marqué par de violents affrontements militaires lors des premiers mois, mais aussi par de longs mois d'accalmie. Le front du conflit, dès 1999, reste relativement stable et les positions des diverses parties aisément identifiables.

Carte. *Les positions des groupes armés au Congo en mars 2000.*

4 Deux principaux mouvements rebelles sont créés: le Rassemblement Démocratique pour la Démocratie (RCD) soutenu par le Rwanda et le Mouvement pour la Libération du Congo (MLC), soutenu par l'Ouganda (citer ICG)

Approximate Deployment of Armed Groups in DRC

Source: IRIN-CEA, 28 March 2000



En décembre 2002, l'accord de paix inclusif de Pretoria entre les parties congolaises au conflit, suivie par le retrait des troupes étrangères ont rendu possible la mise en place d'un gouvernement de transition en juillet 2003, marquant officiellement la fin de la deuxième guerre congolaise⁵. C'est ce conflit qui sera au centre de notre analyse. Bien qu'il soit aujourd'hui terminé, un autre conflit se poursuit dans l'est du Congo, précisément dans les provinces de l'Ituri et celle des Kivus (citer ICG, dernier rapport). Au total on estime que les conflits congolais ont fait plus de trois millions de morts (The Lancet, 2006). Une minorité de ces décès cependant, de l'ordre de 10% résulte d'affrontements. Ce sont les conséquences de la guerre sur l'accès aux soins de santé qui auront causé autour de 90% des décès (Turner, 2007, p4 ; Lancet, 2006).

3. Question de recherche

⁵ Laurent Désiré Kabila que ses anciens alliés n'auront donc pas réussi à renverser meurt assassiné par un soldat de son armée le 16 janvier 2001 alors qu'il tient une réunion au palais présidentiel à Kinshasa. Le meurtrier sera abattu peu après son forfait. Ce meurtre, non revendiqué reste non élucidé. Joseph Kabila, fils du président assassiné lui a succédé depuis 2001.

En résumé, cette recherche a l'ambition d'examiner et d'explorer les articles relatifs à la deuxième guerre du Congo publiés entre juillet 1998 et juillet 2003 dans les magazines britanniques *The Economist* et français *Le Point*. Il s'agit d'identifier comment ces deux publications analysent les causes du conflit, l'évaluation morale qu'ils en proposent, les interventions qu'ils jugent capables d'y mettre un terme et les personnes auxquelles ils donnent la parole. Une fois ces dimensions mises en lumière, il s'agira d'en offrir une interprétation, de dire dans quelles mesures les théories postcoloniales permettent d'en rendre compte.

4. Cadre théorique

Après avoir procédé à l'exposé de la problématique à l'intérieur de laquelle se situe notre travail et énoncé la question qui va le guider, nous allons à présent traiter des outils théoriques qui guideront notre travail, à savoir principalement le *framing* et la théorie postcoloniale, mais aussi la *critical discourse analysis* à laquelle nous emprunterons un aspect technique.

Framing et *critical discourse analysis* nous permettront de déconstruire les textes de notre corpus ainsi qu'à leur interprétation. Ceci nous permettra de mettre à jour les idées et arguments autour desquels le discours des médias sur le conflit congolais ici à l'étude s'organisent; et aussi de préciser les stratégies rhétoriques à l'œuvre, les images auxquelles ce discours fait régulièrement appel. Dans un deuxième moment, celui de l'interprétation, l'approche postcoloniale, qui postule la persistance dans le discours du présent des traces du passé colonial, nous aidera à faire sens des cadres et des stratégies rhétoriques mis à jour.

4.1 La théorie du "framing"

Très présentes dans les études consacrées aux médias, la *framing theory* ne serait, selon Koenig, ni : “a full-fledged theoretical paradigm, nor a coherent methodological approach. Rather, frame analyses are a number of related, even though sometimes partially incompatible methods for the analysis of discourses. What unifies these analyses is a (fairly loose) theoretical connection to Goffman's (1974) work on framing” (Koenig, 2009). Il constate par-ailleurs que depuis Goffman, cette théorie qui à ce jour connaît un grand succès dans les études en communications s’est prolongé dans trois domaines scientifiques principaux : le management, l’analyse des mouvements sociaux et enfin dans le domaine des études sur les médias.

Dans le champ des études des médias, Mazzarella et Pecora précisent que la *framing theory* a d’abord été appliquée à des enjeux politiques, aux questions de politiques internationales, puis à une grande variété de phénomènes sociaux et culturels (arts, musiques populaires, mouvements de femmes et même à des aspects controversés de la publicité) (2007, p11). Dans les années 1980, Iyengar est celui par qui la framing theory prend place dans l’étude du discours médiatiques.

Au cœur du débat théorique il y a la définition centrale du concept clé, celui de «frame». Chez Goffman, le concept réfère aux: “basic cognitive structures which guide the perception and representation of reality. On the whole, frames are not consciously manufactured but are unconsciously adopted in the course of communicative processes. On a very banal level, frames structure, which parts of reality become noticed” (Koenig, 2009).

D’autres auteurs proposent des énoncés plus précis. Pour Iyengar par exemple : « at the most general level, the concept of framing refers to subtle alterations in the statement or presentation of judgment and choice problems » (Iyengar, 1991, p 11). Autrement dit, la manière de mettre en valeur un acteur ou de citer ses propos, le choix de ce qui sera présenté comme l’enjeu contribue à tracer le cadre (“frame”) du discours.

D'autres encore ajoutent: "the central organizing idea(s) for making sense of relevant events and suggesting what is at issue" (Gemson, 1989, p 157). Cette définition renvoie à un fil rouge, une idée centrale autour de laquelle se construit un texte. Gitlin parle à juste titre de "principe de sélection et d'emphasis dans la sélection qui sont eux-mêmes le reflet de théories tacites à propos de ce qui est important (Gitlin, 1980, p6). Le postulat implicite étant que derrière ces choix de sélection et d'emphasis, se trouve une manière de voir le monde et d'en rendre compte.

Pour Koenig, les chercheurs qui se sont servis de cette théorie se sont confrontés à une question majeure : les « frames » sont-ils conscients ou pas, latents ou manifestes ? La réponse pour beaucoup d'entre eux aurait consisté à suggérer que les frames sont conscients. IL note que: "the difficulty of measuring latent frames could partially explain the gradual theoretical shift towards a conceptualization of frames as being more actively adopted and manufactured. Particularly in media studies, it has become commonplace to treat the choice of frames as a more or less deliberate process".

Depuis lors, la définition la plus largement acceptée du concept de frame serait celle que propose Entman (2004), sous l'appellation de substantive frame. C'est celle que nous utiliserons dans la suite de ce travail.

Substantive frame

Sans être en contradiction avec celles qui sont généralement proposée, celle-ci a le mérite d'être plus complète et aisément opérationnalisable en indicateurs de recherche. Tout en reprenant l'idée selon laquelle le *frame* est lié à la manière de sélectionner et de mettre l'emphasis sur certains aspects d'un événement plutôt que d'autres, Entman suggère de considérer que le frame comporte au moins deux fonctions : "Defining effects or conditions as problematic, identifying causes, conveying a moral judgment and endorsing

remedies or improvements” (Entman, 2004, p 5). Autrement dit, le *frame* sert à proposer des causalités ainsi que des évaluations morales, mais aussi à proposer des solutions. En ce sens, le *frame* offre une ou des manières d’envisager une question, de se situer par rapport à un problème.

Entman précise également: “the words and images that make up the frames can be distinguished from the rest of the news by their capacity to stimulate support or opposition to the sides in a political conflict. We can measure this capacity by cultural resonance and magnitude” (Entman, 2004, p 6). La résonance réfère ici à la connotation particulière que peuvent avoir certains termes et expressions dans un contexte culturel donné. La magnitude est synonyme de la fréquence à laquelle ces mots et expressions reviennent dans le texte, mais également leur emplacement dans la structure du texte. Un terme a une plus grande magnitude selon qu’il revient souvent dans les titres d’articles par exemple. Sa résonance pouvant elle être liée à l’association mentale suggérée avec un chef d’œuvre de la littérature par exemple. Dans le cadre de ce travail, nous avons prêté une grande attention à la résonance et à la fréquence des mots et expressions utilisés.

Critical discourse analysis

La *framing theory*, nous l’avons dit, permet de mettre en lumière les idées autour desquelles s’organisent des contenus textuels notamment. Son utilité est grande dans le cadre de notre travail puisque l’enjeu est de mettre à jour les dimensions principales du discours de deux médias sur le conflit congolais. Ceci dit cette perspective théorique offre peu d’outils techniques ouvertement destinés à mettre à jour les rapports de pouvoir que cachent des textes. Afin de mieux explorer cette dimension, nous emprunterons des éléments d’une approche qui en fait sa préoccupation centrale : la *critical discourse analysis*. Cette approche d’analyse de discours a pour ambitions d’éclairer les relations de pouvoir

visibles ou cachées dans et derrière le discours (Fairclough, 1989, 1995; Van Dijk, 1993). Chez Fairclough, elle est profondément marquée par une vision marxiste de la société. Cette analyse de discours se veut critique dans la mesure où, selon Fairclough, l'ambition est de : " show up connections which may be hidden from people - such as the connections between language, power and ideology" (Fairclough, p 5).

La *critical discourse analysis* repose sur un postulat central: le langage, le discours est central dans l'analyse des relations de pouvoir. A travers le discours, les relations de pouvoir sont produites et reproduites. Dès lors, pour Van Dijk : " critical discourse analysts want to know what structures, strategies or other properties of text,(...) play a role in these modes of reproduction » (Van Dijk, p 252). La *critical discourse analysis* prend donc en compte le contexte social et historique, elle veut mettre en lumière les logiques et les stratégies de domination de certaines catégories de la société.

Ainsi que définie et mise en pratique par Fairclough, la *critical discourse analysis* comporte trois stades, qui sont en même temps une méthode systématique d'exploration de la relation entre le texte et le contexte social: la description, l'interprétation et l'analyse. La description porte sur les propriétés linguistiques du texte; l'interprétation permet de faire le lien entre des pratiques discursives mises en œuvre lors du processus de production du discours et la manière dont celui-ci sera reçu, compris; et enfin l'explication relie des pratiques discursives à des pratiques sociales (Fairclough, 1989, p 26); C'est cette approche qui a été privilégiée dans cette étude. Plus précisément ceci signifie que nous avons dans un premier temps identifié des textes ou des extraits de textes dont les propriétés linguistiques ont été exposés ; ces mêmes éléments ont été examinés en vue de faire ressortir ce qui est visé dans leur utilisation, enfin nous avons indiqué ce que ces contenus doivent à certaines pratiques. Ces trois étapes, séparées en théories, sont imbriquées dans les pages qui suivent.

4.2 La théorie postcoloniale

Tout comme la théorie du *framing* la théorie dite postcoloniale ne forme pas un ensemble explicatif cohérent dont il serait aisé de dessiner les grandes lignes et d'énoncer les principaux concepts (Young, 2004 p 64). Pour Mbembe, plutôt que de parler de théorie, il convient de la considérer comme une « pensée à plusieurs entrées, qui est loin d'être un système parce qu'en grande partie, elle se fait elle-même en même temps qu'elle fait sa route » (Mbembe, 2006, p 117).

Les multiples courants qui composent cette approche ont cependant en commun des manières de percevoir la réalité, des logiques argumentatives qui leur sont propres. Plus précisément, le courant postcolonial postule notamment que l'expérience coloniale qu'a menée l'Europe hors de ses frontières, à partir du seizième siècle en particulier, a été rendu possible par la production d'un discours sur les peuples colonisés (Africains, Orientaux...), lequel légitimait et justifiait le projet colonial en même temps qu'il était produit par ce dernier. Pour la critique postcoloniale, les formes, les thèmes, des traces de ce discours colonial persistent même après la fin de la période formelle de colonisation.

Dès lors, une des ambitions de la critique postcoloniale consiste à déconstruire la prose coloniale, « c'est-à-dire le montage mental, les représentations et formes symboliques ayant servi d'infrastructure au projet impérial. Elle démasque également la puissance de falsification de cette prose – en un mot la réserve de mensonge et le poids des fonctions de fabulation sans lesquels le colonialisme en tant que configuration historique de pouvoir eût échoué » (Mbembe, 2006, p 118).

De sorte que, porter un regard postcolonial sur un objet, un texte, équivaut à se livrer à un travail de déconstruction en vue de mettre en lumière, de dévoiler les traces du passé colonial. L'ambition étant, ce faisant, de transformer un présent sur lequel pèse encore le poids des inégalités anciennes. Car en effet, si la théorie postcoloniale se tourne vers le passé, c'est en vue de libérer un présent qui en est la continuation. Autrement dit, puisque aujourd'hui encore, dans la caractérisation généralement proposée de l'Afrique, on perçoit en écho les traits centraux du portrait proposé de ce même continent au 19^e et au

20^e siècles, du temps de la colonisation, mettre en lumière ces ressemblances, dévoiler la continuité dans ces caractérisations, c'est offrir un moyen de sortir du rapport de domination qui persiste et dont ces portraits de l'Afrique sont l'expression et le masque à la fois. Pour l'approche postcoloniale, le rapport de domination actuel des anciens colonisateurs sur les anciens colonisés équivaut à ce présent qui reste à libérer.

Ceci dit, des débats divisent les théoriciens du champ postcolonial. Le terme "postcolonial" notamment fait l'objet d'un usage contesté et changeant (Parry, 2006, p 139). Certains en font un marqueur historique, désignant la période qui suit la fin de la colonisation. Son utilisation, dans le cadre de ce travail privilégiera cependant son autre définition, celle qui en fait un projet théorique.

Discours colonial et théorie du discours colonial

Un concept clé de la critique postcoloniale est celui de « discours colonial ». Edward Saïd est celui qui en fait usage le premier (Ashcroft et al, 2000, p 41). Le discours colonial est défini comme "a system of expression influenced and derived from representing a range of values and practices, in this case, colonial practices" (Wisker, 2007, p 177). Ainsi compris, le discours colonial aborde tous les aspects du rapport colonial. Ses énoncés concernent aussi bien la vie privée que publique, ils veulent déterminer les ambitions autant que les rêves. Le discours colonial, produit du rapport entre colonisateur et colonisé, sert à exprimer ce rapport, mais davantage encore à le renforcer en le légitimant. L'intérêt à analyser le discours colonial, réside dans le lien étroit qu'il entretient avec le pouvoir colonial. Analyser le discours colonial c'est offrir un autre regard sur le pouvoir colonial. C'est au sein de ce discours que se concentrent le savoir et le pouvoir dont dispose le colonisateur. Selon Saïd, ceux qui détiennent le pouvoir détiennent aussi le savoir, mais aussi les moyens de diffusion de ce savoir et par conséquent ils déterminent

les modalités de cette diffusion. Le privilège ainsi obtenu sur l'échelle du savoir renforce et va de pair avec la domination exercée au préalable sur l'échelle du pouvoir. Ce lien entre savoir et pouvoir est central dans la situation coloniale, dans le rapport entre le colonisateur et le colonisé.

Pour étudier le discours colonial, Saïd le premier propose une théorie du discours colonial (*colonial discourse theory*). Son analyse se veut un examen des représentations contenues dans le discours colonial. L'ambition n'est pas de confronter les faits décrits à une réalité qu'il serait aisé de constater afin de montrer un quelconque décalage entre la réalité et la représentation de celle-ci. Raison pour laquelle il précise: "colonial discourse analysis are analyses of *representations* rather than investigations that seek to deliver facts or appraise evidence as such" (Mongia, 1996, p 391). En d'autres termes, c'est une analyse de texte qui porte sur son "extériorité" et non de ce qu'il cache. C'est pourquoi, en vue d'examiner l'extériorité des discours nous avons sollicité les outils techniques de la critical discourse analysis.

II. Méthode

Dans cette deuxième section, il sera question des aspects liés à la méthode mise en œuvre dans le cadre de ce travail. Elle précise les règles de sélections qui ont dirigé la détermination du corpus d'article sur lesquels portera l'analyse à suivre. Nous donnerons quelques précisions sur les magazines desquels ces articles ont été tirés et sur la composition du corpus. Il sera enfin question de la procédure de recherche ou plus précisément de l'opérationnalisation de la question de recherche.

1. Le corpus

L'analyse portera sur des articles consacrées à la deuxième guerre du Congo publiés par deux magazines hebdomadaires ; l'un britannique, *The Economist*, et l'autre français, *Le Point*. Tous ces articles ont été publiés entre le 1er août 1998, date du début de la "deuxième guerre du Congo" et le 30 juillet 2003, date de la fin officielle de cette guerre marquée par l'entrée en fonction d'un gouvernement rassemblant l'ensemble des ex belligérants congolais, tous signataires d'un accord de paix fin décembre 2002 (Lanotte, 2003).

Au total, il s'agira d'examiner 47 articles; 35 publiés par *The Economist* et 12 par *Le Point*. Les articles ont été rassemblés suite à une recherche sur la base de données Lexis Nexis avec les mots clés "Congo" et "guerre", recherches menées en français pour le Point et en anglais pour *The Economist*. Seuls les articles traitant principalement du conflit congolais ont été retenus. Ont par conséquent été écartés, les articles dans lesquels le conflit congolais était incidemment évoqué, les petits articles informatifs longs de quelques phrases (brèves). Nous avons choisi de privilégier les articles dits de fond, afin de ne retenir que les contenus pour lesquels les journalistes ont, à l'évidence, consacré du temps. Notons que les articles de notre corpus ne correspondent à aucune des grandes catégories de genre journalistiques, à savoir l'information d'un côté et le commentaire de l'autre. Ils se situent dans une zone grise entre les deux.

Nombre d'articles publiés pendant les six années de la deuxième guerre du Congo

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
The Economist	10	6	8	5	1	5

Le Point	7	2	0	2	1	0
-----------------	---	---	---	---	---	---

Il convient de signaler que le corpus ici retenu aura été le dernier d'une série de corpus envisagé au fil des mois. L'auteur avait tout d'abord envisagé de travailler sur un corpus tiré de six publications hebdomadaires, dont un newsmagazine britannique, trois français et deux américains⁶. Ce choix était guidé par le souci de disposer d'un matériau représentatif des orientations politiques dans trois contextes différents, représentant trois pays ayant mené les expériences coloniales parmi les plus importantes au cours des deux derniers siècles. La tâche s'est vite avérée impossible dans les délais impartis pour un mémoire de master.

Les articles de *The Economist* sont longs en moyenne de 750 mots, avec deux notables exceptions : deux articles faisant partie d'un dossier consacré à l'Afrique comptent chacun environ 3000 mots. Selon une tradition propre à ce magazine, ces articles ne sont pas signés. Seul le lieu où se trouvent l'auteur de l'article est indiqué. Pour tous les articles, les auteurs étaient soit au Congo même, soit dans un des pays voisins du Congo. La tonalité générale des articles mêle l'information et l'analyse. Des descriptions côtoient l'analyse et un effort de mise en perspective. *The Economist* aura publié deux fois plus d'articles lors de la première année du conflit (soit 10 en 1998) que lors de la dernière (soit 5 en 2003). En 2002, il aura publié un seul article. En moyenne, le magazine aura publié un article tous les deux mois sur le conflit congolais

La longueur des douze articles de *Le Point* varie entre 200 et 600 mots. Quatre articles comptent plus de 1000 mots. Les noms des auteurs de ces articles ne sont pas donnés aux lecteurs. Ici également, analyse et informations sont entrelacées. Au début du conflit, *Le Point* établi son record d'articles consacrés au conflit congolais (7 en 1998). À la fin du

⁶ Ce sont les magazines américains Time, et Newsweek, les magazines français Le Point, L'express et Le Nouvel Observateur ainsi que le magazine britannique The Economist.

conflit en 2003, il n'y consacre plus d'articles à proprement parler. En moyenne, le magazine français aura réservé au conflit congolais deux articles par an.

Il convient de noter la disproportion entre les deux corpus et la relative importance accordée par *The Economist* au conflit congolais par-rapport à *Le Point*. On peut suggérer que le magazine britannique, au contraire du magazine français dispose de plus de moyens financiers et s'adresse davantage à une élite mondiale davantage que nationale. L'une et l'autre raisons justifient la place plus grande accordée à l'information internationale et la facilité pour lui à y envoyer des journalistes.

2. Les magazines

Le choix de ces magazines hebdomadaires (newsmagazines) est motivé par le souci de cerner les points de vue et les pratiques discursives dominants dans le discours médiatique dans les contextes français et britanniques. Les magazines d'actualité hebdomadaire (ou newsmagazines) passent pour ceux qui offrent les points de vue dominants sur l'information (Wall, 2007, p263; Entman, 2004, p 30). Ceux choisis dans le cadre de cette étude sont dans leurs contextes respectifs, mais aussi en dehors, pour des sources d'informations crédibles et respectées, particulièrement en matière d'informations internationales.

Notons qu'à l'issue de notre recherche, l'un et l'autre offraient le corpus le plus étoffé dans leurs contextes nationaux. Dans le cas français, *Le Nouvel Observateur* et *l'Express*, deux des principaux concurrents du *Point*, ont consacré à peine une poignée d'articles au conflit congolais. Cette limitation entraîne que les deux magazines ici analysés sont tous deux réputés de droite, ce qui ne va pas sans poser le problème de la représentativité de leurs opinions et de la validité de quelconques généralisations des conclusions de ce travail. On peut cependant considérer que la quasi absence de contenus significatifs sur le conflit congolais dans les autres magazines, notamment ceux dits de gauche, dévoile

un désintérêt face à ce conflit. Une telle absence – et plus largement toute absence – renseigne sur ce qui, dans ces magazines, est jugé peu ou pas digne d'intérêt. Dans le cas anglais, *The Economist* mieux que ses concurrents (*The Sunday Times* magazine, *The New Statesmen* ou *The Spectator*) propose à la fois le plus grand nombre d'articles et le suivi le plus régulier de l'actualité internationale. A l'exception de *The Economist*, aucun autre hebdomadaire britannique ne propose de ne traiter en priorité que l'actualité internationale. Ce qui le classe dans une catégorie à part qui justifie à notre sens de l'avoir choisi.

The Economist

Fondé en 1843, *The Economist* est un magazine d'informations internationales dont le centre d'attention ne se limite pas à l'économie. Publié à Londres et distribué à plus de 1.3 millions d'exemplaires, dont la moitié environ aux Etats-Unis, *The Economist* affirme pratiquer "l'advocacy journalism" et se veut un défenseur du libre-échange et de la mondialisation. Il est la propriété du groupe *The Economist* dont font partie le *Financial Times* (quotidien économique influent également publié à Londres), et divers autres actionnaires parmi lesquels de riches hommes d'affaires. Le magazine se définit lui-même comme étant de "l'extrême centre" (*The Economist*, 2009). Ce qu'il justifie par des soutiens passés à des personnalités de droite (Ronald Reagan, ancien Président américain et Margaret Thatcher, ancienne Premier ministre britannique) et de gauche (Bill Clinton et Barack Obama, respectivement ancien et nouveau Présidents américains). De manière générale, ses positions libérales valent à ce magazine d'être perçu comme un magazine plus proche de la droite.

Le Point

Fondé en 1972, *Le Point* est un newsmagazine français qui dès ses débuts s'est bâti à l'image des magazines américains *Time* et *Newsweek*. Tour à tour propriété de grands

groupes industriels puis d'hommes d'affaires, il appartient aujourd'hui au riche homme d'affaires François Pinault. En 2007, il s'est vendu à 420 000 exemplaires. Magazine réputé favorable aux opinions de droite, il se distingue par une couverture internationale plus marquée que L'Express, premier quotidien français, ou *Le Nouvel Observateur*. Le choix de ces deux magazines britanniques et français découle de l'ambition de traiter de discours de deux anciennes puissances coloniales singulières à plus d'un titre. Ainsi que le suggère Saïd (2000). L'expérience impériale britannique et française notamment a une cohérence unique et une centralité culturelle particulière. L'Angleterre a possédé le plus vaste espace colonial d'entre tous, y compris en Afrique, suivie par la France qui fut son principal rival (Wesseling, 1996). Enfin, s'il faut une autre raison d'étudier le cas de ces pays en particulier, on pourrait souligner le statut privilégié, dans ces cultures, de la domination outre-mer. (Saïd, 2000, pp 25 et 26)

3. Méthode d'analyse

Lors de l'étude des textes l'analyse a porté sur trois dimensions : l'énoncé des causes supposées et l'évaluation du conflit, les solutions envisagées ou jugées nécessaires et enfin les interlocuteurs ou les sources citées. Pour chacun des articles nous avons tenté d'indiquer par une analyse de contenu s'il abordait un ou les trois aspects ci-dessous. L'unité d'analyse aura été les de chacun des articles (voir tableau page--). Nous avons également procédé à un examen qualitatif de ces dimensions.

L'énoncé des causes supposées et l'évaluation du conflit

S'il nous semble-t-il utile de comprendre à qui ou à quoi les deux magazines attribuent la responsabilité du conflit congolais, c'est en raison de l'importance de cette dimension dans l'attribution des responsabilités. En identifiant les causes du conflit, les magazines identifient également des responsables et du même coup laissent entrevoir des pistes pour

mettre fin à cette guerre. Or, de notre analyse, il ressort que les deux magazines suggèrent en premier que la guerre congolaise survient naturellement, comme une catastrophe dont aucun acteur n'est responsable. Dans un deuxième temps, ils envisagent un responsable : le président congolais Mr. Laurent Désiré Kabila. Ces deux explications sont identifiables à la lecture des titres des articles notamment, lesquels offrent incidemment une évaluation morale de la guerre, plus affirmée à travers l'usage régulier de certaines métaphores. Par convention, les titres donnent des réponses, ce faisant ils offrent aussi une évaluation morale (Entman, 2004, p 29).

Les interventions et solutions envisagées

Les interventions et solutions nécessaires pour mettre fin à ce conflit ont, elles aussi, mobilisé notre attention. Elles alimentent de nombreux articles ainsi que nous le verrons. Causes et interventions (ainsi que les évaluations morales implicites ou explicites), constitueront les principales dimensions de l'opérationnalisation du concept de "*substantive frame*". Afin d'en cerner les significations et de dire ce qui est visé à travers l'utilisation de certains *frames*, pour les besoins de l'analyse, nous avons emprunté ici aussi des outils techniques de la *critical discourse analysis*, en l'occurrence ses trois stades d'analyse, ce qui nous a permis d'explorer les relations de pouvoir cachées derrière les textes.

Les interlocuteurs

Les interlocuteurs ou les sources qui s'expriment dans les articles ont fait l'objet d'un examen. L'approche de la *critical discourse analysis* et l'approche *postcoloniale* suggèrent en effet que les acteurs qui ont accès à la parole sont souvent ceux qui disposent du pouvoir et par l'accès aux lieux de parole, le renforcent davantage. En s'intéressant aux personnes qui s'expriment et selon quelles modalités, il s'agissait de déterminer comment des logiques de reproduction du pouvoir sont à l'œuvre. Nous avons donc identifié les acteurs cités et ceux qui le sont peu ou pas du tout, la fréquence à laquelle ils le sont, la place qui

leur est accordée et la valorisation de leurs propos. L'accent a été mis sur les acteurs qui s'expriment et non ceux dont il est question.

Tableau

Analyse de contenu de la couverture du deuxième conflit du Congo par *The Economist* et *Le Point* (Du 1er août 1998 au 30 juillet 2003)

	The Economist		Le Point	
	Oui	Non	Oui	Non
Causes du conflit				
L'article évoque-t-il des causes économiques du conflit ?	6	29	2	10
L'article évoque-t-il des causes ethniques du conflit ?	1	34	0	12
L'article évoque-t-il des causes politiques du conflit ?	2	33	2	10
L'article met-il en cause un acteur ?	6	29	1	11
Histoire et ramifications				
L'article mentionne-t-il des liens entre ce conflit et la colonisation ?	1	34	0	12
L'article fait-il le lien entre ce conflit et d'autres conflits africains ?	3	32	3	9
Interventions				
L'article envisage-t-il une intervention en vue de mettre fin au conflit ?	8	27	3	9
L'article souhaite-t-il une intervention africaine ?	2	33	0	12
L'article souhaite-t-il une intervention occidentale ?	3	32	3	9
Personnes citées				
L'article cite-t-il des acteurs africains du conflit ?	4	31	4	8
L'article cite-t-il des acteurs non africains du conflit ?	1	34	1	11
L'article cite-t-il des officiels congolais ?	1	34	0	12
L'article cite-t-il des congolais (non officiels) ?	2	33	3	9
L'article cite-t-il des personnes non identifiées par leurs origines ?			2	10

III. Analyse

Ayant désormais précisé tout à la fois le cadre théorique, la question centrale ainsi que les modalités méthodologiques et techniques de ce travail, il convient désormais de se pencher sur le contenu du corpus d'articles choisi.

1. Les causes supposées du conflit et l'évaluation morale

Afin d'établir à quoi ou à qui les magazines attribuent la causalité d'un événement, il est courant de prêter attention aux titres des articles (Wall, 2007; Entman, 2004). Les titres, explique Entman, sont les lieux où, par convention, les médias donnent les réponses relatives à la causalité de l'événement, ils sont aussi le lieu privilégié de cadrage ("framing") de l'information. En d'autres termes, ils en donnent la couleur principale, dessinent son fil conducteur, renseignent sur le ton de l'article et indiquent par conséquent ce qu'il faut en retenir. De manière générale, l'émphase marquée, l'indignation exprimée, la révolte affichée, le soutien offert dans le titre annoncent ce qui suivra dans le corps de l'article.

1.1 *Le Point*

En se penchant sur les titres des douze articles consacrés par *Le Point* au conflit congolais, le lecteur peut difficilement échapper au sentiment selon lequel le conflit congolais est dans l'ordre des choses qui surviennent, à l'instar d'une catastrophe naturelle. Cinq titres

d'articles sur les douze de notre corpus le suggèrent. A l'opposé, un seul titre laisse penser qu'un individu est responsable du conflit qui s'annonce et va se révéler très grave, le président congolais en l'occurrence, Laurent Désiré Kabila. Pour l'essentiel, les titres donnant une indication sur la causalité de cette guerre sont ceux des articles publiés dès le début du conflit.

Trois semaines après le début du conflit, alors que presque toute la région de l'est du Congo est tombée entre les mains des rebelles à l'issue de victoires militaires, l'envoyé spécial du magazine le Point dans la ville de Goma, dans l'est du Congo, suggère que : "l'histoire bégaie" (P, 22 août 1998). Dans le cœur de l'article, le magazine qui se propose de raconter le point de vue de Congolais ordinaires explique : « Les habitants se souviennent avec terreur des massacres systématiques des réfugiés hutus, des pillages et des viols ». Lassés, selon Le Point, de voir divers groupes armés se soulever et piller leur pays : « Aujourd'hui – poursuit Le Point - les habitants de Goma regardent passer avec indifférence les rebelles »

Le titre autant que le corps de l'article se contentent d'offrir le regard que portent certaines populations congolaises sur la guerre qui vient de commencer. Pour eux, si l'on suit le raisonnement du magazine dans cet article, cette guerre n'est jamais qu'une répétition d'une guerre précédente face à laquelle ces populations semblent impuissantes à agir.

Derrière cette analyse proposée au lecteur, on note l'absence de tout acteur. C'est encore le cas moins d'un mois après le début de la guerre. Le Magazine titre : "la situation dégénère" (P, 29 août 1998). Avec l'entrée en guerre dans les jours précédents du Zimbabwe et de l'Angola aux côtés des soldats du président Kabila opposés donc à des rebelles soutenus par le Rwanda et l'Ouganda, Le Point analyse : « Dans ce **Congo** trop grand et trop riche, la **guerre** s'est désormais internationalisée ». L'article s'ouvre avec une citation forte de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela mis en scène avec grand respect. Le Point écrit : « Nelson Mandela, le vieux sage sud-africain, l'avait prédit dès les premiers jours du conflit ***Si on ne fait pas taire les armes rapidement, la guerre au Congo va dégénérer et la situation deviendra incontrôlable*** ».

Ici encore, tout concourt à laisser le sentiment que ce conflit est proche d'une fatalité dont nul ne peut être tenu pour responsable. Pourtant, les dernières phrases de l'article permettent d'envisager certaines des causes du conflit, précisément lorsque le magazine français estime : « Rwanda et Ouganda, pays pauvres et surpeuplés, ont besoin de l'espace et des richesses de l'est du **Congo**. Et, surtout, de mettre fin, définitivement, aux infiltrations de leurs opposants armés qui menacent et leur régime et la vie même des Tutsis, très minoritaires au Rwanda ». L'enjeu économique et l'enjeu politique de l'entrée en guerre de deux des parties belligérantes est fort clairement évoquée, mais de manière marginale. Ce qui domine tant dans le corps de l'article que dans son titre c'est ce sentiment que la « situation dégénère ».

Plus de deux semaines après cet article, le magazine français annonce cette fois sur une "menace d'incendie généralisée" (P, 14 novembre 1998). Sous ce titre, suit un compte rendu du déploiement des troupes de sept pays en vue de combats bien plus important que ceux auxquels ce conflit a donné lieu jusque là. Qu'annoncent ces mouvements de troupes ? S'interrogent le journal qui hésite entre : « l'imminence d'un conflit généralisé entre ces sept pays de l'Afrique centrale ou chaque camp montre-t-il ses muscles sur le terrain pour une éventuelle négociation ? » Le Point conclut : « faute d'être rapidement désamorcée, la bombe de l'ex-**Zaire** peut ravager de place en place toute l'Afrique centrale jusqu'à atteindre les puits de pétrole de l'Angola et du **Congo-Brazzaville** ». Ici encore, en plus de l'évocation de la mise en place des soldats, le lecteur peut percevoir que rien n'est dit sur ce qui pousse à la guerre. Il ignore en tout cas qui pu poser « la bombe de l'ex-Zaire » dont parle Le Point.

Ce qui frappe c'est le fait que chacun de ces articles c'est le fait qu'ils se contentent plus souvent d'offrir une photo d'une réalité qui n'a manifestement ni passé, ni responsable. Il est tout à tour question du regard que portent les populations de la ville de Goma, de la situation sur le terrain après l'entrée en guerre d'autres armées étrangères, des préparatifs militaires en vue d'affrontement importants, mais à une exception près, fort marginale, il n'est pas question des raisons pour lesquelles le conflit va avoir lieu. La forme passive sous laquelle, dans les titres de nombreux articles, la question de la causalité est éludée frappe également. La forme passive permet de ne pas attribuer la raison de la guerre, ou

plus exactement elle permet de l'inscrire dans l'ordre des choses qui surviennent naturellement.

Lorsque quatre mois après le début de la guerre, alors que sur le terrain les combats se sont intensifiés sur diverses lignes de front, le magazine français parle de "la descente aux enfers" du Congo, (P, 28 novembre 1998), une situation dont il ne semble pas préciser les raisons. Au tout début d'un très bref troisième paragraphe, d'autant plus mis en valeur qu'il est le plus court d'un long article, un professeur d'université congolais, cité par Le Point suggère : « Nous sommes poursuivis par le destin. C'est une malédiction ». Cette mise en valeur de propos aussi forts n'est pas anodine. Elle confirme ce que le lecteur perçoit dans le titre et lui suggère, en guise d'explication du conflit congolais, des causes non humaines. Tant le titre de cet article que cet argument posé dans ses premiers paragraphes suggèrent cette causalité. Cette dernière a de bonnes chances, de dominer l'esprit du lecteur qui par la suite sera exposé à d'autres arguments certes, mais avec de grande chance désormais de les considérer comme des explications secondaires. Or la suite de l'article offre des éléments qui contrarient le regard mis en avant dans ses premières lignes.

Tour à tour en effet l'article fait une longue évocation des différentes phases du conflit, puis le récit du retournement des Rwandais et des Ougandais, d'abord alliés du président congolais avant de lui faire la guerre. Enfin, plus loin dans le texte, trois paragraphes constituent l'exposé le plus complet, dans les colonnes du magazine français, d'une analyse étayée des raisons de cette guerre. Cet extrait mérite d'être intégralement cité, tant il démontre une capacité d'analyse des causalités qu'on ne reverra pas dans le magazine français à propos du conflit congolais. Le Point écrit :

« Pourquoi Rwandais et Ougandais se sont-ils retournés contre leur poulain d'hier ?
« C'est lorsque nous avons appris que d'anciens miliciens et militaires rwandais étaient entraînés au **Congo** que nous avons décidé de lâcher Kabila », affirmait, en août dernier, un conseiller de Paul Kagame, vice-président du Rwanda, au Soir de Bruxelles. En fait, en septembre 1996, Laurent-Désiré Kabila et le pouvoir rwandais avaient fait un mariage de raison. Le maquisard voulait renverser Mobutu mais n'avait pas de troupes. Kigali voulait trouver un prétexte pour entrer au **Zaire** et

démanteler les immenses camps de réfugiés hutus où se cachaien les responsables du génocide de 1994 contre les Tutsis rwandais. A partir du **Zaire**, les Hutus lançaient des raids meurtriers sur le Rwanda. Or les Congolais ont été incapables de contrôler leurs frontières et d'empêcher les infiltrations des opposants rwandais. Et d'anciens soldats hutus, réfugiés au **Congo**-Brazzaville et en Centrafrique, ont, dès le printemps dernier, rejoint les troupes de Kabila. Pour Kigali, c'était une trahison. Arrivé au pouvoir, Kabila le maquisard avait vite compris qu'il devait s'affranchir de ses tuteurs s'il voulait sauver son trône. Les Rwandais se comportaient en troupes d'occupation à Kinshasa. Ils ont vite été détestés. Mais ils tenaient tous les leviers du pouvoir, en particulier l'armée et les services de renseignement. Au fil des mois, il a tenté de les remplacer. Puis, à la fin du mois de juillet, rentré précipitamment de Cuba, l'ancien maquisard renvoyait chez eux ses tuteurs, « en remerciant les Congolais pour leur patience ». (P, 28 novembre 1998).

Ce que ce long extrait nous semble révéler, c'est d'une part la possibilité dont dispose Le Point dans sa couverture du conflit congolais, de mettre l'accent sur les mécanismes, les enjeux et les raisons qui ont conduit à ce conflit et d'autre part le choix d'éluder toute causalité (ou de la mettre en net retrait) dans les compte rendus de ce conflit. Il peut être utile de rappeler ici l'argument qui est au cœur de la théorie du framing à laquelle nous avons recourt dans le cadre de ce travail : cadrer (« to frame ») un évènement ou un enjeu consiste à mettre l'accent sur certains de ses aspects plutôt que sur d'autres. Ceci signifie que les éléments privilégiés, ceux sur lesquels les médias veulent attirer l'attention bénéficieront d'une mise en valeur plus grande, d'une exposition plus large. Dans le cas du magazine Le Point, en ce qui concerne l'évocation des causes du conflit congolais, il est clair que le choix a consisté à mettre l'emphase sur certaines causes (non humaines), plutôt que sur d'autres (économiques ou politiques).

En résumé, en proposant des titres qui éludent certaines causalités, Le Point tente de déshistoriciser le conflit. Un tel procédé permet tout à la fois de passer sous silence les

probables implications extérieures, françaises notamment, dans l'histoire et les crises qu'a connues le Congo.

Une seule fois, semble apparaître une autre tendance, marginale, dans l'établissement des causes de la deuxième guerre du Congo. Elle est suggérée sous le titre: "Congo: les multiples erreurs de Kabila" (P, 15 août 1998). Le magazine envisage la possibilité que le conflit ait été causé par le président congolais, qui à force de mécontenter ses alliés, a entraîné les malheurs de la guerre. Cette tendance se retrouve dans le corps de quelques autres articles, incidemment. Le président congolais et son entourage sont alors présentés comme un : "curieux cocktail où se mêlent inexpérience et incompetence, absence de sens politique et habileté diplomatique, démagogie et rouerie" (P, 28 novembre 1998).

Cette explication reste marginale cependant. La constitution d'une explication dominante n'est pas remise en cause. De plus, cette explication reste fort peu alimentée. Le propos est davantage un blâme dont la logique et la cohérence résistent peu à l'examen. Ce qu'il faut relever, en premier c'est la contradiction qu'il y a entre cette analyse avec celle, dominante, par l'anarchie. Or, nous l'avons dit, l'anarchie signifie que nul ne gouverne, nul n'est responsable. Or, en suggérant qu'un homme est le responsable d'un conflit où se battent une vingtaine de groupes et d'armées, le magazine français remet en cause son explication par l'anarchie développée à propos du même conflit congolais. Mais il est vrai que les médias ne tiennent pas toujours un discours monolithique.

Reste que, outre cette contradiction, l'analyse mettant en cause un seul individu en guise d'explication de la guerre souffre de quelques autres insuffisances. Le parcours du mis en cause, Laurent Désiré Kabila, qui selon Le Point est inexpérimenté, incompetent, dénué de sens politique et d'habileté diplomatique, invite à nuancer le jugement. Meneur d'une première rébellion au Congo dans les années 60, il a ensuite vécu en exil en Tanzanie, menant diverses activités lucratives. Lorsqu'il accède au pouvoir en 1997, il dirige une rébellion hétéroclite composée de soldats Ougandais et Rwandais, mais aussi de troupes congolaises, dont de nombreux enfants soldats. Ces troupes parcourent le Congo, vaste

pays aussi grand que l'Europe occidentale et prennent Kinshasa au terme de longs mois d'une progression constante. Aidé certes par ses alliés et protecteurs, on présume aisément que Laurent Kabila a dû faire preuve cependant de compétences pour maintenir la loyauté des troupes à son égard, dans un contexte où les moyens de communications sont extrêmement limités.

Il lui a fallu convaincre, contraindre ou écarter des rivaux potentiels, des subordonnés ou des adversaires. Tout cela, on l'imagine, requiert quelques qualités. Il n'est pas donné au premier venu de mener une armée lors de batailles meurtrières, de motiver à nouveau ces troupes pour d'autres batailles lors desquelles d'autres perdront la vie, d'éviter les désertions, le découragement, le renoncement, d'établir pour ces troupes un plan de bataille, qui ensuite est respecté, tant bien que mal, et qui ultimement mène au renversement d'un pouvoir en place depuis trente cinq ans, soutenu par des puissances étrangères⁷.

À l'évidence, autant l'assimilation de la guerre du Congo dans les colonnes de Le Point à un phénomène naturel permet de déshistoriciser le conflit, d'évacuer les probables implications, bref d'offrir un cadre (« frame ») cohérent qui s'inspire d'une des dimensions du discours colonial selon lequel l'Afrique n'a pas d'histoire⁸, autant la mise en cause du seul président congolais, fondée sur un portrait dont on peut douter de la logique semble appartenir elle aussi à une autre dimension centrale du discours colonial : la description des Africains par le manque. Une des procédures rhétoriques consacrées

7 Le président Mobutu Sese Seko auquel Laurent Désiré Kabila succède en 1997 a pris le pouvoir en 1965, à l'issue d'un coup d'Etat soutenu par les américains et les français notamment. Jusqu'à la fin de son règne, il la France restera un de ses fidèles alliés. Voir à ce sujet: Kelly, Sean (2003). *America's tyrant: the CIA and Mobutu of Zaire*. American University Press

8 Une expression récente de cette dimension s'est donnée à voir dans le discours prononcé à Dakar au Sénégal le 26 juillet dernier 2007 par le président français Nicolas Sarkozy. Il déclare notamment: "Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès ». Lire sur le site internet de la présidence de la République française :

http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/2007/juillet/allocation_a_l_universite_de_dakar.79184.html

sous la colonisation et dont la continuation est ici visible, consiste à définir les colonisés africains sous la figure du manque, du défaut, de l'incomplétude (Mbembe, 2001, p 9). À Laurent Désiré Kabila il manque, selon le Point, l'expérience, la compétence, le sens politique. Rien de ce qu'il possède ne fait partie du portrait qui est offert de lui. Il est possible en effet de le décrire également comme un brillant planificateur, un organisateur compétent, un gestionnaire doté de quelques aptitudes. On peut légitimement suggérer en effet que le fait d'avoir mené des troupes hétéroclites à une victoire militaire décisive peut lui valoir ces qualifications.

Les comptes-rendus offerts par Le Point sur le conflit congolais, tout en suggérant les causes du conflit, véhiculent une évaluation morale. Le plus souvent, celle-ci est visible dans l'emploi des métaphores. Fin novembre 1998, la métaphore est biblique lorsque le magazine suggère : « Congo Kinshasa : "la descente aux enfers" » (P, 28 novembre 1998). L'article, citant un Congolais, parle de ce conflit comme d'une « malédiction ». L'image suggère la douleur et le malheur, la guerre étant pour les Congolais comme pour d'autres un moment pendant lequel les souffrances sont grandes. Reste que en proposant, pour le conflit congolais une lecture morale focalisé sur cette seule dimension, le regard proposé au lecteur classe dans une catégorie propre.

Les causes supposées de la deuxième guerre du Congo selon Le Point

Date de publication	Titre	Extraits
15 août 1998	Les multiples erreurs de Kabila	Laurent-Désiré Kabila, le tombeur de Mobutu, a commis une erreur qui pourrait lui être fatale : oublier qui l'a fait roi. Arrivé au pouvoir à Kinshasa au printemps 1997 dans les fourgons de l'armée rwandaise, le chef de l'Etat congolais se payait le luxe, fin juillet, de renvoyer ses protecteurs dans leurs collines. Une initiative mal accueillie à Kigali, mais appréciée des Congolais. Le 3 août, à Goma, au Kivu, riche région agricole frontalière du Rwanda d'où Kabila, à l'automne 1996, était parti à l'assaut du Zaïre, éclatait une rébellion de militaires rwandais et

congolais. Ils entraînaient avec eux une partie des Banyamulenge, population congolaise d'origine tutsie, restée très proche de leurs frères rwandais.

Ses alliés et voisins rwandais, ougandais et angolais d'abord, qui lui avaient permis militairement d'arriver au pouvoir. Lorsqu'en 1996 Kigali et Kampala le choisissent pour prendre la tête d'une alliance politico-militaire, ils ont une priorité : mettre en place un régime capable d'assurer l'ordre au Kivu et de contenir les infiltrations incessantes et meurtrières des mouvements rebelles rwandais et ougandais contre leurs pays respectifs. Or Kabila a été incapable d'y mettre un terme. En renvoyant les militaires rwandais qui encadraient l'armée congolaise (ils dirigeaient aussi les services de renseignement), Kabila a privé Kigali d'un moyen essentiel pour agir au Kivu et neutraliser ses opposants armés.

Le président congolais n'a guère été plus habile vis-à-vis de son allié angolais. Alors que Luanda lui avait apporté son soutien militaire, Kabila n'a pas empêché l'Unita d'utiliser le Congo pour recevoir des armes. Il est vrai que Savimbi paie en diamants.

29 août 1998

Congo : la situation dégénère

Rwanda et Ouganda, pays pauvres et surpeuplés, ont besoin de l'espace et des richesses de l'est du Congo. Et, surtout, de mettre fin, définitivement, aux infiltrations de leurs opposants armés qui menacent leur régime et la vie même des Tutsis, très minoritaires au Rwanda.

9 mars 2001

La guerre des diamants

Faire main basse sur les régions diamantifères est devenu l'un des enjeux des guerres, tant au cœur de l'Afrique noire que sur la côte ouest du continent.

The Economist

Du mois d'août au mois d'octobre 1998, *The Economist* consacre six articles à la deuxième guerre du Congo. Ce qui frappe dans les titres de ces articles c'est l'absence d'attribution des causes de la guerre. La force passive est souvent employée. Tout se passe comme si, pour *The Economist*, cette guerre survient comme d'autres faits du quotidien. Dans le premier article publié par le magazine sur le sujet, il annonce tout à la fois dans un article: "Congo's bloody-go-round »; et poursuit dans un autre : « Congo erupts, again » (E, 15 august 1998).

« Congo's bloody-go-round » suggère qu'une fois encore, comme par le passé, le Congo est engagé dans un autre bain de sang. Dès ce titre, le lecteur est invité à s'imaginer deux choses : le sang et la répétition. Il lui est suggéré de comprendre qu'une fois encore un conflit sanglant va avoir lieu au Congo. L'article commence avec une prophétie attribuée à l'ancien président congolais Mobutu Sesse Seko, renversé au terme de la première guerre du Congo en 2007. The Economist précise: « he often predicted that the end of his rule would bring chaos to his country. Now, just over a year after the world celebrated his removal, another eruption is shaking Congo ». Dès ses premières lignes, l'idée de l'éruption vient renforcer celle d'une fatalité contenue dans le titre. Elle a d'autant plus de poids qu'elle est attribuée à celui qui précédemment dirigeait le pays. The Economist semble suggérer que de sa position privilégiée, il pouvait prédire avec une certaine justesse le futur. L'article du magazine britannique retrace ensuite le retournement des Ougandais et des Rwandais, d'abord alliés du président congolais Laurent Désiré Kabila et désormais déterminés à le renverser. Dans ce premier article déjà, The Economist reproche au président congolais d'avoir déçu tous ses soutiens. Accessoirement, le magazine britannique semble lui imputer la responsabilité du conflit.

Ce que le titre de cet article autant que son contenu écartent ou ne traite qu'à la marge, c'est notamment les stratégies politiques et militaires autour de ce conflit. Le récit des raisons et des enjeux de la guerre. Cette référence à ce qui se répète ramène, on l'imagine, à un conflit précédent. Pourtant ce qui caractérise le conflit précédent au Congo c'est moins un bain de sang que le renversement d'un pouvoir (celui de Mobutu Sese Seko) par un mouvement rebelle transnational mené par Laurent Désiré Kabila, en quelques mois d'une guerre éclair et lors de laquelle combats et pillages furent des plus rares (Turner, 2007, p2). Dès lors, en suggérant dans son titre que la guerre actuelle est un nouveau bain de sang (« bloody-go-round »), The Economist réfère, à tort, au conflit précédent caractérisé, lui aussi comme un bain de sang.

Ce titre propose au lecteur cas un constat en guise d'explication : ce conflit ressemble au précédent. Et s'il n'y a point eu de précédent au Congo, implicitement, le lecteur est renvoyé au Nigéria, au Rwanda, à tout autre du même type en Afrique. D'autant que parfois des titres d'articles consacrés au Congo évoquent l'Afrique, comme si l'un et l'autre était synonyme. Trois articles en l'occurrence, dans notre corpus de 35 articles tirés de *The Economist* comportent le mot « Afrique » en lieu et place de « Congo ». Le magazine propose: « war in the heart of Africa ». (E, 22 august 1998), puis « Heading for an African war » (E, 5 September 1998); et encore: « A continent goes to war », (E, 3 October 1998). La conflation entre un pays africain (le Congo en l'occurrence ici) et le continent africain repéré ici ce magazine est une pratique du discours colonial, capable d'embrasser d'un seul regard la diversité des territoires colonisés (David Spurr, 1993, p 100).

Dans ce conflit congolais il est vrai, six pays ont envoyé des troupes qui côtoient ou s'opposent à plus d'une dizaine de groupes rebelles congolais, rwandais, burundais, ougandais et angolais. Le conflit se déroule sur un seul théâtre: le Congo. Or dans un continent composé d'une cinquantaine de pays, il en faudrait sans doute bien plus que l'implication d'une poignée de pays dans une guerre localisé sur un seul territoire pour légitimement parler d'une guerre continentale. À l'examen, la synonymie proposée entre le Congo et l'Afrique obéît davantage au souci de proposer d'un continent diversifié une vision simplificatrice. Il s'agit de gommer les aspérités, de résumer en quelques images des phénomènes complexes, en rendre compte à l'aune de quelques références bien ancrées dans les esprits des lecteurs. De manière générale, l'analogie est d'autant plus efficace qu'elle fait partie de la culture populaire. Sur ce terrain, *The Economist* propose diverses variations autour d'une des œuvres les plus populaires de la littérature britannique et un canon de la littérature occidentale: *In the heart of darkness* de Joseph Conrad⁹.

9 Publié d'abord en 1899 à Londres en trois épisodes dans *Blackwood's Magazine*, *In the heart of Darkness* paraît sous la forme d'une longue nouvelle en 1899. L'oeuvre raconte le voyage au Congo (sans le nommer) d'un marin britannique au service d'une compagnie commerciale belge. Le livre relate l'horreur et la sauvagerie d'un monde fort différent de l'Occident. La critique postcoloniale le considère comme une des

Dans la même édition, la première à faire état de la deuxième guerre du Congo (E, 15 August 1998), le magazine anglais naturalise ce conflit : « Congo erupts, again » écrit-il. L'image qui s'impose à l'esprit est forcément celle de l'éruption d'un volcan, soudaine, violente, incontrôlée, inattendue, non provoquée, du moins pas par l'acte conscient d'un humain. Les éruptions volcaniques et par analogie ce conflit congolais (et encore plus largement les conflits africains), n'ont pas d'histoire. Certes on peut en retracer l'évolution, mais elle n'aide qu'à saisir un enchaînement d'évènements qui ensemble ont pu mener, fatalement, à l'éruption. Chose qui, en dernière analyse ne l'explique pas. Elle survient, avec violence, sans qu'on l'ait vu venir. On peut certes prévoir l'une et l'autre, de peu, mais on ne peut guère les empêcher semble-t-il laisser penser.

Dans une structure en divers points conformes à celles de l'article précédent, celui-ci s'ouvre lui aussi avec une référence au précédent conflit congolais, dont le second est il vrai la suite. The Economist écrit: « In what looks strangely like a rerun, **Congo's** ruler is threatened by a rebel movement helped by his neighbours (...). Suit un blâme sévère contre le président congolais. « Mr Kabila has proved a disaster » écrit le magazine qui poursuit: « he has upset his neighbours and former allies, who are now turning on him ». Enfin, le magazine trace les options envisageables pour la suite, estimant en résumé, tout à la fin de l'article que: « the outcome of the rebellion that now seems threatened will be shaped by the men with guns not by democracy ».

Point de causes, ni visibles ni sous-jacentes. Ou du moins, elles sont bien rarement évoquées et lorsqu'elles le sont elles sont rarement mise en avant, tant dans les titres qu'en début d'articles. Le portrait proposé du conflit congolais par The Economist fait référence,

expressions les plus fortes du discours colonial. Plusieurs fois traduit et réédité, il fait l'objet de nombreuses exégèses (psychologiques, symboliques, mythiques) qui sont un témoignage de sa grande notoriété en même temps qu'elle l'alimente. Une des plus récentes analyses proposée de cette oeuvre par Adam Hochschild, qui se veut réaliste, démontre que Joseph Conrad offre un portrait proche de la réalité qu'il a vu et vécu, six mois durant lors d'un séjour au Congo sous colonisation belge, en 1890.

à six reprises seulement, à des causes économiques du conflit. Il est même plus exact de dire que le journal décrit les enjeux économiques de cette guerre comme des catalyseurs plutôt que des causes. Le magazine écrit par exemple: « Once in Congo, the interveners found commercial reasons to stay. The war has created huge business opportunities which have obscured its primary, political, cause. Hundreds of dodgy businessmen, mercenaries, arms dealers and security companies have come to the region. » (E, 9 December 2000).

Plus de deux ans après le début du conflit, The Economist fait écho à Conrad sous le titre « In the heart of darkness » (E, 9 december 2000). Il y a ici la référence à des ténèbres (congolaises, africaines) avec ses images d'horreurs et d'inhumanité dont Conrad s'est fait le narrateur il y a fort longtemps déjà et qui pour le lecteur résonnent avec une telle netteté que bien avant de lire l'article, il sait ou croit savoir ce dont le magazine va lui parler. L'accent n'est pas mis ici sur la causalité. Elle ne préoccupe point. Il est question d'un état.

Dans les ténèbres de Conrad, la barbarie est permanente. La peur domine. Le risque pour l'étranger est considérable. Il peut à la fois perdre la vie ou devenir un monstre. Les ténèbres conradiennes, c'est-à-dire le Congo, sont un monde de dangers et de perdition, de risques et de dépravation. En suggérant au lecteur de comprendre le conflit congolais par le biais de l'œuvre de Joseph Conrad, The Economist propose en peu de mots un discours aux facettes multiples dont quelques unes des affirmations peuvent se formuler comme suit : la guerre du Congo est une plongée dans le summum de l'horreur. Ce qui s'y passe ne s'explique pas et ne peut pas s'expliquer aisément de manière rationnelle. La raison seule ne peut pas permettre de cerner ce qui s'y passe. Il faut, pour comprendre, référer à d'autres dimensions, à des mythes bibliques par exemple. Le Congo dont s'est inspiré Conrad et qu'il décrit sous la caractérisation des ténèbres au 19^e siècle, le sont à nouveau sous le même mode par The Economist au 20^e siècle.

La référence à Conrad est en vérité omniprésente tant par l'utilisation de titres proche de son œuvre phare (« war in the heart of Africa »), mais davantage encore par l'expression,

dans les colonnes du magazine, d'idées fortes et de structures de raisonnement présentes chez l'auteur de *In the Heart of Darkness*. Comme dans l'œuvre de Conrad, *The Economist* réfère souvent au Congo sous l'angle du chaos et sous le signe du manque. Comme chez Conrad, le magazine évoque souvent le danger pour l'Occident de s'aventurer au Congo. Cette permanence de l'analogie conradienne invite le lecteur à rester dans un imaginaire ancien, produit de la colonisation, à une époque où pourtant la colonisation s'est achevée.

Au-delà de ce portrait du conflit congolais qui en fait un phénomène naturel, il arrive également que dans les colonnes de *The Economist*, comme dans celles de *Le Point* précédemment, la responsabilité de cette guerre soit attribuée, de manière plus instrumentale que causale au président congolais, Laurent Désiré Kabila. En août, le magazine estime que le président congolais: "has achieved spectacular failure » (E, 15 August 1998), tant sur les plans économiques que politique. Cette analyse porte sur les mois qu'il a passé au pouvoir depuis qu'il a pris le pouvoir en 1997 jusqu'au déclenchement de la guerre en août 1998.

Pour le magazine, arrivé au pouvoir un an auparavant à la tête d'une rébellion armée soutenue par les pays voisins : « Mr Kabila has proved a disaster. He committed himself to liberate politics, respect human rights, revitalise the economy and hold elections. In fact, he has diminished into an authoritarian tribalist, locking up his opponents, failing to implement promised economic reforms and alienating foreign investors and aid donors. He set out with a lot of international and national goodwill but, stubborn and incompetent, he has squandered it. He snubbed the United Nations which was trying to investigate a massacre of refugees that took place during his march to power. His support base has been narrowed to his family, cronies and region. Most dangerously for his own survival, he has upset his neighbours and former allies, who are now turning on him » (E, 15 August 1998).

Le procédé, analysé plus haut, consiste une fois encore à cadrer (« frame ») des personnages en privilégiant certains de leurs traits, en relatant quelques aspects de leurs

parcours, tous en mettant au premier plan leur commune incompétence, leur veulerie. Décrits une fois encore sous l'angle de ce qui leur manque, leur fait défaut, les présidents mis en cause sont détachés des contextes historiques au sein desquels ils ont vécu. Rien n'est dit des soutiens locaux ou extérieurs dont a bénéficié le président Mobutu par exemple. Des démocraties occidentales, américaines et françaises lui ont pourtant assuré de rester au pouvoir pendant plus de trois décennies. On n'en trouve aucune mention, dans le portrait proposé de lui par The Economist. Aucun lien n'est fait davantage entre la violence des pouvoirs locaux congolais (ceux de Mobutu puis Kabila notamment), avec la violence des pouvoirs coloniaux qui les ont précédés. Or un examen de la violence politique dans contexte postcolonial ne peut s'interdire, sans risque de chercher le lien entre ce présent et le passé.

Cette piste et bien d'autres, aisément envisageable, en particulier dans les colonnes d'un magazine réputé sérieux, familier des couvertures fouillées et documentées, a pour effet de ne pas gêner des pouvoirs divers. Ne pas envisager les causes de ce conflit dans l'histoire, dans les structures sociales, économiques et politiques, permet d'éluder d'embarrassants débats. De nouveaux regards pourraient être portés sur les rapports actuels et passés entre l'Afrique et l'Europe, mettant à jour les continuités.

Les causes supposées de la deuxième guerre du Congo selon The Economist

Date de publication	Titre	Extraits
15 august 1998	Congo bloody-go-round	« A bare year on, ex-rebel Laurent Kabila already faces a rebellion by ex-allies. Yet in both economics and politics he has achieved spectacular failure ».
15 August 1998	Congo erupts again	« In what looks strangely like a rerun, Congo's ruler is threatened by a rebel movement helped by his neighbours Mr Kabila has proved a disaster he committed himself to liberate politics, respect human rights, revitalise the economy and hold elections. In fact, he has diminished into an authoritarian tribalist, locking up his opponents, failing to implement promised economic reforms and alienating foreign investors and aid donors. He set out with a lot of

international and national goodwill but, stubborn and incompetent, he has squandered it. He snubbed the United Nations which was trying to investigate a massacre of refugees that took place during his march to power. His support base has been narrowed to his family, cronies and region. Most dangerously for his own survival, he has upset his neighbours and former allies, who are now turning on him.

3 October 1998

A continent goes to war

Most of Africa's wars are fought between a national army and guerrillas representing different regions or ethnic groups. The tactics are to deny resources to the other side

War is no stranger to Africa.

24 October 1998

Congo. War turns commercial

African countries who have rallied either to Congo's President Kabila or to his enemies have their eyes on Congo's oil, diamonds and gold. Behind the fighting and the peace-searching, another game is going on: the scramble for Congo's minerals

Looting and pillage are a standard accompaniment to wars and Congo is a potential treasure trove. But questions are beginning to be asked about the politicians and generals involved in the Congolese struggle. Are they genuinely striving in the interests of their respective countries? The main players in Congo are seen by many as greedy warlords, with ready-made armies at their disposal and a clear interest in enriching themselves. Continued war could be their best way of doing this.

7 November 1998

Uganda and Congo. Gambling on the war

Why is Uganda fighting to topple Congo's president and Zimbabwe fighting to save him? (...) The trouble was that Mr Kabila, as president, did not prove as malleable as his allies had hoped. Rwandan and Ugandan rebel groups continued to flourish in eastern Congo along its border with their home countries. On top of this, Uganda discovered, early this year, that Mr Kabila had links with its prime enemy, Sudan.

7 November 1998

Zimbabwe and Congo. Down with war

Why is Mr Mugabe risking so much to support Mr Kabila? Certainly he seems to enjoy being seen as a power in Africa. There may also be commercial reasons: it has been revealed that some Zimbabweans close to the ruling party, certain military officers and members of the president's own family have lucrative contracts with the Kabila government. The catch for these people is that the Congolese are not, at the moment, paying their bills.

20 March 1999

Congo bash and grab

During the 30 years he was in power, Mobutu turned the country into his personal empire. The institutions of state became mere facades. Ministers and administrators were licensed by Mobutu to take as much as they could from their patch in return for a percentage paid to him.

Mr Kabila inherited the title of president but little else. He did not have his predecessor's political skill, network, or money. The facade crumbled, leaving a black hole in the heart of Africa. Last year the neighbours plunged in, some supporting a rebellion in the east, some backing Mr Kabila, all of them scrambling for a slice of Congo's fabled wealth.

9 December 2000

In the heart of darkness

Once in Congo, the interveners found commercial reasons to stay. The war has created huge business opportunities which have obscured its primary, political, cause. Hundreds of dodgy businessmen, mercenaries, arms dealers and security companies have come to the region. Diamonds are a big prize and the main source of foreign exchange for Mr Kabila. It is hardly surprising that the war ground to a halt around Mbuji-Mayi, the main diamond-producing area. Congo pays for Zimbabwe's presence with a diamond-mine concession. It has also formed a joint oil company with Angola.

When Laurent Kabila was catapulted to power by Uganda and Rwanda, everyone thought Congo would change. He could hardly do worse than Mobutu, they argued. Perhaps he would turn into one of the much-vaunted "new leaders" of Africa. He had few enemies. Everyone wanted to help him rebuild Congo. Sadly, he turned out to be little more than an outsize village chief, adept at staying in power, but with no vision and a deep distrust of competence. He has surrounded himself with relatives, friends and oddballs he scooped up on his march to Kinshasa. Mentally he is stuck in the cold war of the early 1960s, imagining global plots against Congo.

That is the crux of the problem. Mr Kabila has failed, but there is no one else who enjoys national support or looks remotely capable of pulling the country together.

Laurent Kabila's legacy to Congo is a civil war in which six other African nations are involved. He has shown little intention to honour an agreement he signed in Lusaka in June 1999, designed to end the war and bring free elections. That infuriated his enemies and alienated his allies. Yet he had the village politician's nous to manoeuvre to save his skin. This week even that skill ran out.

20 January 2001	Kabila's Congo	Though hailed as a "new breed" of African leader, his path to power was a trail of blood, and he ruled with all the venality, incompetence and arbitrariness of the worst of the old breed.
20 January 2001	Congo without Kabila	The tragedy of Congo, the key to political stability and economic development in central Africa, is that its rulers since independence in 1960 have been so concerned to hold it together that they have paid no attention to developing it
29 march 2003	Peace they say but the killing goes on	To simplify: this enormous and never stable country fragmented in 1998, when Rwanda and Uganda invaded to topple the Congolese government. Zimbabwe, Angola and Namibia sent troops who saved the regime, but left the invaders in control of much of the country. All parties then proceeded to loot Congo's minerals, as innumerable local militias slaughtered and pillaged. Rwanda and Uganda, once allies, fell out and fought on Congolese soil. Their conflict did not last long, but the two countries remain bitterly at odds. In all, perhaps 3.5m people have died as a result of the war, mostly of disease or starvation.

La guerre du Congo, un phénomène naturel

L'analyse des titres des articles de notre corpus suggère, pour ce qui est de l'évocation des causes du conflit, que dans la majorité des cas, les deux magazines n'attribuent pas à un acteur ou à des causes particulières l'origine de la guerre. Celle-ci semble davantage être un état, un fait de nature qui intervient de temps à autre, sans raison singulière. La deuxième guerre du Congo, telle qu'elle apparaît dans les titres de *The Economist* et de *Le Point*, appartient à la famille des catastrophes naturelles qui se produisent régulièrement et dont les médias rendent compte.

De manière marginale, les deux magazines blâment le président congolais de l'époque, Laurent Désiré Kabila, dont l'incompétence et la trahison (vis-à-vis de ses alliés) aurait entraîné la guerre. Les portraits de Laurent Désiré Kabila s'offrent sur le mode de la négation ("absence de sens Politique", "incompétence" ...).

D'autres causes, économiques ou politiques et bien moins souvent ethniques sont évoquées dans les journaux, mais de manières très marginales, en retrait par-rapport aux autres aspects.

En privilégiant, ainsi que nous l'avons démontré, une association entre la guerre du Congo et les catastrophes naturelles, le discours médiatique élude celle de la colonisation par exemple, ou par les forces sociales ou économiques à l'œuvre dans cette société et en dehors. Ce faisant, c'est la possibilité même de tout discours rationnel et cohérent qui est écartée. Ce qui nous semble important de mettre en lumière, c'est non pas la véracité ou la gravité des faits rapportés, mais l'absence d'alternative explicative dans le discours médiatique.

Cette naturalisation de la guerre, qui dans le cas d'autres conflits africains se déploie par l'évocation de facteurs ethniques comme ce fut le cas à propos du Rwanda notamment (Wall 2007 ; Myers et Klak, 1996 ; Sylva et Wyly, 2001), est une dimension fondamentale du discours colonial sur l'Afrique en particulier et sur le monde colonisé en général. Certes, dans le discours analysé ici le facteur ethnique apparaît fort peu, mais la structure du raisonnement n'en n'est que plus directement liée à ce qui semble être le facteur explicatif originel : le caractère naturel de la guerre au Congo.

Le raisonnement selon lequel ce conflit n'est ultimement qu'un phénomène naturel se situe plus largement sur un axe qui oppose nature et culture et dont on trouve diverses évocations dans la littérature de l'époque coloniale. Les zones du monde qui n'appartiennent pas à l'ère occidentale se meuvent par la force des choses, elles sont naturelles, primitives, sauvages. Ce qui compte dans ces sociétés, dit en résumé le propos colonial, c'est le rapport de sang, naturel. Dans la propagande coloniale française en Afrique par exemple, expliquent Blanchard et Bancel (1998, p15) : « les notions abstraites de « tribus », « races », « ethnies » renvoient au mythe d'une anarchie immémoriale ». A l'opposé, toujours selon cette propagande, les peuples d'Occident seraient de leur côté civilisés et cultivés. Ania Loomba note que cette «dichotomie manichéenne» est

justement ce qui structure la relation coloniale (Loomba, 1998, p105). Ainsi se justifie, sur le plan moral et en toute logique, la « mission civilisatrice » française, euphémisme révélateur sous lequel se cache l'entreprise coloniale.

La guerre dans le monde non occidental, pour les besoins de l'entreprise coloniale, est décrite comme un phénomène qui ne s'explique pas rationnellement. C'est une dimension de ce monde lointain. Une dimension permanente la colonisation et aujourd'hui encore, tout au moins selon le discours développé en Occident. David Spurr note à propos de la guerre qu'elle passe ainsi pour un phénomène naturel hors des frontières de l'Occident: « in the logic of this discourse, events in the Third World, caught up in endless cycles of bloodshed, lie beyond any principle of rational causation, a condition which prohibits realistic hope for the future (...) as nature is substituted for history, human conflict becomes an inherent feature of landscape » » (Spurr, 1993, pp 166-167).

On retrouve ici également l'opposition suggérée par Hall pour qui, dans la construction du soi au sein de toute société, tout se passe comme si, en même temps, il y a une construction de l'Autre, qui servira de miroir et qui sera tout l'opposé du soi. En clair, si ailleurs et en Afrique en particulier, les guerres n'ont pas de causes rationnelles, c'est sans doute parce que en Occident, elles en ont toujours. De la guerre du Péloponnèse à la celle des Etats-Unis contre l'Irak, la guerre menée en Occident ou par les Occidentaux est rationnelle et compréhensible. Le point de vue qui privilégie des causes naturelles dans l'explication de la guerre développe donc un discours essentialiste. Ce qu'il renforce en mêlant au discours explicatif une « imagerie apocalyptique » (Spurr, 1993, p 166), où l'on retrouve les thèmes de « l'enfer », de la « malédiction » et des « ténèbres » notamment. Des références qui ici encore ont un lien et une histoire coloniales.

L'évaluation morale

Cette évocation des causes de la guerre dans le propos des magazines porte sur ces conflits une évaluation morale. Cette évaluation est bien souvent véhiculée dans les titres même

des articles. L'examen des métaphores les plus fréquentes, employées dans la caractérisation des faits ou des personnes offre lui aussi le moyen de cerner cette évaluation.

Dans les colonnes de Le Point tout autant que dans celles de The Economist, la deuxième guerre du Congo fait l'objet d'une évaluation par le biais de l'utilisation de métaphores bibliques notamment. Cette évaluation est plus régulière et tranchée dans The Economist. Dès le début du conflit, le magazine envisage que: "the result of all this is liable to be a further fragmentation of Congo's politics, and the spread of local armies rooted in tribal loyalties. And that, as Liberia, Somalia and Sierra Leone have shown, is hell ». L'enfer de la guerre entre tribus, vécu ailleurs déjà en Afrique selon The Economist, guette désormais le Congo. Ce qui lui fait dire, à propos de ce pays : « the prospect is bleak » ; ou encore : « a war in Congo is a ghastly prospect » (E, 15 août 1998).

Ayant constaté début octobre que la guerre « consume » l'Afrique (E, 3 October 1998), le magazine constate vers la fin du mois que : « the upsurge in fighting, sucking in countries that are not really enemies of one another, is accompanied by intense diplomatic activity (E, 24 October 1998). Il convient de noter, dans la description qui précède, que les combats n'opposent pas simplement des pays ayant choisi l'option de la guerre au détriment d'une autre, mais ils semblent s'imposer à eux puisque ceux-ci y sont en quelques sortes entraînés (« *fighting sucked in countries* »), alors que, précise le magazine, ces pays ne sont, de surcroît, pas ennemis (« *are not really enemies* »). Tout se passe comme si, sur ces pays, la guerre a un pouvoir d'attraction bien plus grand que leurs liens d'amitiés.

L'idée selon laquelle cette guerre donne lieu au chaos domine souvent dans The Economist. En mars, le magazine parle de « outward signs of chaos » (E, 20 mars 1999), dans une guerre « confuse » (E, 26 juin 1999), qui après avoir attiré les armées des pays voisins « has become chaotic, often a localised scramble for loot, mainly gold and diamonds. (E, 26 June 1999). The Economist dépeint une situation désespérée, face à laquelle « neither an army of peace-makers, nor peace itself, is likely to reach Congo any

time soon » (E, 17 July 1999). C'est selon le magazine, « a treacherous mire » (E, 20 avril 2000).

Ce que suggèrent les extraits qui précèdent, c'est une scène de fin du monde, telle qu'envisagée dans de très nombreux films : chaos, confusion, pillage, cris, pleurs, sang, mort. Rien qui suggère des batailles entre armées, des officiers donnant des ordres, cartes en main, devisant sur des plans de combats. Rien qui laisse penser que les soldats engagés dans ce conflit, armes en main, tentent d'atteindre des cibles quelconques. Rien qui indique un but, un plan, des tournants, des victoires, des défaites. Le portrait est celui d'un monde dont nul ne voudrait faire partie, d'un désordre qui ne fait point sens. Tout indique qu'il n'y a d'ailleurs pas de camps. On tue, on meurt à tout hasard, sans raison particulière. Ainsi décrite, la guerre congolaise ne peut pas se prêter à une discussion sur la guerre juste par exemple. Ce n'est point une guerre, mais le chaos, la confusion, la mort, le sang. La question de son bien fondée n'est finalement pas justifiée puisque cet « enfer » n'a pas de fondement.

Deux ans après le début du conflit, The Economist juge avec pessimisme que: « Congo, is a serious setback for efforts by the United Nations and others to help Africa solve its wars » (E, 17 June 2000). Le pays pourrait bien être « beyond salvation, for now » (E, 19 August 2000), conclut l'hebdomadaire britannique avec tristesse. D'autant que: « a recent United Nations report described Congo's war as one of the world's worst humanitarian crises, affecting some 16 millions people. The legacy of greed ».

Le mot central des extraits qui précède est salut (« salvation »). La métaphore biblique, une fois encore, sert à envisager le conflit congolais comme un fait singulier, étrange. Elle complète le raisonnement qui, au départ, avait comparé la guerre congolaise à une plongée au cœur des ténèbres. Le raisonnement proposé au lecteur, sensible à l'imaginaire religieux chrétien, est simple : pour les damnés condamnés à l'enfer (de la guerre), la seule solution est le salut (extérieur).

Les problèmes actuels du Congo, tels que décrits par The Economist, se situent à la suite d'une longue histoire de malheurs. Une histoire que le magazine résume en peu de mots: « For most of history it was a blank on the map, luring in the greedy and unwary. It was first pillaged by the slave kingdoms and foreign slavers; then by predators looking for ivory, rubber, timber, copper, gold and diamonds. Leopold, king of the Belgians, grabbed it in 1885 to make himself a private kingdom. That sparked the imperial takeover of Africa by Europeans at the end of the 19th century. (E, 9 décembre 2000).

Ce qui frappe ici c'est à la fois l'allusion au Congo comme un espace vide sur une carte (« blank on the map »), qui séduit en usant d'artifices (« luring in »), les voraces et les imprudents. De cette description, il découle alors naturellement ce qui suit : le pays fut tout d'abord pillé par les royaumes esclavagistes (africains on l'imagine), puis par des marchands d'esclaves étrangers. Vinrent des prédateurs en quête d'ivoire, de caoutchouc, d'or et de diamants. Puis le Roi des Belges qui en fit une propriété personnelle et d'autres encore. Le récit, condensé et rapide, semble suggérer qu'en cette terre de malheurs anciens, une guerre de plus n'est finalement que logique. Autrement dit, au lecteur qui serait tenté de se poser des questions quant aux origines et aux raisons de ce conflit, il est suggéré qu'au Congo, ainsi vont les choses depuis toujours. The Economist suggère ainsi qu'il n'y a, en définitive, rien ou si peu qui puisse être fait. La trame de l'histoire congolaise se limite, selon le magazine, à une série de malheurs résumés en quelques formules savoureuses. On n'imagine mal le même journal présentant ainsi l'histoire de l'Angleterre par exemple.

Certes, the Economist juge que: « Congo's war is horrible and complex » (E, 29 mars 2003). Dès lors, compréhensif, l'hebdomadaire britannique comprend l'échec de la mission de paix des Nations Unies présente au Congo dès fin 2002: « The UN's peacekeeping mission in Congo is powerless to stem the deluge of blood, despite a budget of \$600m a year (29 mars 2003). La métaphore du déluge de sang (« the deluge of blood »), empruntée à la bible suggère ici encore tant la gravité de la violence causée par la guerre que son caractère (sur)naturel. Une dimension revient sans cesse: l'impuissance face à l'horreur.

En mai 2003, tout à la fin de la guerre, alors que s'achève une autre semaine de combat, une des dernière de cette deuxième guerre du Congo, *The Economist* résume en une phrase l'essentiel de son regard sur cette guerre : « the inferno began when Rwanda and Uganda invaded Congo in 1998, sparking a convoluted regional war, of which this week's calamity is but a small part » (17 mai 2003). Comme souvent, reviennent l'enfer et les calamités, après le déluge et l'horrible. Reprenant Conrad, le magazine avait déjà suggéré il est vrai qu'au Congo, nous étions « au cœur des ténèbres » (E, 9 décembre 2000). Les cadres (« frames ») du discours sont récurrents et sans cesse rappelés.

Il importe, de préciser que l'enjeu n'est pas de nier les souffrances engendrées par les guerres de manière générales, moins encore celles qui ont accompagné la guerre du Congo dont il est ici question. Ces souffrances sont réelles et restent dans une large mesure indicibles. Ce qui nous intéresse ici cependant c'est la logique du discours médiatique qui les résume sur le mode du mythe, référant à une imagerie d'apocalypse destinée non pas seulement à traduire la réalité, mais aussi à lui donner une résonance particulière. De plus, les récits réguliers de ces souffrances dont on n'indique pas les raisons suscitent surtout de la compassion face à ce qui s'apparente à une fatalité propre à l'Afrique et pour laquelle nul n'est vraiment responsable. Ainsi que l'analyse Bourdieu, parlant de l'image que donne du monde les actualités télévisées, de tels récits constituent en définitive : « une succession d'histoires en apparence absurdes qui finissent par toutes se ressembler (...) suites d'évènements apparus sans explication, disparaîtront sans solution, aujourd'hui le Zaïre, hier le Biafra, et demain le Congo, et qui, ainsi dépouillés de toute nécessité politique, ne peuvent au mieux susciter qu'un vague intérêt humanitaire » (Bourdieu, 1998, p 83).

La référence à l'enfer, aux « ténèbres », aux « explosions », à des « éruptions » contribue à ranger cette guerre dans une catégorie à part ; celle des conflits inexplicables, rationnellement incompréhensibles, des conflits de sauvages datant d'une période si lointaine qu'il faut en appeler aux récits bibliques pour tenter de les rendre lisibles. À ces

conflits il manque la logique et la rationalité propres aux conflits d'Occident. Dans l'évaluation du conflit congolais, réapparaît implicitement la dichotomie propre au discours colonial. D'un côté il y aurait les conflits d'Occident ou menés par l'Occident et qui se déroulent autour d'enjeux moraux comme la liberté, ou l'instauration d'une forme de gouvernement jugée meilleure (la démocratie); de l'autre côté on trouverait des conflits comme celui du Congo, sans enjeux ni projets ou l'on s'entre déchire féroce­ment. En résumé, tout se passe comme si les conflits d'Occident seraient de bons conflits et ceux d'Afrique – dont celui du Congo – de mauvais conflits. Le conflit congolais, tel que décrit dans les deux publications qui ont fait l'objet de notre analyse manque de logique, de cohérence, de précision. Le vocabulaire employé pour le décrire fait référence au « chaos », à la « confusion », à la « complexité ».

Comment dès lors sortir du « chaos » congolais ? La question, au début de la guerre préoccupe assez peu les deux magazines qui font ici l'objet de notre analyse. L'une et l'autre publications suggèrent cependant des pistes à mesure que le conflit avance. Les efforts qu'entreprennent des acteurs extérieurs au conflit en vue d'y mettre fin donnent l'occasion aux magazines de dire leurs préférences. Elles vont nettement en faveur d'une intervention des pays occidentaux, seuls capables de « sauver » le Congo.

3. Les solutions au conflit

De même que l'identification des causes du conflit et l'évaluation proposée de celui-ci, l'énoncé et la défense de certaines solutions contribuent à donner une ligne directrice à la couverture médiatique. Cette dimension, ainsi que nous l'avons noté dans les pages précédentes est l'une des fonctions du cadrage ("framing") à l'œuvre dans le discours journalistique.

Dans les deux magazines qui font ici l'objet de notre analyse, elle se donne à voir à certains moments précis, lorsque par exemple la France s'implique en faveur du règlement du

conflit congolais, ou encore par l'analyse régulière d'efforts divers (de la part de pays africains et de l'Organisation des Nations Unies) visant eux aussi à mettre un terme à la deuxième guerre du Congo.

3.1 Le Point

En novembre 1998, la tenue à Paris du sommet France/Afrique¹⁰ consacré à « l'embrasement généralisé de l'Afrique » (P, 28 novembre 1998), donne l'occasion au magazine français de suggérer une issue au conflit congolais. Le magazine conseille ainsi au président congolais de partager le pouvoir avec ses adversaires : « Kabila devra donc négocier avec les envahisseurs rwandais et ougandais, mais aussi avec ses opposants, pour sortir du conflit. Il lui faudra admettre qu'il ne peut, seul, gouverner l'immense Congo. Il devra démocratiser et laisser les partis politiques participer à la vie du pays (P, 28 novembre 1998).

Mais Le Point constate que l'option de la négociation n'ayant pas été mise en œuvre ni par les belligérants, ni par les négociateurs africains, c'est la France, grâce au sommet qu'elle organise qui réussit cet acte salvateur, en dépit des reproches souvent fait à Paris. Et bien que ce sommet n'ait eu aucun impact sur la résolution du conflit, selon le magazine, c'est « une belle réussite pour la politique africaine de Paris qui semblait, ces dernières années, sur la défensive. Entre la France et l'Afrique, le charme était rompu, disait-on. Là réside le mystère de ces grands-messes franco-africaines : faire s'y rencontrer officiellement ou lors d'apartés secrets les différents protagonistes des points chauds du continent noir. La France ne jouant, elle, qu'un rôle de « facilitateur », mais bien décidée à faire avancer les dossiers. Surtout lorsqu'il s'agit d'éviter que la guerre qui incendie le

10 Entre 1973 et le début des années 1980, les chefs d'Etat français et ceux de ses anciennes colonies africaines se réunissaient dans le cadre d'une rencontre dénommée "sommet France/Afrique". Ces rencontres se sont progressivement élargies à la plupart des pays africains et sont devenus des lieux de discussion des questions d'actualités africaines et particulièrement des crises du continent. Voir le site internet du ministère français des affaires étrangères au http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/afrique_1063/sommets-afrique-france_326/index.html. Consulté le 25 juin 2009.

Congo n'embrase toute l'Afrique centrale(...) Mais la cause est entendue : au sud du Sahara, Paris restera désormais au second plan. On entend s'y abriter derrière le paravent de l'Onu, de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) ou du FMI pour les questions économiques » (P, 28 novembre 1998).

En clair, la France, soucieuse de sauver l'Afrique d'un embrasement généralisé intervient, mais sans s'impliquer tout à fait, tant est grande « l'incompréhension » avec les « jeunes générations africaines », suite au génocide rwandais de 1994. Ce qui frappe c'est notamment la description du rôle français en puissance tutélaire mais distante, capable du haut de cette position nouvelle d'intervenir de manière décisive afin de sortir le Congo et l'Afrique des ténèbres dans lesquelles ce pays ne veut décidément point sortir.

Il faut encore noter le style aseptisé au travers duquel le rôle de la France est évoqué dans le génocide rwandais. Il est question, pudiquement, « d'incompréhension ». Si l'on s'en tient à ce seul article, impossible de dire ce qui a pu engendrer cette « incompréhension ». Ou même si celle-ci est justifiée. L'euphémisme, le silence, l'imprécision suggèrent et reflètent le choix de laisser hors cadre (« framing ») certaines informations et d'en privilégier certaines autres. Or, ce dont il est question c'est de faits d'une gravité exceptionnelle. Qu'il soit permis d'en juger.

Ce que dévoile cette manière de rendre compte de la réalité, en privilégiant le rôle de « facilitateur » en vue de la paix, joué ici par la France, au détriment de l'implication de ce pays dans les troubles politiques passés et actuels du Congo et de pays voisins, c'est la capacité des médias à masquer les enjeux et les attitudes de certains acteurs. Ce faisant, les médias expriment un rapport de pouvoir, favorable dans le cas d'espèces à un ancien pays colonisateur. On peut d'autant plus aisément présenter la France en médiateur qu'on a réussi à évacuer son statut de partie à de graves conflits africains.

Fin février 2001, la tenue d'un sommet international sur les diamants de la guerre offre une nouvelle fois l'occasion à l'hebdomadaire français de préciser davantage ses

préférences en matière de solution au conflit congolais. Présenté comme un des enjeux de la guerre, les diamants extraits des zones de conflits africaines valent au continent d’être rebaptisé, par l’hebdomadaire notamment : « L’Afrique du diamant sale ». Le Point explique en effet que « les deux grandes régions diamantifères de l’Afrique centrale et de l’Ouest sont des zones de guerre où règne la loi de la jungle. Faire main basse sur les régions diamantifères est devenu l’un des enjeux des guerres, tant au cœur de l’Afrique noire que sur la côte ouest du continent ». Et c’est pourquoi, raconte Le Point, « la semaine passée, à Windhoek (Namibie), des diamantaires, 26 pays producteurs de gemmes, des ONG, les pays occidentaux se sont retrouvés sous l’égide des Nations unies pour mettre au point un avant-projet de convention internationale sur l’interdiction des « diamants de la guerre » (P, 9 mars 2001).

En résumé, l’Occident sauveur du continent a décidé d’agir. Le magazine n’explique pas pourquoi, alors que « l’enfer congolais » a connu de longs mois déjà, ces pays ont attendu avant d’agir. Le lecteur ne comprend pas davantage à qui ont profité ces « diamants sales » africains. L’industrie du diamant a ses quartiers généraux hors d’Afrique et ce commerce profite en premier à des entreprises occidentales. Ces éléments, nulle part dans Le Point, ne sont visibles, encore moins le lien avec le conflit au Congo. En excluant de sa couverture certains éléments attestant de l’implication d’acteurs occidentaux directement ou indirectement dans le conflit congolais, le magazine français justifie d’autant mieux une intervention occidentale dans cette guerre.

Les interventions envisagées au conflit congolais dans Le Point

Date de publication

Titre

Extraits

28 Novembre 1998

Congo Kinshasa, la descente aux enfers

Le destin du pays dépend aujourd'hui de la bonne volonté de ses nouveaux tuteurs angolais et zimbabwéen.

Kabila devra donc négocier avec les envahisseurs rwandais et ougandais, mais aussi avec ses opposants, pour sortir du conflit. Il lui faudra admettre qu'il ne peut, seul, gouverner l'immense Congo. Il devra démocratiser et laisser les partis politiques participer à la vie du pays. L'ancien guérillero se dit aujourd'hui prêt à cet aggiornamento. « Je doute qu'il puisse changer, déplore un jésuite congolais. En Afrique, on dit qu'un arbre peut rester vingt ans dans l'eau, il ne deviendra jamais un crocodile. »

28 Novembre 1998

France-Afrique : le marigot congolais

Là réside le mystère de ces grands-messes franco-africaines : faire s'y rencontrer officiellement ou lors d'apartés secrets les différents protagonistes des points chauds du continent noir. La France ne jouant, elle, qu'un rôle de « facilitateur ». Mais bien décidée à faire avancer les dossiers. Surtout lorsqu'il s'agit d'éviter que la guerre qui incendie le Congo n'embrase toute l'Afrique centrale. Mais la cause est entendue : au sud du Sahara, Paris restera désormais au second plan. On entend s'y abriter derrière le paravent de l'Onu, de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) ou du FMI pour les questions économiques.

En fait, à l'Elysée comme à Matignon, nul n'a plus envie de prendre des coups sur le continent noir. Avec le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994, puis la chute de Sese Seko Mobutu au Zaïre au printemps 1997, l'incompréhension entre Paris et les jeunes générations africaines semblait avoir atteint son comble. La France ne parvenait pas à normaliser ses relations avec « l'Afrique nouvelle ».

Les Etats-Unis avaient, au contraire, le vent en poupe. Ils soutenaient une jeune génération de chefs d'Etat tels Youri Museveni, l'Ougandais, Paul Kagame, l'homme fort du Rwanda, Kabila, le nouveau numéro un congolais installé à Kinshasa. On y voyait les prémices d'une bataille franco-américaine sur le continent.

Le camp des amis de Washington a aujourd'hui éclaté. Le Congo démocratique est en proie à une rébellion soutenue par le Rwanda et l'Ouganda (voir le reportage Congo). Les Etats-Unis se sont détournés de Kabila, leur protégé d'hier, bien peu respectueux des droits de l'homme, chef rebelle qui a fermé les yeux lorsque les troupes rwandaises ont massacré sur son territoire 120 000 réfugiés hutus. 200 000 autres mourront d'épuisement, de maladie, de faim

le temps des ingérences extérieures est terminé. L'Afrique doit, avec l'aide matérielle des Occidentaux et sous le parapluie de l'Onu, prendre en charge sa sécurité (tel est le thème officiel du sommet). L'an passé, Paris a mis en place cette politique en République centrafricaine. La Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (Misab) y a pris le relais des forces françaises. Même si l'armée française a continué, sous casques bleus, à armer, équiper et encadrer les troupes. Les soldats français entameront leur retrait de Bangui en janvier prochain.

9 mars 2001

La guerre des diamants

Des pays occidentaux sont directement concernés. Ainsi de la Grande-Bretagne, qui a envoyé des parachutistes à la Sierra Leone pour remettre au pouvoir un président élu chassé par la sanglante guérilla du RUF, qui règne sur des montagnes de gemmes (voir le reportage de Romain Gubert). De même, la France voudrait que la paix revienne au Congo-Kinshasa, où mines d'or et de diamants attisent les convoitises du pouvoir et des pays voisins.

La semaine passée, à Windhoek (Namibie), des diamantaires, 26 pays producteurs de gemmes, des ONG, les pays occidentaux se sont retrouvés sous l'égide des Nations unies pour mettre au point un avant-projet de convention internationale sur l'interdiction des « diamants de la guerre ». Projet qui sera présenté à l'automne à l'assemblée générale de l'Onu.

L'Afrique est quasiment le seul continent concerné par le « diamant sale ». D'une part parce qu'elle en assure, en valeur, 65 % de la production mondiale, que l'instabilité et la faiblesse des Etats y sont plus chroniques qu'ailleurs, mais aussi parce que les plus belles pierres, celles à l'éclat le plus pur, à l'eau la plus transparente, viennent de ce

continent. Certes, les diamants n'apportent pas que ruines et désolation. Au Botswana (premier producteur en valeur), en Afrique du Sud, en Namibie, là où des dirigeants gèrent sagement leur pays, ils contribuent au développement et à la stabilité. Mais, hormis ces heureuses exceptions, les deux grandes régions diamantifères de l'Afrique centrale et de l'Ouest sont des zones de guerre où règne la loi de la jungle.

3.2 The Economist

Elle est cependant implicitement contenue dans l'évaluation proposée par le magazine de cette guerre dès le début, mais elle se dessine surtout, au fil des mois, sous la forme de critiques des autres interventions, africaines et onusiennes, avant d'être formulée sans équivoque au moment où la guerre congolaise va prendre fin.

Dans un premier temps, quelques jours après le déclenchement du conflit, la présence parmi les acteurs de la guerre de pays voisins (Rwanda et Ouganda) semble obtenir le soutien du magazine ; un soutien prudent cependant assorti de conditions à une intervention qui pourrait être fondée. The Economist estime en effet : « if Congo's eastern neighbours are indeed intervening and not, as they claim, merely protecting their own borders from rebels based in Congo, might be justified if it were certain that Mr Kabila's misrule had reached a stage when civil war was just over the horizon. (...) Rather than wait for a catastrophe--when thousands of dying civilians might force the world belatedly to intervene--Congo's African neighbours, or so they might argue, would do better to tackle the problem now ». La formulation du soutien à l'intervention des pays voisins dans les affaires congolaises s'exprime avec réticence. On verra dans les lignes qui suivent qu'elle est plus déterminée dès lors que les intervenants sont Occidentaux.

Pour l'heure, à la manière de Le Point invitant le président congolais à la discussion, The Economist se fait le conseiller des pays voisins : « Rather than helping a guerrilla

movement, Congo's African neighbours would be wiser to strive for a political solution. Giving the matter top priority, they might send a mission, led by Africa's most senior heads of state, to try to persuade all the players to pull back ». Le magazine nourrit cependant peu d'espoirs que cette option diplomatique africaine aboutisse à des résultats positifs : « Could this succeed? Alas, probably not, though it is worth trying. The sad truth is that there is no leader, or even a coalition of leaders, apparently capable of establishing a nationally acceptable government in Congo. This is a region with deep-rooted rivalries, its political rulers notoriously tricky and obdurate. Moreover, the conflicts in Congo and in its neighbours are interconnected, tangling the threads still further » (E, 15 August 1998).

De toutes évidences, selon le magazine britannique avant même d'avoir pu se déployer, les interventions africaines en vue de mettre fin au conflit congolais sont vouées à l'échec. La faute, selon le magazine, tout d'abord à l'absence de leaders ou de coalition de leaders digne de relever le défi. On revient ici à une dimension désormais familière du discours sur les leaders africains. Ils sont généralement jugés incapables, menteurs, difficiles et obtus (« notoriously tricky and obdurate »), mais pas mûs par des motivations rationnelles de maintien de leurs pouvoir et privilèges. De plus, The Economist juge que cette région est marquée par de très profondes rivalités (« This is a region with deep-rooted rivalries »). Des leaders incapables et obtus, de profondes et anciennes rivalités rendent impossible, si l'on en croit The Economist des solutions africaines à ce conflit congolais. Manifestement, les seules solutions dignes du nom ne peuvent être que sous la forme d'interventions occidentales.

Tout compte fait, début 2001, The Economist estime que toute intervention au Congo est pour l'heure vouée à l'échec : « there is no peace to keep, and imposing one would be well nigh impossible for outsiders in a country of numberless ethnic groups and almost no infrastructure. The UN has difficulties enough with its force in Sierra Leone. Appeals for intervention in Congo are utterly unrealistic » (E, 20 January 2001).

Plus loin dans le même article cependant, la position contre une intervention au Congo est plus nuancée ou même simplement aux antipodes de l'énoncé précédent : « If the Congolese are not yet able to take control of their own destiny, and the immediate neighbours are suspect, better then that benign outsiders should become involved. Africa's two other giants, South Africa and Nigeria, acting with other Africans, the UN and as many rich countries as possible, should try to convene another peace conference. They should make it plain to Mr Kabila's successor, whoever he turns out eventually to be, that he will get no help unless he behaves better than Congo's past two presidents » (E, 20 January 2001). En clair, Pour The Economist, une intervention menée par divers pays, dont deux autres « géants Africains », et supervisée par les pays riches (occidentaux) pourrait être envisagée. Une intervention impliquant divers acteurs, coordonnée par les pays occidentaux, lesquels revêtent la parure de sauveurs ultimes, ainsi se dessinent à grands traits la solution à la crise congolaise.

Le propos est prudent, mais la structure du raisonnement partage tous les traits de celui au travers duquel le projet colonial s'est justifié et mis en œuvre. Il s'agissait alors, disait le discours, de sauver les sauvages africains d'eux-mêmes, de les civiliser, les humaniser. Il est question, en intervenant cette fois au Congo, de faire face à leur incapacité à prendre en main leur destin, fautes de leaders compétents et en raison des profondes haines qui les divisent. Le propos, sous la colonisation comme aujourd'hui, a les apparences de l'humanisme. Sauf qu'il postule en premier, sans l'avoir démontré, que les colonisés d'hier ont besoin de l'aide des civilisés, ces derniers n'ayant pas d'autres ambitions que le salut de ceux qui souffrent.

Sur le terrain, lorsqu'en mai et juin 2003, dans la région de l'Ituri, dans l'est du Congo, le conflit s'aggrave à nouveau et qu'une intervention de militaires français est envisagée, The Economist semble bien vite renoncer à sa position en faveur d'une intervention à plusieurs. Le magazine écrit: « Who will put an end to this nightmare? Clearly it cannot be the UN, which can barely raise half its mandated complement of 8,000 peacekeepers, and spends almost half of its \$600m annual budget just flying over Congo's vast, roadless

forests. Nor can it be the Congolese government » (17 mai 2003). L'énoncé disqualifie à l'avance certains acteurs, pavant la voie à d'autres. Le conflit désormais étant devenu un cauchemar (« cauchemar »), l'urgence est telle qu'elle justifie sans doute une bonne vieille intervention de type coloniale.

Au fil des mois, la position du magazine en faveur d'une intervention militaire occidentale se précise mieux encore. Au moment la deuxième guerre du Congo va s'achever, *The Economist* peut formuler son point de vue sur la question : « Some argue that the West should avoid embroilment altogether. There are no western interests at stake, and Africa's supply of strife seems endless: witness this week's mayhem in Liberia and the attempted coup in Mauritania. There is a limit to how many wars stretched western armies can stop. But in humanitarian terms, Congo is the big one, with more victims than any since 1945. Stopping it should be an urgent priority » (E, 14 June 2003). La position est enfin formulée, dans cette dernière phrase, comme à contrecœur mais fort généreusement également. Avec ses nombreuses guerres – dans lesquelles, si l'on s'en tient à *The Economist*, l'Occident n'a jamais rien à vous – l'Afrique est décidément le grand malade du monde. De toutes ces peines, le Congo mérite d'être soulagé. C'est, dit *The Economist*, le plus meurtrier des conflits depuis 1945, date de la fin de la seconde guerre mondiale. Cette dernière, manifestement, doit être considérée comme la pire de toutes, celle à l'aune de laquelle la gravité du conflit congolais est jugée.

Si donc la solution du magazine au conflit congolais semble se construire au fil du temps, elle est cependant contenue de manière implicite dans diverses analyses. Une d'entre elles, publiées en 2000 et abordant la question africaine de manière générale suggère déjà ce qui constitue, à ses yeux, le plus grand problème auquel le continent doit faire face : « Africa's biggest problems stem from its present leaders. But they were created by African society and history » (E, 13 May 2000). De ce constat, il découle fort logiquement que les leaders africains (et les Africains eux-mêmes qui les choisissent) peuvent difficilement mettre fin à leurs conflits, si tant est qu'ils le puissent.

L'analyse des causes du conflit, telles qu'elles sont identifiées dans le discours médiatique, celle de l'évaluation qu'offrent ces magazines tout à la fois de la guerre congolaise que de certains de ses acteurs, ainsi que les solutions et interventions que ces publications soutiennent permettent de distinguer le cadre (« frame ») dominant du propos tenu sur ce conflit. En définitive, ce cadre se dessine autour de certains traits ou affirmations qu'il est possible de résumer en une phrase : la guerre au Congo est proche d'une catastrophe naturelle aux accents bibliques et pour y mettre fin, seule s'impose une intervention occidentale.

Cet énoncé constitue l'arrière plan, le raisonnement sous-jacent que nous avons tenté de révéler au travers de l'examen des titres des articles, de celui des métaphores les plus couramment employées dans les magazines objets de l'analyse, mais aussi au travers de l'analyse des solutions envisagées pour mettre fin à ce conflit.

Les interventions envisagées au conflit congolais dans The Economist

Date de publication	Titre	Extraits
15 august 1998	Congo erupts, again	Rather than helping a guerrilla movement, Congo's African neighbours would be wiser to strive for a political solution. Giving the matter top priority, they might send a mission, led by Africa's most senior heads of state, to try to persuade all the players to pull back. Could this succeed? Alas, probably not, though it is worth trying. The sad truth is that there is no leader, or even a coalition of leaders, apparently capable of establishing a nationally acceptable government in Congo. This is a region with deep-rooted rivalries, its political rulers notoriously tricky and obdurate. Moreover,

the conflicts in Congo and in its neighbours are interconnected, tangling the threads still further.

3 October 1998 A continent goes to war

Diplomacy is not dead, but it is increasingly being left to the locals under the rubric of "African solutions to African problems" (...) As Africa is devoured by warfare, the UN is limiting its role to pleas for peace.

24 October 1998 Congo. War turns commercial

The UN has so far held back from doing much, saying it is leaving matters to the peace efforts of regional organisations. The trouble is that these organisations have been deeply divided by the Congo war. The United States is a little less laid back. Howard Wolpe, America's special representative, is travelling to the region and may soon be joined by Susan Rice, the assistant secretary of state for Africa.

15 January 2000 Mobutu warts and all

Had the world been able to see this film at the time, its leaders might have found themselves obliged to do something more than dance and drink champagne with Mobutu.

9 December 2000 In the heart of darkness

Many western diplomats and analysts, as well as most Congolese, suspect that America is secretly funding Rwanda and Uganda. State Department officials deny this, but it is hard to see how these poor countries can fight without outside resources. Their meagre defence budgets (Uganda's is allegedly \$100m this year) cannot possibly sustain their operations in Congo.

This war could rumble on for years, if not decades. The Lusaka accord, conceded a senior UN representative, is not going to work; but no one has a better plan. The best he can suggest is that outsiders remain engaged, help the victims, try to understand what is happening--and not make it worse. Congo's experience of outsiders is, to put it mildly, discouraging

20 January 2001 Kabila's Congo

There is no peace to keep, and imposing one would be well nigh impossible for outsiders in a country of numberless ethnic groups and almost no infrastructure. The UN has difficulties enough

with its force in Sierra Leone. Appeals for intervention in Congo are utterly unrealistic.

If the Congolese are not yet able to take control of their own destiny, and the immediate neighbours are suspect, better then that benign outsiders should become involved. Africa's two other giants, South Africa and Nigeria, acting with other Africans, the UN and as many rich countries as possible, should try to convene another peace conference. They should make it plain to Mr Kabila's successor, whoever he turns out eventually to be, that he will get no help unless he behaves better than Congo's past two presidents.

17 May 2003

Waiting to be rescued

Who will put an end to this nightmare? Clearly it cannot be the UN, which can barely raise half its mandated complement of 8,000 peacekeepers, and spends almost half of its \$600m annual budget just flying over Congo's vast, roadless forests. Nor can it be the Congolese government, which sent 600 policemen to Ituri ahead of the Ugandan withdrawal, only to see them sell their guns to the Lendu militia, and then take refuge themselves in the UN barracks. A little embarrassed, the government next sent its human-rights minister with a suitcase full of cash and orders to buy off all sides. Now, he is in the barracks too, being treated for hypertension.

14 June 2003

Africa's open wound

Some argue that the West should avoid embroilment altogether. There are no western interests at stake, and Africa's supply of strife seems endless: witness this week's mayhem in Liberia and the attempted coup in Mauritania. There is a limit to how many wars stretched western armies can stop. But in humanitarian terms, Congo is the big one, with more victims than any since 1945. Stopping it should be an urgent priority.

L'Occident sauveur de l'Afrique

Ainsi que nous l'avons suggéré, cette dimension du discours médiatique est tout d'abord implicite puis clairement affirmée dans les articles de notre corpus, à mesure que le conflit

congolais se poursuit et que divers efforts diplomatiques se révèlent infructueux. Mieux encore que les deux autres dimensions analysées plus haut, celle qui pose l'Occident en faiseur de paix dans le conflit congolais est un trait majeur du discours colonial. On y retrouve, en guise de prémisses, le constat qu'en Afrique (pour ne parler que de ce continent), les sociétés sont incapables de se gouverner (puisqu'elles se font des guerres incompréhensibles notamment) ; et puisque ces guerres sont singulièrement horribles, d'un autre âge (celui des « ténèbres » dont l'humanité occidentale est sortie), il est bon et nécessaire que l'Occident intervienne et remette de l'ordre dans cette région.

La solution d'une intervention occidentale en vue de mettre fin au conflit se déploie en premier sous le couvert de l'affirmation de la supériorité morale de l'Occident. David Spurr suggère fort justement à ce propos: « the primary affirmation of colonial discourse is one which justifies the authority of those in control of the discourse through demonstrations of moral superiority » (Spurr, 1993, p 110). Ainsi, ayant « établi » que la situation est sans issue au Congo et qu'elle est par-ailleurs moralement désespérée, à cause de l'incapacité des Congolais et des Africains à faire la paix tout seuls, l'intervention occidentale n'est finalement qu'une mission humanitaire. Dans la prose coloniale, il n'est d'ailleurs pas anodin qu'en France il on ait parlé de « mission civilisatrice » et du « fardeau de l'homme blanc » (« white man burden ») en Grande-Bretagne. Dans l'un et l'autre cas, le projet colonial s'est posé en acte de sauvetage dirigé vers d'incapables Africains notamment.

Ce faisant, grâce à ce discours, la question de la domination passée et des intérêts économiques et politiques actuels de divers pays occidentaux au Congo et dans le conflit congolais n'est pas abordée. Le rapport de pouvoir se donne à voir ici dans sa capacité à se mettre à l'abri du regard (Fairclough, 1989, p52). Les médias peuvent donc d'autant mieux présenter les pays Occident comme les seuls capables de « sauver » le Congo qu'ils entretiennent le silence sur le rôle passé et présent de ces pays. Tout comme du temps de la colonisation, les pays colonisateurs veillaient à ce que l'image officielle de leurs colonies révèle exclusivement la mise en œuvre de projets sociaux de

développement, justifiant ainsi, en partie tout au moins l'existence de leurs empires (Londres, 1998).

Au total, la naturalisation de la deuxième guerre du Congo, l'imagerie d'apocalypse qui l'accompagne et la solution d'une intervention occidentale pour y mettre fin, constituent des dimensions révélatrices et productrices à la fois de la persistance d'un rapport de pouvoir de type colonial. Ces traits, entre autres, mis en lumière par la critique postcoloniale obligent à considérer que la fin de l'épisode colonial en Afrique il y a bientôt un demi siècle n'a pas marqué celle d'un discours produit par un certain rapport de pouvoir et en vue de le maintenir.

Ayant tracé les principaux cadres du discours sur le conflit congolais, il nous faut enfin prêter attention à une autre dimension importante de ce propos à savoir le privilège de la parole : à qui revient-il le plus souvent, dans quelle mesure et pour exprimer quel avis ?

4. Les interlocuteurs

Afin de déterminer les points de vue qui s'expriment le plus souvent et ceux qui sont moins présents dans les colonnes des magazines, il est courant de prêter attention aux citations contenues dans les textes. Cette option permet de dire qui parle, pour dire quoi et de quelles manières. Il convient cependant aussi de garder à l'esprit la possibilité que les points de vue de certains acteurs soient présents dans des textes alors que ceux-ci ne sont pas explicitement cités. Dès lors, l'identification des citations et des acteurs auxquelles elles sont attribuées ne répond que partiellement à la question de savoir qui parle. L'importance et la légitimité reconnue à celui qui est cité, la position de sa citation dans le texte sont autant de dimensions auxquelles il faut prêter attention également (Fairclough, p 81).

4.1 Le Point

A première vue, dans les colonnes de Le Point, le plus souvent, c'est le journaliste qui parle. Lorsqu'une autre voix est clairement identifiée, elle a le droit à une phrase. Ce qui se produit dans quatre des douze articles du corpus pour un total de cinq fois (dans un article, deux acteurs sont cités, en une phrase pour chacun des deux). Jamais, aucun des belligérants engagés dans le conflit n'est cité.

A trois reprises des Congolais sont cités, dans une position d'observateurs ou de victimes potentielles. Ils sont alors identifiés pour le premier comme "un Congolais de Paris", pour le deuxième comme "un Congolais" et un troisième comme "un éminent professeur d'université congolais". Dans un autre article "un diplomate" s'exprime en et dans autre un "responsable français". Enfin une seule fois une personne identifiée par son titre et son nom est citée. Il s'agit de Nelson Mandela l'ancien président sud-africain, médiateur pendant quelques mois entre les parties en conflit.

A chaque fois, le propos de l'acteur cité vise à renforcer le point de vue général exprimé dans le texte. Dans un article consacré à l'ancien président congolais Laurent Désiré Kabila et intitulé « les multiples erreurs de Kabila », un Congolais de Paris confirme, ainsi que le suggère le magazine : « Il est difficile de commettre autant d'erreurs en si peu de temps » (P, 15 août 1998). Lorsque le magazine propose, quelques semaines après le début du conflit que : « l'histoire bégaie » (P, 22 août 1998), l'envoyé spécial du magazine cite un Congolais (résidant au Congo cette fois) pour qui cette nouvelle guerre est surtout une lutte de chef : « C'est leur affaire. Cela ne nous concerne pas », estime le Congolais cité par Le Point (P, 22 août 1998). L'une et l'autre citations apparaissent dans le corps du texte, dans la deuxième partie de l'article précisément.

Une semaine plus tard, lorsque Le Point annonce que la « situation dégénère », l'article s'ouvre sur un propos tenu par Nelson Mandela : « Si on ne fait pas taire les armes rapidement, la guerre au Congo va dégénérer et la situation deviendra incontrôlable. » (P, 29 août 1998). Cette citation, par son emplacement dans le texte (au tout début) et la

reprise dont elle fait l'objet en tire, guide pour ainsi dire l'article. Elle est d'autant plus aisée à intégrer qu'elle réfère à deux l'idée de la dégénérescence notamment dont nous avons montré plus haut qu'elle est au centre du processus de cadrage du conflit.

Sans figurer tout au début de l'article, le propos d'un responsable français semble déteindre un autre article, intitulé : « menace d'incendie généralisée ». Le responsable confirme, à moins qu'il ne suggère : « la guerre qui se déroule au Congo-Kinshasa est la première affaire aussi potentiellement dangereuse en Afrique depuis trente ans » (P, 14 novembre 1998).

Au Congo même, une voix qui se veut crédible, du haut de son savoir, du moins le présume-t-on puisqu'elle est celle d'un « éminent professeur d'université congolais », tranche avec des accents bibliques notés dans divers articles déjà : « nous sommes poursuivis par le destin. C'est une malédiction. Comme Mobutu hier, Kabila avait tout en main pour réussir et il a tout gâché » (P, 28 novembre 1998). Ici encore, l'interlocuteur est cité en droit ligne du fil conducteur des articles du magazine. Il sert, à vrai dire de faire valoir à un argument déjà en place. Son statut social (universitaire) indiqué par le magazine vise à donner une plus grande crédibilité à un discours qui n'est dès lors plus celui du seul journaliste. À la lecture, un critique qui serait tenté d'accuser le magazine de réduire le conflit congolais à un portrait de l'apocalypse pourrait s'entendre dire qu'il n'est pas seul à voir ainsi les événements, puisqu'un universitaire congolais la décrit en les mêmes termes.

Enfin, quant au diplomate cité dans un article rendant compte de l'évolution du conflit sur le terrain, il offre moins un avis qu'il ne rend compte d'une situation. « C'est une guerre de rumeurs. Il suffit que la rébellion lance des communiqués, et tous quittent la ville », affirme le diplomate cité par Le Point (P, 28 novembre 1998).

Ce qui frappe, c'est la totale absence parmi les acteurs cités des belligérants du conflit, de même d'ailleurs que celle des victimes ou encore de spécialistes de politique africaine ou

des conflits de cette la région des Grands lacs africains. Jamais aucun des porte-parole ou chef des rébellions ou forces armées engagées dans cette guerre congolaise n'ont accès aux colonnes du magazine. La parole du journaliste, ne s'embarrasse pas de contradictions ou d'avis des acteurs impliqués dans les faits dont il question. Le monopole du journaliste sur le discours tenu est total. Il parle au nom des parties en conflit et, nous l'avons vu, cède la parole avec parcimonie à des acteurs qui confortent son regard.

Le journaliste omniscient parle au nom de ceux qui se battent et de ceux qui souffrent. Dans son compte rendu du conflit, il décide des aspects important, dignes d'intérêts, émet des jugements sur les acteurs et sur les évènements, les classent à sa guise. La liberté de parler au nom d'autrui, à destination d'un vaste public, d'évaluer autrui et les actes qu'il pose, sans que ce dernier ne puisse agir sur le portrait offert de lui est une marque du pouvoir dont dispose le journaliste. Ce pouvoir est dans ce contexte sans partage puisque je journaliste est celui qui dispose en premier de la parole ainsi que du pouvoir de la donner ou de la refuser. Et ainsi que nous l'avons démontré, dans *Le Point*, le journaliste la donne pour conforter l'avis du magazine ou ne la donne pas, du moins ne la voit-on pas.

Les interlocuteurs cités à propos du conflit congolais dans Le Point

Date de publication	Titre	Extraits et interlocuteurs
15 août 1998	Les multiples erreurs de Kabila	« Il est difficile de commettre autant d'erreurs en si peu de temps ». <i>Un Congolais de Paris</i>
22 août 1998	Congo, l'histoire bégaye	« C'est leur affaire. Cela ne nous concerne pas ». <i>Un Congolais.</i>
29 août 1998	Congo, la situation dégénère	«Si on ne fait pas taire les armes rapidement, la guerre au Congo va dégénérer et la situation deviendra incontrôlable. »

Nelson Mandela, ancien président sud-africain.

14 novembre 1998 Menace d'incendie généralisée

« La guerre qui se déroule au Congo-Kinshasa est la première affaire aussi potentiellement dangereuse en Afrique depuis trente ans ».
Un responsable français.

28 novembre 1998 Congo Kinshasa : la descente aux enfers

« Nous sommes poursuivis par le destin. C'est une malédiction. Comme Mobutu hier, Kabila avait tout en main pour réussir et il a tout gâché ».
Un éminent prof de l'uni de Kinshasa.

« C'est une guerre de rumeurs. Il suffit que la rébellion lance des communiqués, et tous quittent la ville ».
Un diplomate.

« Si Kabila avait été assez sage pour gouverner avec tout le monde, et non avec une poignée de Congolais réfugiés en Europe, voire avec ses proches, des Katangais, comme lui, nous n'en serions pas là. Les Rwandais n'auraient pas trouvé d'opposants à soutenir comme prétexte à leur intervention ».
Un homme d'affaires.

4.2 The Economist

Dans l'ensemble, The Economist accorde peu de place à d'autres propos qu'à ceux de l'auteur de l'article. Lorsque c'est le cas, on compte parfois quelques-uns des acteurs du conflit. Le président rwandais Paul Kagamé, dont le pays est impliqué dans le conflit congolais et le président congolais à l'époque des faits sont cités dans deux des 35 articles du magazine. Pour le reste, on compte un prêtre, un diplomate belge et le guérillero cubain Che Guevara qui, parti se battre au Congo dans les années 1960 a croisé le rebelle congolais Laurent Désiré Kabila et dont il offrira dans un livre mémoire un bref portrait.

Ceci dit, les propos des diverses personnes citées et notamment des acteurs du conflit (Paul Kagamé et Laurent Désiré Kabila), le sont très brièvement et ne concernent pas leurs positions relatives aux conflits congolais. Dans un cas, le président rwandais fait état de son exaspération vis-à-vis de son homologue ougandais. Celle-ci n'étant pas directement liée au conflit. The Economist écrit: "Mr Kagame now talks angrily of Rwandans "growing tired of being told what to do". They have become disillusioned with the Ugandan president over the past 18 months. "The man is now our main problem," says a senior Rwandan official. "He lies at summit meetings, he passes the buck to his commanders, he uses the media to attack us" (E, 17 June 2000).

Quant à l'ancien président congolais, il est cité dans un portrait que The Economist lui consacre quelques jours après son assassinat survenu le 17 janvier 2001. Le propos, là encore, sert assez peu à comprendre sa vision de la guerre. "My long years of struggle were like spreading fertiliser on a field," he said. "But now it is time to harvest." (E, 20 janvier 2001).

Autant dire que les deux hommes politiques sont cités, non pas afin d'expliquer leurs décisions, mais en vue d'étayer un argument périphérique. Leur propos démontre au moins que le magazine pourrait avoir accès à ces personnages ou à leurs propos. Si donc il estime qu'il n'est point utile d'avoir leurs avis sur la question centrale des raisons de la guerre, il reste à envisager que le ou les journalistes(s) jugent la question sans grand intérêt. Ce qui, somme toute, est logique dans la mesure où, nous l'avons démontré, pour The Economist, la guerre congolaise est une catastrophe de plus qui pas plus que les précédentes ne s'explique rationnellement.

Pour le reste, un prêtre explique au magazine britannique pourquoi l'ancien président congolais a encore le soutien populaire : "We may have reservations about Kabila, but he is the voice of national unity at the moment and that is what counts" (E, 26 février 2000). Une Congolaise, identifiée par son prénom (Marie José) dit quant à elle sa déception par rapport au président : "he does not keep his promises, there is no reason to trust him," (E, 29 July 2000).

La citation la plus inattendue, dans les colonnes d'une publication de droite est celle d'une icône des gauches révolutionnaires à travers le monde, le Cubain Che Guevara. Au début des années soixante, alors qu'il est venu prêter main forte aux rebelles congolais, il rencontre Laurent Désiré Kabila, lui aussi présents parmi les rebelles. Le Che garde de son expérience congolaise un souvenir amer. Laurent Désiré Kabila lui a laissé un bien mauvais souvenir. Dans ses mémoires, citées par The Economist, Le Che fait part de sa désillusion à propos de Kabila : « I no longer believed anything after all these promises, (...) Nothing makes me think he is the man for the situation. He lets the days pass without concerning himself with anything other than political squabbles, and all the signs are that he is too addicted to drink and women » (E, 20 January 2001).

Le message du magazine britannique est simple : puisque Che Guevara, l'une des plus grandes icônes de l'insurrection, un mythe dans l'esprit de beaucoup à travers le monde a tenu de tels propos sur Laurent Désiré, il est désormais indiscutable que plus de trente ans plus tard, Kabila ne peut pas être « l'homme de la situation ». Il suffit de rappeler que depuis son assassinat, Che Guevara a le statut d'un mythe, aux côtés de Martin Luther King et de quelques autres. Sa parole est susceptible de trancher des débats. Son évaluation est influente. The Economist en mesure l'importance. Il n'échappe pourtant pas au magazine qu'à trente années d'intervalles, Laurent Désiré Kabila, comme d'autres ait pu changer. Les rédacteurs et éditeurs de ce magazine ne peuvent pas ignorer que Winston Churchill, premier ministre britannique aux heures difficiles de la deuxième guerre mondiale était notoirement alcoolique. Ce qui n'empêche pas de le classer parmi les leaders dont les décisions et la vision politique ont positivement marqué le cours de l'histoire. Mais ce qui importe dans l'utilisation de propos du Che, c'est davantage ce qui est visé, l'effet désiré par le magazine. L'acte qui consiste à le citer n'est cohérent que dans la mesure où le magazine tente de se servir de son aura en vue de conforter les traits du portrait qu'il offre de Laurent Désiré Kabila.

Un dernier détail à propos du portrait de Laurent Désiré Kabila fait par le Che. Tel que repris par The Economist, ce portrait est incomplet. Le guérillero cubain ayant également écrit, à propos de Kabila, que de tous les leaders congolais rencontré lors de son passage au Congo, il était le seul à avoir « genuine qualities of a mass leader » (Che Guevara, 2001, p 244) même s'il n'était pas le plus sérieux de tous. En sélectionnant ceux des propos radicalement défavorables au président congolais, le magazine britannique procède à un choix décisif.

Enfin, plus optimiste que les autres acteurs cités par le magazine, Louis Michel, ministre belge des affaires étrangères, confie par la voix de son porte parole, après une série de rencontres avec les parties en conflit : "what we have heard from the Rwandans, the rebels and the administration here suggests some faint signs for optimism," his spokesman said (E, 27 janvier 2001). Il convient de noter que l'optimisme, tout comme le salut exprimé à propos du Congo, vient d'un acteur occidental, belge en l'occurrence.

L'incongruité de la situation - où les belges anciens colonisateurs et responsables de massacres et de pillages au Congo dans un passé pas bien lointain - semble ne pas frapper le journaliste. Selon le portrait implicite de la situation, proposé dans les colonnes de The Economist, une fois contraints de mettre fin au pillage, aux massacres et à une violente domination en 1960, après s'y être livrés pendant près d'un siècle, les belges seraient devenus de doux philanthropes soucieux seulement de la paix et du bien-être des Congolais. Ce qui est volontairement ignoré, en donnant la parole au ministre belge et en lui prêtant une grande importance, c'est le rôle passé des belges, mais aussi leur soutien à l'ancien président Mobutu notamment. Une fois encore, le pouvoir s'exprime dans la manière qu'il a de se cacher.

En définitive, à la différence de Le Point, The Economist offre les points de vue de certains des acteurs du conflit, mais ainsi que nous l'avons souligné, leurs propos sont fort peu liés aux enjeux même de la guerre, à la manière dont elle est menée, à l'évaluation qu'ils en font, à ce qui les a motivé à se lancer dans cette entreprise. Tout se passe comme si,

ayant identifié les causes du conflit, proposé une évaluation de la situation et des acteurs et après avoir prescrit des solutions, point n'est besoin de prêter attention à ceux qui y sont impliqués. Ainsi que nous l'avons noté, dans le discours médiatique soumis à l'examen ici, cette guerre congolaise à tout d'un phénomène naturel, sur lequel les acteurs n'exercent que peu ou pas de contrôle.

Les interlocuteurs cités à propos du conflit congolais dans The Economist

Date de publication	Titre	Extraits
22 august 1998	War in the heart of Africa	"The operation for restoring territorial integrity has begun". Congo's information minister
26 February 2000	Get out of our country	We may have reservations about Kabila, but he is the voice of national unity at the moment and that is what counts." In his Christmas message, the Catholic archbishop, Emmanuel Kataliko, deplored "the occupation and domination" of Bukavu and called for a campaign of peaceful resistance. A Congolese cleric
17 June 2000	Congo Hidden's war	<i>Mr Kagame now talks angrily of Rwandans "growing tired of being told what to do". They have become disillusioned with the Ugandan president over the past 18 months. "The man is now our main problem," says a senior Rwandan official. "He lies at summit meetings, he passes the buck to his commanders, he uses the media to attack us."</i>
29 July 2000	Far from Congo's battlefield	The economic hardship has, however, cost Mr Kabila much of his support. "He does not keep his promises, there is no reason to trust him," says Marie-Jose
9 December 2000	In the heart of darkness	The exploitation of the country by the intervening armies reinforces the imperialist nature of the invasion, as do their disparaging comments about the Congolese. "A hopeless people," remarked one

senior Rwandan. "All they want to do is drink and dance."

27 January 2001

Kabila is dead, long live Kabila

Louis Michel "What we have heard from the Rwandans, the rebels and the administration here suggests some faint signs for optimism," his spokesman said.

IV Conclusion

La problématique de ce travail conçoit le discours médiatique comme une construction de la réalité. Son ambition a consisté, par l'exploration du propos tenu par deux médias sur la deuxième guerre du Congo (1998 à 2003), d'en offrir une interprétation à la lumière du rapport colonial passé entre l'Afrique et l'Occident. En se penchant sur le contenu de 47 articles tirés du magazine britannique *The Economist* (35 articles) et du magazine français *Le Point* (12 articles), nous avons tenté de mettre en lumière précisément comment ces deux publications analysent les causes du deuxième conflit congolais et l'évaluation morale qu'ils en proposent, les interventions qu'ils jugent capables d'y mettre un terme et les interlocuteurs auxquels ils donnent la parole. En s'intéressant à ces trois dimensions, nous tentons d'identifier les idées centrales autour desquelles s'organise le discours de ces deux publications sur le deuxième conflit du Congo. Il s'agissait, en d'autres termes d'identifier les cadres (« frames ») dominants de ce discours.

Notre analyse démontre que les deux magazines dont les articles ont fait l'objet de notre analyse, procèdent plus souvent à la naturalisation des causes du conflit congolais. La deuxième guerre du Congo, telle qu'elle apparaît dans les titres de *The Economist* et de *Le Point*, appartient à la famille des catastrophes naturelles qui se produisent régulièrement et dont les médias rendent compte. La référence à l'enfer, aux « ténèbres »,

aux « explosions », à des « éruptions » contribue à ranger cette guerre dans une catégorie à part ; celle des conflits inexplicables, rationnellement incompréhensibles, des conflits de sauvages datant d'une période si lointaine qu'il faut en appeler aux récits bibliques pour tenter de les rendre lisibles. Accessoirement, un acteur particulier, l'ancien président congolais Laurent Désiré Kabila est identifié comme principal responsable du conflit. Dans quelques cas, encore plus marginaux, les deux journaux font allusion à des causes économiques, des enjeux politiques et bien plus rarement ethniques pour expliquer le conflit. Ces enjeux sont de plus positionnés en net retrait par rapport à la présentation du conflit congolais comme un phénomène naturel.

L'évaluation morale proposée du conflit congolais est tout à la fois contenue dans la manière de le naturaliser, mais elle est encore plus explicite à travers l'utilisation fréquente de métaphores bibliques qui classent ce conflit dans une catégorie à part, celle de guerre rationnellement incompréhensible et pour lesquelles il faut faire appel aux mythes. Ici réapparaît implicitement la dichotomie propre au discours colonial : d'un côté il y aurait les conflits d'Occident ou menés par l'Occident et qui se déroulent autour d'enjeux moraux comme la liberté, ou l'instauration d'une forme de gouvernement jugée meilleure (la démocratie); de l'autre côté on trouverait des conflits comme celui du Congo, sans enjeux ni projets ou l'on s'entre déchire dans une orgie de violence. Notre analyse a permis d'établir également que la solution la plus envisagée par les deux magazines au conflit congolais est celle qui verrait des pays occidentaux en faiseurs de paix.

Enfin, en nous intéressant aux interlocuteurs qui ont accès à la parole dans notre corpus d'articles, ce qui frappe c'est l'absence de la parole des belligérants, de celle des victimes ou de spécialistes de politique africaine tous capables d'enrichir le regard sur le conflit congolais. L'omniprésence des journalistes nous est apparue comme un trait dominant de cette dimension.

L'analyse ainsi menée nous a permis faire appel à l'approche postcoloniale afin de faire sens des dimensions mises en lumière. Cette approche nous a permis d'envisager ces trois

dimensions à la lumière du rapport colonial. Nous avons tenté de déterminer que dans une large mesure, la naturalisation du conflit congolais, le fait d'envisager l'intervention occidentale comme seule susceptible de le résoudre, tout autant que la domination exercée dans l'attribution par les journalistes des deux publications analysées sont des traits dont la théorie postcoloniale permet de rendre compte avec une grande pertinence. Autrement dit, la naturalisation de la deuxième guerre du Congo, l'imagerie d'apocalypse qui l'accompagne, la solution d'une intervention occidentale pour y mettre fin, l'absence dans les articles des voix des acteurs en conflit ou de voix discordantes constituent des dimensions révélatrices et productrices à la fois de la persistance du rapport de pouvoir colonial. Ces traits, entre autres, mis en lumière par la critique postcoloniale obligent à considérer que la fin de l'épisode colonial en Afrique il y a bientôt un demi siècle n'a pas marqué celle d'un discours produit par un certain rapport de pouvoir et en vue de le maintenir.

Cette interprétation veut contribuer à renforcer un postulat central de l'approche postcoloniale. Cette dernière estime en effet que La colonisation européenne de vastes territoires d'Asie, d'Amérique et d'Afrique qui s'étale entre le 16^e siècle et le milieu du 20^e siècle fut tout à la fois une entreprise de domination militaire, politique, économique et discursives. Le projet colonial s'est justifié, légitimé et mis en œuvre par le biais d'un processus discursif qui à son tour a été enrichi et renforcé par celui-ci. Le discours aura été à la fois l'expression, le masque et le révélateur du projet colonial. La fin de l'épisode colonial n'a pas marqué celle du discours colonial. Il persiste aujourd'hui encore. Le débusquer permet de mettre en évidence la persistance d'un rapport inégal entre des anciens colonisateurs et d'anciens colonisés. Un rapport de domination politique des premiers cités sur les seconds. Notre travail a tenté de mettre en lumière la persistance d'un tel rapport entre le Congo et d'anciennes puissances coloniales (France et Grande Bretagne).

Sur le plan personnel, au terme de ce travail, certaines intuitions nous ont semblé fondées, d'autres restent bien plus difficiles à maintenir. Si dans notre esprit, cette immersion dans

des contenus produits par les médias a permis d'articuler une critique fondée sur les propos publiés, progressivement le caractère ouvert des différentes interprétations possibles a constitué un défi et même une source d'anxiété permanente. Il nous apparaît désormais que notre analyse permet de répondre à certaines questions (celles que nous nous sommes posées en l'occurrence), mais en soulèvent de nombreuses autres et suggèrent diverses les limites de l'approche que nous avons déployés.

Ainsi, en travaillant sur deux publications seulement, dont les orientations idéologiques les rapprochent des courants de droite, il va de soi que nous n'avons pu couvrir qu'une partie de la variété des couvertures possibles du conflit congolais par la presse en France et en Grande Bretagne. En se penchant sur le seul conflit congolais, nous nous sommes également privés de la possibilité de tenir compte des différences possibles dans la couverture d'autres conflits africains. Enfin si la critique postcoloniale s'avère productive, elle nous permet seulement de faire sens de certaines dimensions. Ce qu'elle tente d'expliquer, ainsi que nous l'avons dit, par la persistance d'un rapport de type colonial. Elle laisse peut de place aux autres explications possible qui elles aussi peuvent rendre compte de la présence de certaines dimensions dans le discours des deux médias analysés sur le conflit congolais.

Dès lors, on peut souhaiter que d'autres recherches sur la couverture des conflits africains se penchent sur un plus grand nombre de conflits, examinent davantage de médias et avancent sur des pistes auxquelles notre travail se limite à faire allusion.

Bibliographie

Ashcroft, Bill ; Griffiths, Gareth and Tiffin, Helen (2000). Post-colonial studies: the key concepts. London. Routledge.

Bhabha, Homi (1994) The location of culture. London. Routledge.

Braeckman, Colette (2003a). « Les deux Congos victimes de leurs richesses ». Atlas du Monde Diplomatique. Paris. La Découverte. pp 192-193.

Braeckman, Colette (2003b). Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale. Paris. Fayard.

Blanchard, Pascal et Bancel, Nicolas (1998). De l'indigène à l'immigré. Paris. La Découverte-Gallimard.

Bourdieu, Pierre (1998). Contre-feux. Paris. Raisons d'Agir.

Carruthers L. Susan (2004). Tribalism and tribulation, media constructions of « African savagery » and western humanitarianism in the 1990s. In Allan, Stuart et Zelizer Barbie. Reporting war: journalism in wartime. London. Routledge. pp155-172

Childs, Peter and Williams, R. J. Patrick (1997). An introduction to postcolonial theory. London. Prentice Hall.

Che Guevara, Ernesto (2001). An African Dream : the Diaries of the Revolutionary in Congo. London. Harvill Press.

Chomsky, Noam et Herman, Edward S. (1988). La fabrique de l'opinion publique, la Politique économique des medias américains. Paris. Le Serpent à plumes.

Coghlan B, Brennan RJ, Ngoy P, et al (2006). "Mortality in the Democratic Republic of Congo: a nationwide survey". Lancet 367 (9504): 44-5.

Chrétien, Jean-Pierre et Banégas, Richard (2008). The recurring great lakes crisis. London. Hurst & Company.

The Economist. About us.

<http://www.economist.com/help/DisplayHelp.cfm?folder=663377> (visité le 20 juin 2009)

Entman, Robert M. (1993). "Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm." *Journal of Communication* 43 (4): 51-8.

Entman, Robert M. (2004). Projections of power, framing news public opinion and U.S. foreign policy, The University of Chicago Press.

Fairclough, Norman (1989). Language and power. Longman. London and New York.

- Fairclough, Norman (1995). *Media Discourse*. Edward Arnold. London.
- Gamson, W.A. and A. Modigliani 1989. « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power: A Constructionist Approach » *American Journal of Sociology* 95 (1): 1-37.
- Gandhi, Leela (1998). *Postcolonial Theory : a critical introduction*. Edinburgh. Edinburgh University Press.
- Galtung, Johan and Ruge, Marie Holmboe. 1965. "The Structure of Foreign News". *Journal of Peace Research*, 2(1): 64-91.
- Gitlin, Todd. 1980. *The Whole World Is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*. Berkeley. University of California Press.
- Goffman, E. 1974. *Frame Analysis: An Essay on the Organization of Experience*. New York, NY: Harper & Row.
- Hall, Stuart (1997) « The Spectacle of the Other : representation, cultural representations and signifying practices. London. Sage.
- Hawk, Beverly (1992). *Africa's media image*. Praeger.
- Helmore, Kristin (1995). *ABC de la presse écrite*. Nouveaux Horizons.
- Iyengar, Shanto (1991). *Is anyone responsible? How television frames political issues*. Chicago. Chicago University Press
- Iyengar, Shanto (1996). "Framing Responsibility for Political Issues". *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. Vol. 546 pp. 59-70.
- Koenig, Thomas. *Frame Analysis: Theoretical preliminaries*, in http://www.lboro.ac.uk/research/mmethods/resources/links/frames_primer.html (consulté le 22 juin 2009).
- Mazzarella, Sharon, R. et Peccora, Norma, O. (2007). *Girls in crisis : newspaper coverage of adolescent girls*. *Journal of communication inquiry*. Vol 31. Number 1. PP 6-27.
- Mbembe, Achille (2001). *De la Postcolonie. Essai sur l'imagination Politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris. Karthala.
- Mbembe, Achille (2006). « Qu'est-ce que la pensée postcoloniale » in *Esprit*, 330. pp 117-133.
- Mongia, Padmini (1996). *Contemporary postcolonial theory : a reader*. Arnold.

- Moore-Gilbert, Bart. (1997). *Postcolonial theory : contexts, practices, politics*. New York. Verso.
- Myers, Gareth ; Klak, Thomas et Timothy Koehl (1996). "The inscription of news difference: news coverage of the conflicts in Rwanda and Bosnia". *Political Geography*. 15(1), 21-46.
- Naville-Morin, Violette (2006). *L'écriture de presse*. Sainte-Foy. Presses Universitaire du Québec.
- Lanotte, Olivier (2003). *République Démocratique du Congo : guerres sans frontière*. Bruxelles. Editions Complexe.
- Loomba, Ania (1998). *Colonial/postcolonialism*. London. Routledge.
- Londres, Albert (1998). *Terres d'ébènes*. Paris. Le serpent à plumes.
- Parry, Benita (2006). « L'institutionnalisation des études postcoloniales » in Neil, Lazarus. *Penser le postcolonial: une introduction critique*. Paris. Editions Amsterdam, PP 139-156.
- Prunier, Gérard (2009). *Africa's world war : Congo, the Rwandan genocide, and the making of a continental catastrophe*. New York. Oxford University Press.
- Ramonet, Ignacio (1999). *La tyrannie de la communication*. Paris. Gallimard.
- Saïd, Edward (1979). *Orientalism*. London. Vintage.
- Saïd, Edward (2003). *Culture et impérialisme*. Paris. Fayard/Le Monde Diplomatique.
- Silva, Julie A. and Wyly, Elvin (2001). "Between Africa and the Abyss: Globalization, Media, and the Invisibility of a Continent". *The Geographical Bulletin* 43(1), 36-46.
- Spurr, David (1993). *The rhetoric of empire : colonial discourse in journalism, travel writing and imperial administration*. Durham and London. Duke University Press.
- Thomas, Nicholas (1994). *Colonialism's Culture: anthropology, travel and government*. Cambridge. Polity press.
- Turner, Thomas (2007). *Congo wars: conflict, myth, reality*. London. Zed Books.
- Van Dijk, Teun A. (1993). « Principles of critical discourse analysis » In *Discourse and society*. Sage. London. Vol 4(2) : 249-283.
- Wall, Melissa (2007), « an analysis of news magazine coverage of the rwanda crisis in the United States », in Allan Thompson, *The Media and the Rwanda Genocide*. Ottawa. IDRC. PP 261-273.

Wisker, Gina (2007). Key concepts in postcolonial literature. New York. Palgrave Macmillan.

Young, Robert C. (2001). Postcolonialism: an historical introduction. London. Blackwell Publishers.

Listes des articles analysés

The Economist

Articles analysés relatifs au deuxième conflit du Congo. *The Economist* (Du 1er août 1998 au 30 juillet 2003)

Date de publication	Titre	Auteur	Nombre de mots
15 august 1998	Congo bloody-go-round	The Economist	1170
15 august 1998	Congo erupts again	The Economist	815
22 august 1998	War in the heart of Africa	The Economist	855
29 august 1998	Congo. Friends, ex-friends and rebel	The Economist	639
5 september 1998	Heading for an african war	The Economist	1036
3 october 1998	A continent goes to war	The Economist	1084
3 october 1998	Congo. The cost of Kabila	The Economist	539
24 October 1998	Congo. War turns commercial	The Economist	751
7 november 1998	Uganda and Congo. Gambling on the war	The Economist	983
7 november 1998	Zimbabwe and Congo. Down with the war	The Economist	529
23 january 1999	Congo wall street raided	The Economist	480
20 march 1999	Congo bash and grab	The Economist	636
26 june 1999	Congo's fractured war	The Economist	780
17 july 1999	The war is dead, long live the war	The Economist	854
23 october 1999	Split Congo with peace treaties but not with peace	The Economist	803
20 november 1999	Fighting over the carcass	The Economist	417
15 january 2000	Mobutu, warts and all	The Economist	339
26 february 2000	Get out of our country	The Economist	702
29 april 2000	war and peace in Congo	The Economist	968
17 june 2000	Congo hidden's war	The Economist	997
29 july 2000	Far from Congo's battlefield	The Economist	467
19 august 2000	A snub from Kabila	The Economist	552
23 september 2000	In Congo, war gets serious	The Economist	857
9 december 2000	In the heart of darkness	The Economist	2857
20 january 2001	Laurent Kabila	The Economist	854
20 january 2001	Kabila's Congo	The Economist	671
20 january 2001	Congo without Kabila	The Economist	914
27 january 2001	Kabila is dead, long live Kabila	The Economist	798
23 march 2001	Who killed Laurent Kabila ?	The Economist	426
12 october 2002	At last, a sort of peace to keep	The Economist	671
29 march 2003	Peace, they say, but the killing goes on	The Economist	1020
17 may 2003	Waiting to be rescued	The Economist	884
24 mai 2003	The global menace of local strife - Civil wars	The Economist	2606
14 june 2003	Is protection a mirage ?	The Economist	771

Le Point

Articles analysés relatifs au deuxième conflit du Congo. *Le Point* (Du 1er août 1998 au 30 juillet 2003)

Date de publication	Titre	Auteur	Nombre de mots
15 août 1998	Les multiples erreurs de Kabila	Le Point	587
22 août 1998	Goma, l'histoire bégaie	Le Point	472
29 août 1998	Congo la situation dégénère	Le Point	330
5 septembre 1998	Pourquoi la paix se fait attendre	Le Point	311
14 novembre 1998	Menace d'incendie généralisée	Le Point	355
28 novembre 1998	Congo Kinshasa : la descente aux enfers	Le Point	2319
28 novembre 1998	France - Afrique : le marigot congolais	Le Point	914
20 mars 1999	Profil : l'homme de pierre de Kabila	Le Point	317
20 août 1999	Congo, une guerre entre alliés	Le Point	168
09 mars 2001	La guerre des diamants	Le Point	1361
16 juin 2001	Rwanda - Ouganda : le bain de sang de Kisangani	Le Point	251
02 août 2002	Congo Rwanda » : un fragile accord de paix	Jessica Nadeau	249

ANNEXES

Chronologie de la deuxième guerre du Congo

Date	Evènements
Juillet 1998	Le président congolais Laurent Désiré Kabila limoge le chef d'Etat major par intérim des forces armées congolaises, le général rwandais James Kabarebe en poste depuis sa prise de pouvoir en 1997. Cet acte marque le début du conflit ouvert entre

le président congolais et ses alliés rwandais. Le général rwandais et 800 soldats rwandais sont expulsés du Congo.

Août 1998

Une rébellion d'ex-militaires et de Banyamulenges donne le coup d'envoi de la seconde guerre. Les 1ers et 2 août des mutineries éclatent simultanément dans plusieurs villes du pays, dont la capitale Kinshasa. Une attaque contre le palais présidentiel échoue. Le 4 août, des troupes rwandaises et ougandaises s'emparent de trois avions de ligne et établissent un pont aérien entre l'est et l'ouest du Congo. En deux semaines, deux milles soldats rwandais rejoignent des villes situées non de la capitale Kinshasa. L'ambition est de lancer une guerre éclair dans et autour de Kinshasa en vue de renverser le pouvoir congolais en peu de temps. Le 6 août, un chef rebelle congolais, Arthur Zahidi Ngoma, annonce officiellement que l'enjeu de cette guerre est pour les Congolais de renverser le président Kabila.

Le 16 août, un mouvement rebelle Congolais voit officiellement le jour : le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) qui plus tard se scindera en plusieurs factions. A la même période, la plupart des villes de l'est du Congo sont aux mains des rebelles congolais et de leurs alliés rwandais et ougandais. La capitale Kinshasa est privée d'électricité, les rebelles ayant pris le barrage hydroélectrique de Inga qui alimente la ville.

Le 18 août, le Zimbabwe annonce son soutien militaire au président congolais, imité par l'Angola et la Namibie font le même choix quelques jours plus tard. Les troupes de ces trois pays permettent au pouvoir congolais de repousser les rebelles sur les fronts de l'ouest, autour et dans la capitale Kinshasa notamment. Battue à l'ouest, les rebelles et leurs alliés s'emparent du Kivu et de l'Ituri, deux provinces de l'est du Congo. La guerre éclair ayant échoué, les rebelles prennent le contrôle de l'est du pays. Dès lors la ligne de front se situe entre l'ouest du Congo aux mains du pouvoir et l'est aux mains des groupes rebelles. Cette division persistera jusqu'à la fin du conflit et même après elle.

Novembre 1998

Naissance du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC), il devient vite l'un des mouvement rebelle les plus importants du pays. Il est soutenu par l'Ouganda. Son rival, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) étant de plus en plus soutenu par le Rwanda.

Avril 1999

Accord de Syrte (Libye) sur le retrait des troupes étrangères présentes au Congo. Seul les troupes tchadiennes quitteront le pays.

Juillet 1999

Signature de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka (Zambie) entre les six armées régulières en conflit au Congo (Rwanda, Ouganda, Zimbabwe, Angola, Namibie et RD Congo) et trois principaux groupes rebelles congolais. Pour l'essentiel, l'accord de Lusaka ne sera pas appliqué.

Mai-juin 2000

Violents combats dans la ville de Kisangani entre les armées rwandaises et ougandaises. Deux précédents affrontements, moins graves, avait déjà eu lieu entre les deux armées. Jusque là alliées, elles s'opposent sur l'exploitation des mines d'or notamment dans cette région du Congo.

Janvier 2001

Le président est assassiné par des membres de sa garde. L'inconnu général-major Joseph Kabila prend la succession de son père. Il parle de «libéraliser les marchés du diamant et du change» et de «promulguer un nouveau code minier et des investissements».

Février 2001

Une conférence relance le processus de paix. Le Congo accepte pour la première fois l'arrivée de casques bleus de l'ONU. Le 21 février, le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 1291 autorisant le déploiement de 5537 casques bleus au Congo. Les casques bleus arrivent au Congo dès mars.

Février 2002

Ouverture d'un dialogue de paix sous l'égide de l'Afrique du sud. Il aboutira aux accords de paix de Prétoria en décembre 2002. Il ne sera pas respecté.

Octobre 2002

Un rapport onusien met en évidence le lien entre les multinationales et les groupes armés. Selon ce texte, le but principal des acteurs en conflit – y compris le gouvernement – est l'appropriation des ressources naturelles, dont l'or, les diamants, le coltan et le bois. L'ONU recense 85 entreprises ayant violé le droit international. A ce jour, aucune sanction n'a été prononcée.

Avril 2003

Nouveaux accords de paix signés en Afrique du sud, à Sun City. Ils seront respectés.

Juillet 2003

Conformément aux accords de paix de Sun City, le gouvernement de transition incluant toutes les parties congolaises au conflit est formé. Ce qui met fin, officiellement, à la deuxième guerre du Congo.

Sources : compilé de Olivier Lanotte (2003). République Démocratique du Congo : guerres sans frontières. Coédition GRIP-Editions Complexe. Bruxelles. ; et Gérard Prunier (2009). From Genocide to Continental War. Hurst and Company. London.

Cartes.

Evolution de la situation militaire lors de la deuxième guerre du Congo

Carte 1. Les positions des groupes armés au Congo en mars 2000.

Approximate Deployment of Armed Groups in DRC

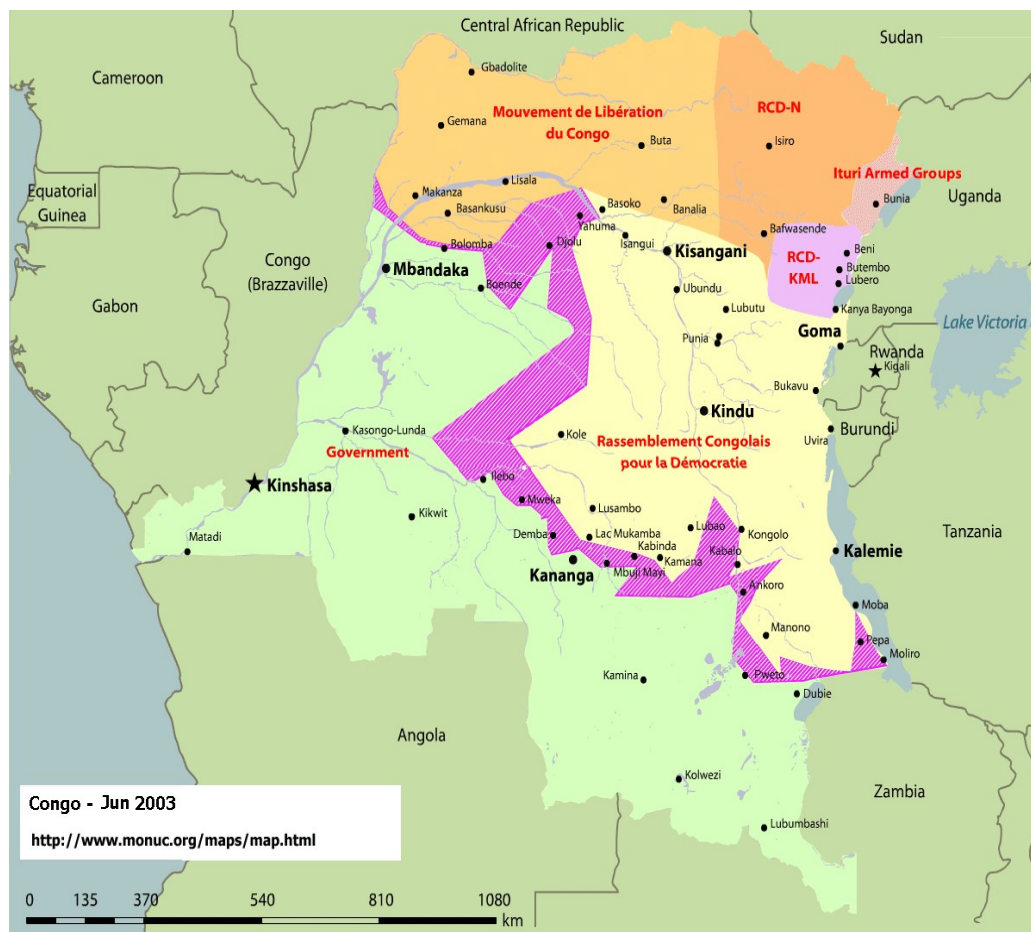
Source: IRIN-CEA, 28 March 2000



Carte 2. Les positions des groupes armées au Congo en décembre 2002.



Carte 3. Les positions des groupes armées au Congo en juin 2003.



Sources : <http://www.globalsecurity.org/military/world/war/congo-maps.htm>, visité le 24 juin 2005

Quelques articles du corpus



Le Point

15 août 1998

Congo; Les multiples erreurs de Kabila

RUBRIQUE: Laser Monde

LONGUEUR: 587 mots

Laurent-Désiré Kabila, le tombeur de Mobutu, a commis une erreur qui pourrait lui être fatale : oublier qui l'a fait roi.

Arrivé au pouvoir à Kinshasa au printemps 1997 dans les fourgons de l'armée rwandaise, le chef de l'Etat congolais se payait le luxe, fin juillet, de renvoyer ses protecteurs dans leurs collines. Une initiative mal accueillie à Kigali, mais appréciée des Congolais. Le 3 août, à Goma, au Kivu, riche région agricole frontalière du Rwanda d'où Kabila, à l'automne 1996, était parti à l'assaut du Zaïre, éclatait une rébellion de militaires rwandais et congolais. Ils entraînaient avec eux une partie des Banyamulenge, population congolaise d'origine tutsie, restée très proche de leurs frères rwandais.

En trois jours, les rebelles encadrés par des Rwandais se sont emparés de Goma, Uvira, Bukavu. Puis ils ont porté le fer à 2 000 kilomètres, dans l'ouest du pays, où plusieurs centaines de soldats - dont des Rwandais - ont été transportés par avion. Depuis, Kinshasa est prise en tenaille.

« Il est difficile de commettre autant d'erreurs en si peu de temps », commente à Paris un Congolais qui avait espéré que l'arrivée au pouvoir de Kabila permettrait de sortir le Zaïre de l'anarchie. Eternel opposant plutôt qu'homme politique et chef d'Etat, Kabila a réussi en quinze mois à se mettre à dos successivement alliés, protecteurs et sympathisants.

Ses alliés et voisins rwandais, ougandais et angolais d'abord, qui lui avaient permis militairement d'arriver au pouvoir. Lorsqu'en 1996 Kigali et Kampala le choisissent pour prendre la tête d'une alliance politico-militaire, ils ont une priorité : mettre en place un régime capable d'assurer l'ordre au Kivu et de contenir les infiltrations incessantes et meurtrières des mouvements rebelles rwandais et ougandais contre leurs pays respectifs. Or Kabila a été incapable d'y mettre un terme. En renvoyant les militaires rwandais qui encadraient l'armée congolaise (ils dirigeaient aussi les services de renseignement), Kabila a privé Kigali d'un moyen essentiel pour agir au Kivu et neutraliser ses opposants armés.

Le président congolais n'a guère été plus habile vis-à-vis de son allié angolais. Alors que Luanda lui avait apporté son soutien militaire, Kabila n'a pas empêché l'Unita d'utiliser le Congo pour recevoir des armes. Il est vrai que Savimbi paie en diamants.

Autre erreur : au fil des mois, il a perdu le soutien de nombre de Congolais qui avaient applaudi au départ de Mobutu. Certes, il a rétabli une certaine sécurité dans les villes, a mis sur pied une réforme monétaire et contenu une inflation délirante. Mais les partis ont été interdits, des opposants arrêtés et les journalistes embastillés. Au fur et à mesure qu'il tentait de prendre ses distances avec les Rwandais, Kabila se repliait sur sa région, le Katanga. L'armée et les principaux postes politiques revinrent à des Katangais, y compris à des membres de sa famille. Ce népotisme créa un fort mécontentement, surtout à l'est du pays.

Dernière erreur : en piétinant allègrement les droits de l'homme, en refusant à l'Onu d'enquêter sur les disparitions de près de 200 000 réfugiés hutus, Kabila s'est coupé de la communauté internationale. Même ses protecteurs américains ont pris leurs distances. D'ailleurs, cinq conseillers militaires américains ont été vus sur la frontière rwandaise au début de la rébellion. A Paris, où Kabila n'est pas en odeur de sainteté, on a le triomphe modeste. Et on tente de placer ses pions.

DATE-CHARGEMENT: 8 mars 2004



Le Point

28 novembre 1998

Congo-Kinshasa; La descente aux enfers

RUBRIQUE: Monde

LONGUEUR: 2319 mots

ENCART: Déjà pillé et ruiné par Mobutu, l'ex-Zaïre s'enfonce dans le marasme et son destin dépend, aujourd'hui, de la bonne volonté de ses tuteurs angolais et zimbabwéen. Et c'est un Kabila au pouvoir chancelant qui assistera, cette semaine à Paris, à la traditionnelle conférence franco-africaine.

Kabila, l'homme qu'il nous fallait », proclament dans Kinshasa les immenses panneaux jaunes de la propagande officielle. Kin l'inconstante n'en est plus si sûre.

Certes, pour le petit peuple de l'immense capitale, dont les rues sont transformées en fondrières par les pluies tropicales de novembre, Laurent-Désiré Kabila reste le libérateur, celui qui, en mai 1997, contribuait à déboulonner Mobutu Sese Seko. Et qui, en juillet dernier, n'hésitait pas à chasser du Congo les Rwandais honnis, qui l'avaient porté au pouvoir.

Mais nombre de Congolais sont perplexes et désabusés. Ils ont connu bien des tribulations en près de quatre décennies d'indépendance. Ces seize mois de pouvoir de l'ancien maquisard et de son entourage, curieux cocktail où se mêlent inexpérience et incompétence, absence de sens politique et habileté diplomatique, démagogie et rouerie, laissent cependant l'image d'une grande incohérence. « Ce sont des gamins qui se sont mis à jouer à gouverner », soupire un pasteur.

« Nous sommes poursuivis par le destin. C'est une malédiction. Comme Mobutu hier, Kabila avait tout en main pour réussir et il a tout gâché », fulmine un éminent professeur de l'université de Kinshasa.

Cette semaine, pour la première fois depuis qu'il s'est autoproclamé chef de l'Etat du Congo démocratique, Laurent-Désiré Kabila vient en visite officielle en Europe. Rome, le Vatican, où il sera reçu par le pape, Bruxelles, puis Paris, à l'occasion de la traditionnelle conférence franco-africaine. Un tournant, assurément, pour l'ancien guérillero, arrivé avec la volonté de chausser les bottes de Patrice Lumumba, le Premier ministre nationaliste et tiers-mondiste de l'indépendance du Congo, assassiné avec la complicité de Mobutu. Depuis, il n'a quitté l'Afrique que pour la Chine et Cuba, les alliés de sa longue errance de rebelle. Mais, en cet automne 1998, Kabila sent le sol se dérober sous ses pas. A l'est du Congo, une rébellion, soutenue par ses anciens alliés rwandais et ougandais - ceux qui l'ont fait roi -, menace son régime. Ayant trop longtemps attendu le pouvoir pour se résoudre à l'abandonner rapidement, il vient en Occident chercher aide économique et légitimité politique.

C'est le 2 août à Goma, sur les bords du lac Kivu, que le destin de Kabila s'est scellé. A 1500 kilomètres à l'est de Kinshasa, une poignée d'opposants annonçaient qu'ils prenaient le maquis avec la ferme intention d'aller jusqu'à la capitale. Il y avait là d'anciens mobutistes rêvant de revanche, une poignée d'opposants professionnels et d'anciens compagnons de route de Kabila, des Tutsis congolais déçus, tel son ancien ministre des Affaires étrangères, Bizima Karaha.

L'histoire balbutiait. En septembre 1996, Kabila avait, à partir de l'est du pays, lui aussi entrepris son blitzkrieg sur Kinshasa. Cette fois encore, la rébellion congolaise sert de paravent commode aux troupes rwandaises et ougandaises. Leurs divisions occupent aujourd'hui 40 % du pays, à l'est et au nord.

« A la mi-août, Kinshasa était sur le point de tomber. Il s'en est fallu de quelques heures », reconnaît Léonard She Okitundu, le « ministre des Droits humains ». Des rebelles, que les Rwandais avaient transportés par avion dans l'ouest du pays pour prendre la capitale à revers, s'étaient déjà infiltrés dans les faubourgs de la métropole. Dans ce pays où, pas plus qu'hier Mobutu, Kabila ne dispose d'une armée réellement opérationnelle, ils ne rencontrèrent que la résistance de la population. Qui les attrapa,

puis les brûla sans autre forme de procès... La rébellion, soutenue par le Rwanda, n'est pas populaire.

Ils ne furent alors que trois ministres, dont She Okitundu, à tenir la capitale à bout de bras. Kabila et son entourage proche s'étaient repliés sur Lubumbashi, deuxième ville du pays et capitale de sa province natale du Katanga. De hauts responsables s'étaient précipités dans les ambassades occidentales pour y prendre leur visa au cas où...

Appelées au secours, les troupes de l'Angola et du Zimbabwe, rejointes plus tard par des Tchadiens et des Namibiens, ont sauvé le régime congolais. Mais le « Mzee », le « Sage », comme Kabila aime bien inopportunistement se faire appeler, ne règne plus, trois mois plus tard, que sur une petite moitié de son immense pays, aussi vaste que l'Union européenne.

Une dizaine d'armées et de rébellions sont désormais peu ou prou engagées dans le chaudron congolais. Outre 5 000 Angolais et 6 000 Zimbabwéens, Kabila peut compter sur un demi-millier de Namibiens et 1 500 Tchadiens. Disposant d'avions et d'hélicoptères, les soldats de Luanda et de Harare verrouillent le centre du pays. Installés à Mbuji-Mayi, les Zimbabwéens interdisent l'accès aux mines de diamant du Kasai, le dernier coffre-fort d'un Congo ruiné et dépecé par ses amis comme par ses ennemis.

Les Tchadiens se sont repliés sur Gbadolite, l'ancien fief de Mobutu, au nord, après avoir subi de lourdes pertes dans un accrochage contre... les troupes de Kabila. Une « bavure » due à la désorganisation des FAC (forces armées congolaises), plus douées pour le pillage que pour la guerre. L'armée n'est qu'un assemblage hétéroclite d'anciens soldats de Mobutu et de kadogos, jeunes gens enrôlés par Kabila lors de sa marche au pouvoir. On en rencontre certains dans la capitale, ils sont à peine plus grands que leur fusil.

En face, la rébellion congolaise, qui n'a guère de troupes, bénéficie, comme hier Kabila, du soutien des divisions rwandaises et ougandaises. Elles ont conquis l'est du pays, puis sont remontées le long du Congo, jusqu'au nord, où les FAC abandonnent les villes avant qu'elles n'arrivent. « C'est une guerre de rumeurs. Il suffit que la rébellion lance des communiqués, et tous quittent la ville », affirme un diplomate. Ces dernières semaines, un nouvel opposant de poids a rejoint l'opposition : Jean-Pierre Bemba, fils d'un milliardaire qui fit fortune sous Mobutu. Outre ses moyens financiers qui lui permettent de recruter, il est comme un poisson dans l'eau dans la province de l'Equateur, au nord, dont il est originaire.

« Si Kabila avait été assez sage pour gouverner avec tout le monde, et non avec une poignée de Congolais réfugiés en Europe, voire avec ses proches, des Katangais, comme lui, nous n'en serions pas là. Les Rwandais n'auraient pas trouvé d'opposants à soutenir comme prétexte à leur intervention », constate un homme d'affaires. Une question demeure : pourquoi Rwandais et Ougandais se sont-ils retournés contre leur poulain d'hier ?

« C'est lorsque nous avons appris que d'anciens miliciens et militaires rwandais étaient entraînés au Congo que nous avons décidé de lâcher Kabila », affirmait, en août dernier, un conseiller de Paul Kagame, vice-président du Rwanda, au Soir de Bruxelles.

En fait, en septembre 1996, Laurent-Désiré Kabila et le pouvoir rwandais avaient fait un mariage de raison. Le maquisard voulait renverser Mobutu mais n'avait pas de troupes. Kigali voulait trouver un prétexte pour entrer au Zaïre et démanteler les immenses camps de réfugiés hutus où se cachaient les responsables du génocide de 1994 contre les Tutsis rwandais. A partir du Zaïre, les Hutus lançaient des raids meurtriers sur le Rwanda.

Or les Congolais ont été incapables de contrôler leurs frontières et d'empêcher les infiltrations des opposants rwandais. Et d'anciens soldats hutus, réfugiés au Congo-Brazzaville et en Centrafrique, ont, dès le printemps dernier, rejoint les troupes de Kabila. Pour Kigali, c'était une trahison.

Arrivé au pouvoir, Kabila le maquisard avait vite compris qu'il devait s'affranchir de ses tuteurs s'il voulait sauver son trône. Les Rwandais se comportaient en troupes d'occupation à Kinshasa. Ils ont vite été détestés. Mais ils tenaient tous les leviers du pouvoir, en particulier l'armée et les services de renseignement. Au fil des mois, il a tenté de les remplacer. Puis, à la fin du mois de juillet, rentré précipitamment de Cuba, l'ancien maquisard renvoyait chez eux ses tuteurs, « en remerciant les Congolais pour leur patience ».

A-t-il pris de vitesse un coup d'Etat que les Rwandais préparaient contre lui, comme l'assurent aujourd'hui ses proches ? Probable, affirment les observateurs.

Au fur et à mesure que sa souveraineté sur le pays se réduit comme une peau de chagrin, Kabila perd aussi les moyens financiers de soutenir la guerre. Déjà, les mines d'or de Kilo Moto, au nord-est du pays, dont la légende veut qu'elles soient celles du roi Salomon, sont tombées dans l'escarcelle ougandaise. Kampala a supprimé les droits de douane entre l'Ouganda et l'est du Congo, et absorbe désormais toute la récolte de café du nord du Kivu. Dans cette région, plus que jamais les marchandises disponibles sur les marchés viennent toutes d'Ouganda, et le commerce s'y fait dans la monnaie ougandaise. De son côté, le Rwanda vient d'ouvrir une ligne aérienne entre Kigali, Goma, Bukavu et Kindu.

Pour payer ses alliés, Kabila puise largement dans les ressources du pays. Au Zimbabwe revient l'exploitation du cobalt et du cuivre (voir encadré), à l'Angola, les participations dans le pétrole. Les Namibiens sont dans le diamant. Et les Zimbabwéens devraient bientôt y mettre la main. Le week-end passé, après un accrochage avec les Fac, les soldats de Robert Mugabe les ont renvoyés de Mbuji-Mayi, la capitale du diamant. Ils y sont désormais les maîtres.

Le Congo poursuit sa longue descente aux enfers. A Kinshasa, l'effondrement économique est patent. Les grands immeubles dominaient autrefois avec orgueil le somptueux fleuve Congo et la provinciale Brazzaville entrevue sur l'autre rive. Ils sont désormais bien décatés, et l'atmosphère, autrefois insouciant et bon enfant, est devenue morose. Sur la vaste avenue du 30-Juin, les Champs-Élysées locaux, égayée par l'orange éclatant des flamboyants en fleur, les automobilistes sont assaillis à chaque carrefour par des essaims de mendiants dont le regard s'éclaire pour un billet de 50 centimes. Une véritable cour des miracles.

En pleine déliquescence au départ de Mobutu, qui l'avait pillé et ruiné, le Congo s'enfonçait dans le marasme. Pourtant, chacun en convient, au début de l'ère Kabila, le pays avait paru se ressaisir. La monnaie a été stabilisée (le franc congolais remplace le zaïre à raison d'un franc congolais pour 100 000 zaïres !), mais elle dérape à nouveau ces dernières semaines. Le racket des militaires et des policiers, désormais payés, a pris fin. A l'aéroport, si la pagaille demeure la règle, plus besoin de « protocole », ces personnes qui louaient leurs services pour distribuer les « matabiches » (bakchichs) en dollars aux douaniers et policiers. Au contraire, nous verrons ces derniers faire la chasse aux quémandeurs. On avait même commencé à boucher quelques trous du bitume et à refaire des routes. Un nouveau gouverneur distribuant balais et brouettes, les pauvres moyens du bord, a rendu moins sales des trottoirs où les dépôts d'ordures atteignaient parfois la hauteur d'un premier étage.

Mais, depuis la reprise de la guerre, l'Etat n'a plus d'argent pour la vie civile. Nombre d'Européens ont déserté les rives du Congo. Ainsi, il ne reste plus que 600 Français. Des entreprises ont fermé et les Kinois, désormais sans travail, sont condamnés au « business » pour survivre. Les plus pauvres rivalisent d'imagination pour gagner quelques francs supplémentaires. Comme ces chauffeurs de petits bus collectifs supposés relier le centre-ville aux faubourgs de cette immense cité de 6 millions d'habitants. Les chauffeurs ont inventé de nouveaux terminus. Et les voyageurs doivent descendre en cours de route des véhicules bringuebalants et y remonter une minute après, en payant une seconde fois leur ticket. Le chauffeur s'est contenté de faire le tour du rond-point...

Tout le monde semble désormais touché. Professeur d'université, au plus haut grade, pour un salaire mensuel équivalant à 100 dollars, Jean-Pierre s'estime chanceux : « Sans mon second travail dans une société étrangère, je ne pourrais pas vivre, explique-t-il. J'entretiens désormais ma famille, celle de ma soeur, mes parents et mes beaux-parents. Il m'arrive de ne plus avoir d'argent. » Alors, il arrive aux Congolais de se demander s'ils ont encore un avenir dans ce pays.

Triste Congo ! Le destin du pays dépend aujourd'hui de la bonne volonté de ses nouveaux tuteurs angolais et zimbabwéen. Or, à Harare, le président Robert Mugabe doit faire face à la mauvaise humeur croissante des syndicats, qui multiplient les manifestations en lui reprochant de financer une guerre extérieure alors que le pays va mal.

L'Angola, de son côté, avait un seul souci en volant au secours de Kabila : tenter d'écraser l'Unita, le mouvement rebelle de Jonas Savimbi, qui, via le Congo, vend le diamant qu'il exploite en Angola et s'approvisionne en armement. Or, ces derniers mois, les troupes de Savimbi ont manifestement reçu suffisamment d'armes pour reprendre la guerre.

Mais Dos Santos l'Angolais et Robert Mugabe le Zimbabwéen sont-ils prêts à s'embourber dans une guerre d'usure au Congo ? Déjà, ils ont prévenu Laurent-Désiré Kabila que, s'ils entendaient sauver son régime, ils n'auraient pas l'intention de reconquérir l'est du pays.

Kabila devra donc négocier avec les envahisseurs rwandais et ougandais, mais aussi avec ses opposants, pour sortir du conflit. Il lui faudra admettre qu'il ne peut, seul, gouverner l'immense Congo. Il devra démocratiser et laisser les partis politiques participer à la vie du pays. L'ancien guérillero se dit aujourd'hui prêt à cet aggiornamento. « Je doute qu'il puisse changer, déplore un jésuite congolais. En Afrique, on dit qu'un arbre peut rester vingt ans dans l'eau, il ne deviendra jamais un crocodile. »

Copyright 1998 Le Point
All rights reserved

The Economist

The Economist

August 15, 1998, U.S. Edition

Congo erupts, again

SECTION: Leaders; Pg. 14

LENGTH: 815 words

In what looks strangely like a rerun, Congo's ruler is threatened by a rebel movement helped by his neighbours

ALMOST two years ago Rwanda and Uganda helped to form the Alliance of Democratic Forces for the Liberation of Congo, selecting Laurent Kabila to lead it. The venture was astonishingly successful. With some help from his friends--whose numbers grew by the day--Mr Kabila marched across Congo to sweep Mobutu Sese Seko from power in seven months. But these same friends are now fed up with him. Using the same tactics as before, they appear to have set about forming and arming a new rebel movement.

Mr Kabila has proved a disaster. His words were fine: he committed himself to liberate politics, respect human rights, revitalise the economy and hold elections. In fact, he has diminished into an authoritarian tribalist, locking up his opponents, failing to implement promised economic reforms and alienating foreign investors and aid donors. He set out with a lot of international and national goodwill but, stubborn and incompetent, he has

squandered it. He snubbed the United Nations which was trying to investigate a massacre of refugees that took place during his march to power. His support base has been narrowed to his family, cronies and region. Most dangerously for his own survival, he has upset his neighbours and former allies, who are now turning on him.

Over the garden fence

But should neighbours be interfering in this way? At one time the question would not have been asked. During the cold war, African governments, acting as proxy for one side or the other, often backed rebel movements but they rarely crossed borders and never because of an internal issue. Now, however, Africa is being urged to solve its own problems.

Intervention, if Congo's eastern neighbours are indeed intervening and not, as they claim, merely protecting their own borders from rebels based in Congo, might be justified if it were certain that Mr Kabila's misrule had reached a stage when civil war was just over the horizon. A war in Congo is a ghastly prospect. With Angola's war looking to start again, conflict bubbling in Congo-Brazzaville and the Central African Republic, and with Tutsis and Hutus still at each other's throats, there could be a conflagration that would engulf the whole of Central Africa. Rather than wait for a catastrophe--when thousands of dying civilians might force the world belatedly to intervene--Congo's African neighbours, or so they might argue, would do better to tackle the problem now.

But this sort of argument would be acceptable only if armed action was a collective decision, had a clear aim and was likely to succeed in bringing about a rapid change for the better. All that is improbable. Indeed, outside intervention, backing a new rebellion, could make things even worse.

Mr Kabila may not be toppled as easily as Mobutu was. Towards the end of his reign, the old dictator had almost no support. Dying and bankrupt, he could not buy off his opponents. Like the emperor's clothes, his government did not really exist, and almost no one fought to defend it. While Mr Kabila may not enjoy much support now, there are many around him who have much to lose if he is overthrown. There is little prospect of a quick, clean takeover (see page 47).

A second problem is that if the rebellion is backed by outsiders or seen as Tutsi-led, it will be resisted as an invasion. The Tutsis of eastern Congo, though they were living there before the borders were drawn, have never been given citizenship. Decades of government propaganda have labelled them foreign. The rebels' protestations that they are Congolese and their leader is not a Tutsi, will not be believed. Mr Kabila is successfully playing the nationalist card.

Rather than helping a guerrilla movement, Congo's African neighbours would be wiser to strive for a political solution. Giving the matter top priority, they might send a mission, led by Africa's most senior heads of state, to try to persuade all the players to pull back. Could this succeed? Alas, probably not, though it is worth trying. The sad truth is that there is no leader, or even a coalition of leaders, apparently capable of establishing a nationally acceptable government in Congo. This is a region with deep-rooted rivalries,

its political rulers notoriously tricky and obdurate. Moreover, the conflicts in Congo and in its neighbours are interconnected, tangling the threads still further.

Does this mean that Congo must be left to implode? Were it to split into more coherent political and geographical entities, that in itself might lead to a solution. But the outcome of the rebellion that now seems threatened will be shaped by the men with guns, not by democracy.

LOAD-DATE: August 17, 1998

In the heart of darkness

SECTION: SPECIAL

LENGTH: 2857 words

DATELINE: goma, kinshasa and luanda

THE hefty cargo plane grinds on across Africa, the deafening monotony of its engines never changing. The hold is stuffed with drums of fuel and crates of ammunition, spare parts for weapons and medical supplies. Perched among them are a dozen soldiers, one of whom is carrying a suitcase full of dollars. Three young women, one of them with a child, crouch among the drums with wrapped-up bundles, a couple of live chickens and several bunches of bananas.

The old Russian-made plane is flown by Ukrainians. They and the plane have been rented in Kiev by a Greek entrepreneur who also deals in coffee, timber and arms. This time he has hired it out to the Ugandan army, but it could have been made available to any one of the seven national armies at war in Congo. His business prospects look good. Peace is impossible just now.

Below, the forest stretches to the horizon in all directions, a vast head of dark trees broken only by slate-coloured rivers. Look down two hours later, and nothing has changed. It is as if the plane hasn't moved. Congo is big. Lay a map of Europe across Congo, with London at its western end, and the eastern border falls 200 miles beyond Moscow.

War in Congo does not involve huge armies and terrible battles, but a few guns can send hundreds of thousands fleeing their homes. It threatens Congo's nine neighbours with destabilisation, and with thousands of refugees pouring into their border areas. In the first week of December alone, by UN estimates, more than 60,000 refugees fled into Zambia from fighting that has just delivered the town of Pweto to Congo's anti-government rebels. War in Congo means a generation growing up without inoculation or education and the rapid spread of AIDS, the camp-follower of war in Africa. A recent

United Nations report described Congo's war as one of the world's worst humanitarian crises, affecting some 16m people. The legacy of greed

Congo was only briefly a nation state. For most of history it was a blank on the map, luring in the greedy and unwary. It was first pillaged by the slave kingdoms and foreign slavers; then by predators looking for ivory, rubber, timber, copper, gold and diamonds. Leopold, king of the Belgians, grabbed it in 1885 to make himself a private kingdom. That sparked the imperial takeover of Africa by Europeans at the end of the 19th century.

Leopold's agents cut off hands and heads to force the inhabitants to deliver its riches to him. Then came Belgian state rulers. They built some roads and brought in health and education programmes, but blocked any political development. When Congo was pitched into independence in 1960, there was chaos.

Congo nearly broke up; then out of the chaos came Mobutu Sese Seko, one of the more grotesque rulers of independent Africa. America and Europe supported him because he was anti-communist; but he was Leopold's true successor, regarding the country as his personal possession. He renamed it Zaire, used the treasury as his bank account and ruled by allowing supporters and rivals to feed off the state. If they became too greedy or powerful, he would have them thrown into prison for a while before being given another post to plunder. On two occasions he encouraged his unpaid, disgruntled soldiers to satisfy themselves by looting the cities. He built himself palaces and allowed the roads the Belgians had built to disintegrate. This helped break up Congo into fiefs. When Mobutu's rule ended in 1997, the nation state was dead. The only national organisation was the Catholic church.

One of his fiefs was Hutu-ruled Rwanda. Mobutu called its president, Juvenal Habyarimana, his baby brother. In 1994 Habyarimana was killed in a plane crash, and the rump of his regime carried out genocide against Rwanda's Tutsi minority. But, with Ugandan help, the Tutsis triumphed. The old Rwandan army and the gangs of killers fled into Congo, where Mobutu gave them shelter and weapons. In 1996 the new Tutsi-dominated Rwandan army crossed the border and attacked the Hutu camps, intending to set up a buffer zone to protect its western border. The attack worked better than anticipated and the Rwandans, Ugandans and their Congolese allies kept walking westwards until they took the capital, Kinshasa. Mortally ill, Mobutu fled and the Rwandans installed Laurent Kabila as president.

A year later, Mr Kabila tried to wriggle out of the control of the Rwandans and Ugandans. He allied himself with their enemies, the Hutu militias in eastern Congo. In response they launched another rebellion to try to dislodge him. But this time Angola, Zimbabwe, Namibia, Sudan and Chad sent troops to defend him. They said they were acting on principle, to protect a neighbouring state from invasion. The war reached a stalemate with the country divided. In the western half, Mr Kabila was backed by Zimbabwe, Angola and Namibia (Sudan and Chad withdrew). The east was controlled by three rebel movements and their creators and controllers, Uganda and Rwanda. Burundi also has troops in Congo allied to the Rwandans, but these stay close to the Burundi border.

In June and July last year, a peace agreement was signed in Lusaka by the government of Congo, the three rebel groups and five intervening nations. It provided a timetable for a ceasefire, the deployment of African military observers supported by UN monitors, the disarming of "negative forces" (the militia gangs that roam eastern Congo), and the eventual withdrawal of all foreign forces. It also prescribed a national dialogue between Mr Kabila and the armed and unarmed opposition. Neighbours on the take

Unsurprisingly, it has not worked. The ceasefire has been persistently broken by all sides, most recently with the fighting around Pweto. Although the defence chiefs of six of the intervening countries, led by Zimbabwe, and several rebel groups signed a deal in Harare on December 6th to pull back their forces from front-line positions, it is still unlikely to happen. The exploitation of the country by the intervening armies reinforces the imperialist nature of the invasion, as do their disparaging comments about the Congolese. "A hopeless people," remarked one senior Rwandan. "All they want to do is drink and dance."

Each of the interveners in Congo has complex and different reasons for being there. At one level, they have been sucked into the vacuum; social and population pressure east of Congo has drawn the neighbours towards a country with few people for its size and no state structures. But each also had internal political reasons for going to Congo.

The Rwandans want to track down the perpetrators of genocide and either drive them back to Rwanda or kill them. The success of the 1996 invasion and American support has made them over-confident. President Yoweri Museveni of Uganda also has ambitions bigger than his own country. He wants the economy of eastern Congo to link up with East Africa, and wants to replicate his own political system in Congo. The rebel Movement for the Liberation of Congo (MLC) was created by Uganda, and mimics Mr Museveni's political analysis and ideology.

On the other side, Mr Kabila's allies also have domestic reasons for being in Congo. Sudan, engaged in a proxy war with Uganda, wanted another way to attack it. Angola wanted to get into Congo to stop its own rebel movement, UNITA, from using Congolese territory as a supply route and rear base. Namibia got involved because it is indebted to Angola. President Robert Mugabe of Zimbabwe, jealous of South Africa's new power in southern Africa, wanted to make himself the region's military leader. Others loiter in the background: North Korea has sent some 400 soldiers to help train Mr Kabila's fledgling army and tons of weapons, reportedly in exchange for future sales of copper, cobalt and uranium.

Many western diplomats and analysts, as well as most Congolese, suspect that America is secretly funding Rwanda and Uganda. State Department officials deny this, but it is hard to see how these poor countries can fight without outside resources. Their meagre defence budgets (Uganda's is allegedly \$100m this year) cannot possibly sustain their operations in Congo.

Once in Congo, the interveners found commercial reasons to stay. The war has created huge business opportunities which have obscured its primary, political, cause. Hundreds of dodgy businessmen, mercenaries, arms dealers and security companies have come to

the region. Diamonds are a big prize and the main source of foreign exchange for Mr Kabila. It is hardly surprising that the war ground to a halt around Mbuji-Mayi, the main diamond-producing area. Congo pays for Zimbabwe's presence with a diamond-mine concession. It has also formed a joint oil company with Angola.

Senior military officers from all the armies, as well as their political cronies back home, make money trading diamonds, gold, coffee and timber, and from contracts to feed and supply their troops. They have little interest in peace. Local and foreign businessmen often pay them to provide troops to guard a valuable mine or a farm. The Kilo Moto gold mine in Kivu has been taken over by freelance diggers, but the entrance is guarded by Ugandan soldiers who tax them. Kigali and Kampala are crawling with diamond dealers and others looking for Congo's rare minerals, such as tantalite and niobium. The loot is not confined to minerals. One Ugandan unit, returning from Congo, caused fury in both countries by having their newly acquired Congolese wives and girlfriends flown home with them at government expense. War booty, said chauvinistic Ugandan politicians. Rape and theft, said Congolese men. The Kabila disaster

When Laurent Kabila was catapulted to power by Uganda and Rwanda, everyone thought Congo would change. He could hardly do worse than Mobutu, they argued. Perhaps he would turn into one of the much-vaunted "new leaders" of Africa. He had few enemies. Everyone wanted to help him rebuild Congo. Sadly, he turned out to be little more than an outsize village chief, adept at staying in power, but with no vision and a deep distrust of competence. He has surrounded himself with relatives, friends and oddballs he scooped up on his march to Kinshasa. Mentally he is stuck in the cold war of the early 1960s, imagining global plots against Congo.

The formal economy is dead. Not far from the central bank in central Kinshasa, carefully tended cabbages have sprung from a small patch of waste ground by the roadside. Nearby, families have moved into the ruins of a half-built office block, hanging their washing over the abandoned concrete pillars and cooking on open fires on the floors of rooms designed for board meetings. Only about 20% of the city's 4m-5m people have jobs. Most of these pay, if at all, about \$8 or \$9 a month. The city has little fuel, so people get up before dawn to walk to work. Most eat nothing all day, then return on foot to the one daily meal of cassava porridge or bread. Less than 30% of the capital's children are in school, and few can afford medicine if they are ill.

Mr Kabila blames all this on the war. It has more to do with his old-fashioned statist policies and his arbitrary way of handing out contracts and concessions and then cancelling them. That has frightened off foreign companies. So has his policy of locking up foreigners and demanding ransom. Heineken, a Dutch brewing company, recently paid \$1m in cash to the finance minister to secure the release of its two senior executives in Kinshasa. Maurice Templesman, an American diamond dealer, also lost millions of dollars when his staff were seized and thrown out of the country. One foreign security company in Kinshasa says its best new business is negotiating the release of foreign nationals arrested by the government.

Mobutu played the country and its political elite like a chess master. Mr Kabila tries the same techniques; putting people in power or in prison and playing the ethnic card. But he is no expert. Long in exile, he barely understands Congo. There have been splits and mutinies in his fledgling army and his ministers are at each other's throats. Only in the south-east, his home territory, does he still have some support. The impoverished people of Kinshasa despise him, but will not demonstrate against him for fear of being accused of supporting the rebel movements--which they do not.

Mr Kabila is currently trying to get the Lusaka accord rewritten. He has blocked the deployment of UN military observers and humiliated and rejected Ketumile Masire, the former Botswanan president, who was appointed to organise a national dialogue. He even failed to turn up at meetings with his backers, Angola and Zimbabwe. President Eduardo dos Santos of Angola warned him in August that he had "had enough of his arrogance", and that the allies would withdraw from Congo if he continued to obstruct the peacemakers. But Mr dos Santos knows there is, as yet, no alternative to Mr Kabila and that there would be chaos if the allies withdrew now.

That is the crux of the problem. Mr Kabila has failed, but there is no one else who enjoys national support or looks remotely capable of pulling the country together. Mobutu ensured that every politician in Congo was smeared with his corruption. Nor do the rebel movements present an alternative. The Congolese Rally for Democracy (RCD) split apart, with one faction supported by Uganda and the other by Rwanda. Uganda then launched the MLC and, in June, the former allies fought a full-scale battle in Kisangani for six days, destroying much of the town's centre and killing 619 civilians. This engagement also destroyed the credibility of the two leaders, Mr Museveni and Rwanda's president, Paul Kagame, in Congo. America and western countries were furious with them and blocked Uganda's promised debt relief as punishment.

Both factions of the RCD are now deeply unpopular in their own areas. The clumsy intervention of Rwanda and Uganda in South and North Kivu has stirred up bitter ethnic rivalry. Much of this region suffers from the same Hutu-Tutsi divisions that exist in Rwanda and Burundi. The intervention has upset the fragile balance, and the region flares with massacre and counter-massacre.

Local communities have tried to defend themselves against all outsiders by forming self-defence militias, but many of these have degenerated into wandering gangs of mercenaries and bandits, the "negative forces" of the Lusaka accord. Some are linked to Rwandan Hutus, some fight against them. Mr Kabila is fanning the flames by sending them weapons across Lake Tanganyika. The Kivus are now a horrendous mess of wars and sub-wars that will burn on long after the national war is over.

In northern Congo, the picture is slightly better. Jean-Pierre Bemba, the young MLC leader and a businessman, is popular there because his Ugandan-run army is fairly disciplined and, in Mobutu's home area, he is seen as his successor. It is a label he vigorously rejects, since he knows it will kill support for him in other places. What happens next

The present situation is deadlocked and unstable. The UN will not deploy its forces until it is convinced that all parties are serious about peace, but the "negative forces", Hutu militias, gangs and others have signed no ceasefire and have little interest in peace. That means the foreign forces cannot fulfill the Lusaka accord and leave. But their governments, even the oil-rich Angolans, are worried about the cost. They are all engaging in bilateral talks with each other; but that increases mistrust and suspicion.

The Rwandans, realising how unpopular they are in Congo, have given up hope of overthrowing Mr Kabila and instead have offered to withdraw their troops to the Kivus. Zimbabwe, hard-pressed by domestic problems, wants its 12,000 troops out as soon as there is a face-saving formula. Their departure could destabilise Mr Kabila. Maybe the Angolans, left holding the fort, will remove him. At present they seem to be trying to bring in Mr Bemba and a representative of the unarmed opposition to create a triumvirate with Mr Kabila. To achieve this, the Angolans have to trust Mr Bemba's backer, Uganda. They don't, because Uganda has been a conduit for arms to UNITA rebels in Angola. Besides, the Ugandan army and the MLC are still pushing westwards towards the strategic city of Mbandaka, garrisoned by Angolans.

And what of the Congolese people in all this? Impoverished, disregarded and oppressed, they still give one clear message almost unanimously in every conversation: they do not want Congo to break up. But the long decomposition of this vast country seems inevitable, whoever rules in Kinshasa.

This war could rumble on for years, if not decades. The Lusaka accord, concedes a senior UN representative, is not going to work; but no one has a better plan. The best he can suggest is that outsiders remain engaged, help the victims, try to understand what is happening--and not make it worse. Congo's experience of outsiders is, to put it mildly, discouraging.

LOAD-DATE: December 11, 2000

The Economist

March 29, 2003 U.S. Edition

Peace, they say, but the killing goes on

SECTION: MIDDLE EAST & AFRICA

LENGTH: 1020 words

DATETIME: bunia

BESIDE the cooling ashes of his home, Ruhigwa Likoka spades earth on to the lacerated bodies of his four small children. The pale green hillside where Mr Likoka lives is deserted. His neighbours have fled the tempest of tribal killing that has raged through Ituri, a province in north-eastern Congo, in recent months. As he buries his family to the whistle of birdsong, Mr Likoka has no idea that Congo's civil war was supposed to have ended this month.

Congo's war is horrible and complex. To simplify: this enormous and never stable country fragmented in 1998, when Rwanda and Uganda invaded to topple the Congolese government. Zimbabwe, Angola and Namibia sent troops who saved the regime, but left the invaders in control of much of the country. All parties then proceeded to loot Congo's minerals, as innumerable local militias slaughtered and pillaged. Rwanda and Uganda, once allies, fell out and fought on Congolese soil. Their conflict did not last long, but the two countries remain bitterly at odds. In all, perhaps 3.5m people have died as a result of the war, mostly of disease or starvation.

Lengthy peace talks culminated in pacts between Congo, Rwanda and Uganda, and a power-sharing deal with their leading rebel proxies. A new "transitional" government was to have been formed this month, giving Congo its first unified administration in almost five years, and eventually leading to elections. But it has been postponed until next month, and the violence in Ituri may derail the whole process.

Uganda had promised to withdraw its last 1,000 troops from Congo by March 20th. But on March 6th it reoccupied Bunia, Ituri's capital, and a dozen airstrips and villages nearby. To justify its actions, the Ugandan government cited an attack by a vicious bunch of rebels, the Union of Congolese Patriots (UPC), one of several anti-Ugandan factions in Ituri it accuses Rwanda of arming.

Rwanda, which officially withdrew from Congo in October, is now threatening to reinvade. According to the International Crisis Group, a think-tank, around 5,000 Rwandan soldiers never left, having been seconded to its main rebel proxy, the Rally for Congolese Democracy (RCD). These rebels, apparently reinforced by more Rwandan regulars, are now moving north towards Ituri. Rumours abound that Rwanda and Uganda will soon come to blows again--or that Rwanda will launch a new offensive against its Congolese enemies, thus reactivating the war. No one is sure. Britain, which gives slabs of aid to both Rwanda and Uganda, is trying to calm matters.

Meanwhile, in Ituri, the war has made old tribal squabbles much bloodier. The province's two main tribes, the cattle-herding Hema and the seed-sowing Lendus, used to bicker intermittently. Now they howl for each other's extinction. A decade ago, Uganda selected the Hemas for its business partners in mineral-rich Ituri. Since the war began, it has armed several Hema militia groups. Last year, it created the UPC, which is Hema-based, only to see it switch its allegiance to Rwanda.

Uganda then befriended a resentful rabble of Lendu militias. These leopard-skin-swathed warriors were allowed to join its troops on a triumphal rampage through Bunia on March 6th. Plucking Lendu arrows from his office walls, a UN official grumbles that they stole his only copy of a UN report on the looting of Congo by foreign forces.

Whichever of Ituri's two tribes is briefly in the ascendant has taken revenge on the other. In 1999, at least 10,000 people were murdered. During the UPC's repellent rule over Bunia and its outlying hills, probably as many died again. Even as Ugandan mortars rained on Bunia, the UPC's child-fighters indulged in one final killing spree. A 29-year-old Lendu man tells how his father was butchered and his sister stolen. Then he lifts his shirt to reveal shotgun wounds: with the local clinic charging \$17 per pellet removed, his recovery will take time.

The Lendu fighters are just as wild. Mr Likoka's children were made to round up his cattle for the militiamen, and then hacked apart. One drunken Lendu warrior, while firing his submachinegun over your correspondent's head from a couple of yards away to emphasise a point, stumbled. Happily, no one was hurt.

The UN's peacekeeping mission in Congo is powerless to stem the deluge of blood, despite a budget of \$600m a year. While expressing concern over Uganda's failure to withdraw, it has engineered a new agreement granting Uganda another month's stay in Ituri, on the ground that there is no one else to keep order. As it turns out, Uganda does appear to be quelling the killing, at least in Bunia. Townspeople from both tribes now refer to the Ugandan troops as their "liberators".

But while Uganda remains in Congo, Rwanda seems sure to bar its rebel proxies from joining the new government. Uganda has probably had enough of Congo. It never had as pressing a reason as Rwanda to be there: the Rwandans want to disarm or kill the remnants of the army that carried out the Rwandan genocide of 1994, who remain hidden in eastern Congo's rainforest. Also, whereas Rwanda has looted systematically to pay for its war, Uganda has done so haphazardly. And as Congo crumbles, it grows harder to plunder: operations at Ituri's vast Kilomoto gold mine, for example, have virtually ceased since local peasants started digging up its airstrip and panning the dirt for ore.

The UN is scratching its head for a solution. One option under consideration is to invite a regional power--probably Angola--to send troops that would not be under UN control. This would get around the unwillingness of rich countries to send their troops to die in Congo. The UN force is too puny: its peacekeepers usually retreat at the first sound of gunfire. Uganda would probably approve such a plan, and Rwanda might assent, so long as Angolan troops did not come too close to its borders. But Congo's government, suspicious of Angola's ambitions, could object. That would be a disaster for the people of Ituri. But Congo's pudgy rulers have never worried about ants like Mr Likoka.

LOAD-DATE: March 31, 2003

LANGUAGE: ENGLISH

GRAPHIC: Against a vile background of slaughter, Congo is supposed to be getting a new unified government

Copyright 2003 The Economist Newspaper Ltd.
All rights reserved

The Economist

May 17, 2003 U.S. Edition

Waiting to be rescued

SECTION: MIDDLE EAST & AFRICA

LENGTH: 884 words

DATELINE: Nairobi

POOR Kofi Annan. Just when he thought things couldn't get any worse, Congo proved the UN's secretary-general wrong. On May 6th, Uganda withdrew its occupying troops from Bunia, a town in Ituri, in north-eastern Congo. Chaos followed. The town's 700 UN peacekeepers, largely Uruguayans, found themselves cowering under a shower of mortars and grenades, while tribal militias looted, murdered and maimed their victims in the rutted roads outside the UN's barracks.

As the battle for Bunia rages on, 10,000 terrified civilians have taken refuge in the UN compounds. With little food or clean water, their babies are already dying. And with tens of thousands more people fleeing into the hilly killing fields outside the town, the UN has given warning of a possible genocide. Other outsiders have taken notice. On May 13th, France agreed in principle to send its soldiers to the rescue, after Mr Annan begged for a "coalition of the willing" to sort out the mess.

Whether France will actually deploy troops to Bunia remains in doubt. Wary of becoming embroiled in an unstoppable slaughter, and of the damaging publicity that this might bring, the French government wants allies. But America has refused to join, and Britain is already fully committed in Iraq. There are no other likely candidates among--in Mr Annan's careful phrase--"governments with capacity". And the plight of his hapless Uruguayans has shown, not for the first time, the futility of sending ill-equipped soldiers to police third-world wars.

Last week, the besieged peacekeepers fired the mission's first shots in earnest, into a violent crowd of civilians and militiamen who were attempting to storm their razor-wire perimeter. In fairness, the Uruguayans had tried to negotiate, but failed; their brave French commander was slashed across the chest with a machete.

Carla del Ponte, the UN's war-crimes prosecutor, says that the killing in Ituri "could be genocide". This suggests a bid to shock rich governments into helping. Or, perhaps, Ms del Ponte simply knows little about the Congo war. A recent estimate by an American

aid agency, the International Rescue Committee, puts the death toll at between 3.1m and 4.7m people, most of whom perished from the starvation and disease that result when civilians are in almost perpetual flight from armed men.

The inferno began when Rwanda and Uganda invaded Congo in 1998, sparking a convoluted regional war, of which this week's calamity is but a small part. The Congolese government has no sway over its eastern parts, such as Ituri. Uganda, which shares a border with Ituri, has tried to rule it through proxy militias. It has armed both of the large local tribes, the Hema and the Lendu, pitting each against the other, and fuelling a wave of tit-for-tat massacres which have claimed tens of thousands of lives. On a recent visit, your correspondent saw the burned villages and freshly scattered graves of both tribes.

Congo is not Rwanda: it lacks the sophisticated, authoritarian political arrangements that enabled the Hutu government in 1994 to order the extermination of the Tutsis, and nearly to succeed in exterminating them. It is a small mercy, but the killing in Ituri is less systematic.

Panicked into action, Mr Annan is presenting Ituri's war as a special case for intervention. It is not, in fact, so special, rather a particularly grisly example of a dozen or more micro-conflicts bubbling in eastern Congo, most of them within Rwanda's much larger sphere of influence to the south. These conflicts feature a bewildering and constantly mutating horde of rebel and tribally-based militias, most of them armed either by Rwanda, Uganda or Congo's government in Kinshasa. No help in sight

Who will put an end to this nightmare? Clearly it cannot be the UN, which can barely raise half its mandated complement of 8,000 peacekeepers, and spends almost half of its \$600m annual budget just flying over Congo's vast, roadless forests. Nor can it be the Congolese government, which sent 600 policemen to Ituri ahead of the Ugandan withdrawal, only to see them sell their guns to the Lendu militia, and then take refuge themselves in the UN barracks. A little embarrassed, the government next sent its human-rights minister with a suitcase full of cash and orders to buy off all sides. Now, he is in the barracks too, being treated for hypertension.

All this is meat and drink to Uganda's president, Yoweri Museveni, who has labelled the UN peacekeepers a bunch of "dangerous tourists". This is rich, coming from the head of the regime most culpable for events in Ituri, and which continues to meddle there. On leaving Bunia, Ugandan soldiers donated their artillery to Hema militiamen, including many who belonged to a murderous gang that the Ugandans had attacked and driven from the town in March. With these weapons, the Hema retook Bunia from the Lendus on May 12th, sending the pendulum of tribal murder swinging the other way.

Despite pressure from South Africa, Mr Museveni has refused to endorse the mooted French intervention. Perhaps he means to volunteer a return of his own men. That would be bad news for Ituri's ravaged people--though any intervention might please the Uruguayans, who must want to go home, whatever happens.

LOAD-DATE: May 16, 2003

LANGUAGE: ENGLISH

GRAPHIC: The UN wants to stop the massacres in eastern Congo. But how?

Copyright 2003 The Economist Newspaper Ltd.
All rights reserved